



## CHAPTER C-13

## CHAPITRE C-13

### Companies Act

### Loi sur les compagnies

#### Chapter Outline

#### Sommaire

Application of Act. . . . .	.1
Existing agricultural associations. . . . .	.1.01
Effect of the <i>Business Corporations Act</i> . . . . .	.1.1
Effect of the <i>Loan and Trust Companies Act</i> . . . . .	.1.11
Effect of the <i>Business Corporations Act</i> . . . . .	.1.2
<b>DEFINITIONS AND FORMS</b>	
Definitions and forms. . . . .	.2
agricultural association — association agricole	
agricultural fair association — association de foires agricoles	
agricultural society — société agricole	
company — compagnie	
Court — Cour	
Director — Directeur	
Judge — juge	
letters patent — lettres patentes	
project company — gérant de projet	
real estate or land — biens réels ou biens-fonds	
shareholder — actionnaire	
supplementary letters patent — lettres patentes supplémentaires	
the undertaking — entreprise	
<b>ADMINISTRATION</b>	
Administration of Act. . . . .	.2.1
Director's signature. . . . .	.2.11
Dating of letters patent. . . . .	.2.12
Inspection and certified copies of documents. . . . .	.2.2
Storage of documents. . . . .	.2.3
Limitation period. . . . .	.2.4
Destruction of documents. . . . .	.2.5
<b>PRELIMINARIES</b>	
Interpretation of Act. . . . .	.3
<b>PART I</b>	
<b>FORMATION OF NEW COMPANIES</b>	
Granting of charter by letters patent. . . . .	.4
Repealed. . . . .	.5

Champ d'application de la loi. . . . .	.1
Associations agricoles existantes. . . . .	.1.01
Effet de la <i>Loi sur les corporations commerciales</i> . . . . .	.1.1
Effet de la <i>Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie</i> . . . . .	.1.11
Effet de la <i>Loi sur les corporations commerciales</i> . . . . .	.1.2
<b>DÉFINITIONS ET FORMULES</b>	
Définitions et formules. . . . .	.2
actionnaire — shareholder	
association agricole — agricultural association	
association de foires agricoles — agricultural fair association	
biens réels ou biens-fonds — real estate or land	
compagnie — company	
Cour — Court	
Directeur — Director	
entreprise — the undertaking	
gérant de projet — project company	
juge — judge	
lettres patentes — letters patent	
lettres patentes supplémentaires — supplementary letters patent	
société agricole — agricultural society	
<b>APPLICATION DE LA LOI</b>	
Application de la loi. . . . .	.2.1
Signature du Directeur. . . . .	.2.11
Date sur les lettres patentes. . . . .	.2.12
Examen et obtention des copies certifiées conformes. . . . .	.2.2
Conservation des documents. . . . .	.2.3
Prescription. . . . .	.2.4
Destruction des documents. . . . .	.2.5
<b>PRÉLIMINAIRES</b>	
Interprétation de la loi. . . . .	.3
<b>PARTIE I</b>	
<b>FORMATION DE NOUVELLES COMPAGNIES</b>	
Octroi d'une charte par lettres patentes. . . . .	.4
Abrogé. . . . .	.5

Particulars of application for letters patent. . . . .	6	Éléments de la demande de lettres patentes. . . . .	6
Form of application for letters patent. . . . .	7	Formule de la demande de lettres patentes. . . . .	7
Repealed. . . . .	8	Abrogé. . . . .	8
Name of company and other preliminary matters. . . . .	9	Nom de la compagnie et autres questions préliminaires. . . . .	9
Repealed. . . . .	10	Abrogé. . . . .	10
Content of letters patent. . . . .	11	Teneur des lettres patentes. . . . .	11
Publication of letters patent. . . . .	12	Publication des lettres patentes. . . . .	12
Shares and certificates. . . . .	13	Actions et titres. . . . .	13
Voting rights of members. . . . .	13.1	Droit de vote des membres. . . . .	13.1
Ancillary powers of a company. . . . .	14	Pouvoirs complémentaires d'une compagnie. . . . .	14
<b>PRIVATE INVESTMENT HOLDING COMPANIES</b>		<b>HOLDING PRIVÉ</b>	
Letters patent. . . . .	15	Lettres patentes. . . . .	15
<b>FISHING, SPORTING OR LITERARY CLUBS</b>		<b>CLUBS DE PÊCHE, CLUBS SPORTIFS OU LITTÉRAIRES</b>	
Share transfer restrictions. . . . .	16	Restrictions aux transferts de parts. . . . .	16
Assessment of members. . . . .	17	Cotisations des membres. . . . .	17
Company without capital stock. . . . .	18	Compagnie sans capital social. . . . .	18
<b>RESPECTING PROJECT COMPANIES</b>		<b>GÉRANTS DE PROJET</b>	
Incorporation of project companies. . . . .	18.1	Constitution en corporation de gérants de projet. . . . .	18.1
<b>RESPECTING ELECTRICITY, WATER, GAS AND SEWERAGE COMPANIES</b>		<b>COMPAGNIES D'ÉLECTRICITÉ, D'EAU, DE GAZ ET DE SYSTÈMES D'ÉGOUTS</b>	
Incorporation of public utilities. . . . .	19	Constitution des compagnies de services publics. . . . .	19
Supplementary letters patent. . . . .	20	Lettres patentes supplémentaires. . . . .	20
Protection of public interest. . . . .	21	Protection de l'intérêt public. . . . .	21
		Restrictions relatives à la constitution des compagnies de services publics. . . . .	22
Restriction on incorporation of public utility companies. . . . .	22	Lettres patentes d'une compagnie existante. . . . .	23
Letters patent for subsisting company. . . . .	23	Pouvoirs étendus d'une compagnie existante. . . . .	24
Extension of powers for subsisting company. . . . .	24	Premiers administrateurs d'une compagnie existante. . . . .	25
First directors for subsisting company. . . . .	25	Lettres patentes d'une compagnie extraprovinciale. . . . .	26
Letters patent for extra-provincial company. . . . .	26	Dépôt auprès du Directeur par une compagnie extraprovinciale. . . . .	27
Filing with Director for extra-provincial company. . . . .	27	Publication de lettres patentes de compagnie extraprovinciale. . . . .	28
Publication of letters patent for extra-provincial company. . . . .	28	Dépôt du rapport d'une compagnie extraprovinciale. . . . .	29
Filing of returns for extra-provincial company. . . . .	29	Demande de prorogation. . . . .	29.1
Application for continuance. . . . .	29.1	Abrogé. . . . .	30
Repealed. . . . .	30	<b>FUSION</b>	
<b>MERGER</b>		Lettres patentes. . . . .	31
Letters patent for merged company. . . . .	31	<b>CHANGEMENT DE RAISON SOCIALE</b>	
<b>CHANGE OF COMPANY NAME</b>		Changement par lettres patentes supplémentaires. . . . .	32
Name change by supplementary letters patent. . . . .	32	Avis de changement. . . . .	33
Notice of change of name. . . . .	33	Effets quant aux procédures. . . . .	34
Effect of name change on actions. . . . .	34	<b>REDÉLIVRANCE DES LETTRES PATENTES DANS L'AUTRE LANGUE OFFICIELLE</b>	
<b>REISSUANCE OF LETTERS PATENT IN THE OTHER OFFICIAL LANGUAGE</b>		Redélivrance des lettres patentes. . . . .	34.1
Reissuance of letters patent. . . . .	34.1	<b>ABANDON ET DÉCHÉANCE DE LA CHARTE</b>	
<b>SURRENDER AND FORFEITURE OF CHARTER</b>		Déchéance de la charte. . . . .	35
Forfeiture of charter. . . . .	35	Rétablissement d'une charte. . . . .	35.1
Revival of charter. . . . .	35.1	Abandon d'une charte. . . . .	35.2
Surrender of charter. . . . .	35.2	Responsabilité de la compagnie et d'autres parties dans les deux ans qui suivent la dissolution. . . . .	35.3
Liability of company and others within two years after dissolution. . . . .	35.3	Distribution des biens de la compagnie à des personnes introuvables. . . . .	35.4
Distribution of property of company to persons who cannot be found. . . . .	35.4	Dévolution des biens de la compagnie à la Couronne et effets de la reconstitution. . . . .	35.5
Vesting of property of company in Crown and effect of revival. . . . .	35.5	<b>POUVOIRS ET DEVOIRS GÉNÉRAUX DE LA COMPAGNIE</b>	
<b>GENERAL POWERS AND DUTIES OF THE COMPANY</b>		Pouvoirs conférés par lettres patentes. . . . .	36
Powers in letters patent. . . . .	36	Droits avant la constitution. . . . .	37
Pre-incorporation rights. . . . .	37	Prêts aux actionnaires. . . . .	38
Loans to shareholders. . . . .	38	<b>SIÈGE SOCIAL - ASSEMBLÉES</b>	
<b>HEAD OFFICE - MEETINGS</b>		Siège social et assemblées des actionnaires. . . . .	39
Head Office and shareholders meetings. . . . .	39	Actes sans le sceau de la compagnie. . . . .	40
Deeds without company seal. . . . .	40	Actes et contrats des agents de la compagnie. . . . .	41
Acts and contracts of agents of company. . . . .	41	Nom ou raison sociale de la compagnie. . . . .	42
Name of company. . . . .	42	Nom ou raison sociale – compagnie constituée en corporation en vertu des lois de la province. . . . .	42.1
Name of company – company incorporated under laws of New Brunswick. . . . .	42.1		

Supplementary letters patent. . . . .	43	Lettres patentes supplémentaires. . . . .	43
Application for supplementary letters patent. . . . .	44	Demande de lettres patentes supplémentaires. . . . .	44
Content of application for supplementary letters patent. . . . .	45	Demande des lettres patentes supplémentaires. . . . .	45
Publication of supplementary letters patent. . . . .	46	Publication des lettres patentes supplémentaires. . . . .	46
Confirmation of by-law to change supplementary letters patent. . . . .	47	Règlement modifiant les lettres patentes. . . . .	47
Compromise between company and shareholders. . . . .	48	Compromis entre la compagnie et les actionnaires. . . . .	48
<b>LIABILITY OF SHAREHOLDERS</b>		<b>RESPONSABILITÉ DES ACTIONNAIRES</b>	
Liability of shareholders. . . . .	49	Responsabilité des actionnaires. . . . .	49
Liability of shareholders to creditors. . . . .	50	Responsabilité envers les créanciers. . . . .	50
Action by creditors. . . . .	51	Action intentée par les créanciers. . . . .	51
Liability of executor, trustee, or guardian. . . . .	52	Responsabilité du fiduciaire ou curateur. . . . .	52
Voting of shares by executor, trustee, or pledgee. . . . .	53	Droit de vote des fiduciaires, gagistes, etc. . . . .	53
<b>PROSPECTUS</b>		<b>PROSPECTUS</b>	
Contents of prospectus. . . . .	54	Contenu du prospectus. . . . .	54
<b>CAPITAL STOCK</b>		<b>CAPITAL SOCIAL</b>	
Transfer of shares. . . . .	55	Transfert des actions. . . . .	55
Allotment of shares. . . . .	56	Répartition des actions. . . . .	56
Issue of shares. . . . .	57	Émission d'actions. . . . .	57
Creation of preferred or deferred shares. . . . .	58	Création d'actions privilégiées ou différées. . . . .	58
Rights of preferred shares. . . . .	59	Droits des détenteurs d'actions privilégiées. . . . .	59
Notice of redemptions of preferred shares. . . . .	60	Avis de rachat d'actions privilégiées. . . . .	60
Shares held in trust. . . . .	61	Actions tenues en fiducie. . . . .	61
<b>CHANGES IN CAPITAL SET-UP</b>		<b>CHANGEMENTS DANS LA CONSTITUTION DU CAPITAL</b>	
Consolidation of par-value shares. . . . .	62	Consolidation d'actions de valeur au pair. . . . .	62
Increase in number of shares. . . . .	63	Augmentation du nombre des actions. . . . .	63
Decrease in number of shares. . . . .	64	Réduction du nombre des actions. . . . .	64
By-law re supplementary letters patent. . . . .	65	Règlement relatif aux lettres patentes supplémentaires. . . . .	65
Evidence on application for supplementary letters patent. . . . .	66	Preuve exigée lors de la demande de lettres patentes supplémentaires. . . . .	66
Publication of supplementary letters patent. . . . .	67	Publication des lettres patentes supplémentaires. . . . .	67
<b>CALLS</b>		<b>APPELS DE VERSEMENTS</b>	
Calls on shares. . . . .	68	Appel de versements. . . . .	68
Time for calls on shares. . . . .	69	Jour fixé pour le versement. . . . .	69
Interest on calls on shares. . . . .	70	Taux de l'intérêt pour retard dans le versement. . . . .	70
Advance payment for shares. . . . .	71	Versement par anticipation. . . . .	71
Forfeiture of shares. . . . .	72	Confiscation des actions. . . . .	72
Action for payment of shares. . . . .	73	Action en paiement des actions. . . . .	73
<b>TRANSFER OF SHARES</b>		<b>TRANSFERT D' ACTIONS</b>	
Transfer register. . . . .	74	Registre des transferts. . . . .	74
Transfer of unpaid shares. . . . .	75	Transfert d'actions non payées. . . . .	75
Calls on unpaid shares. . . . .	76	Versement intégral. . . . .	76
Transfer where shareholder indebted to company. . . . .	77	Actionnaire endetté envers la compagnie. . . . .	77
Close corporation. . . . .	78	Corporation fermée. . . . .	78
Dividend payments. . . . .	79	Paie ment de dividende. . . . .	79
<b>SHARE WARRANTS</b>		<b>TITRES AU PORTEUR</b>	
Issue of share warrants. . . . .	80	Émission de titres au porteur. . . . .	80
<b>BORROWING POWERS</b>		<b>FACULTÉ D'EMPRUNT</b>	
Borrowing by-law. . . . .	81	Emprunt autorisé par règlement. . . . .	81
Redemption of debentures. . . . .	82	Rachat d'obligations. . . . .	82
Deposit with Minister of Finance and Treasury Board. . . . .	83	Dépôt auprès du ministre des Finances et du Conseil du Trésor. . . . .	83
<b>DIVIDENDS</b>		<b>DIVIDENDES</b>	
Impairment of capital. . . . .	84	Diminution du capital. . . . .	84
Stock dividends. . . . .	85	Conversion de dividendes. . . . .	85
Dividends and set-off. . . . .	86	Dividendes et compensation. . . . .	86
<b>RECEIVERS AND RECEIVER-MANAGERS</b>		<b>SÉQUESTRES ET SÉQUESTRES-GÉRANTS</b>	
Court, defined. . . . .	86.1	Définition de « Cour ». . . . .	86.1
Power of receiver. . . . .	86.2	Attributions du séquestre. . . . .	86.2
Power of receiver-manager. . . . .	86.3	Attributions du séquestre-gérant. . . . .	86.3
Cessation of directors powers. . . . .	86.4	Cessation des pouvoirs des administrateurs. . . . .	86.4
Duty to act in accordance with direction of the Court. . . . .	86.5	Devoir d'agir conformément aux directives de la Cour. . . . .	86.5
Duty to act in accordance with instrument of appointment. . . . .	86.6	Devoir d'agir conformément au document de nomination. . . . .	86.6
Duty of care. . . . .	86.7	Devoir de prudence. . . . .	86.7
Powers of the Court. . . . .	86.8	Pouvoirs de la Cour. . . . .	86.8
Duties of receiver and receiver-manager. . . . .	86.9	Fonctions du séquestre et du séquestre-gérant. . . . .	86.9

Repealed. . . . .	86.10	Abrogé. . . . .	86.10
Application of sections 86.1 to 86.9. . . . .	86.11	Application des articles 86.1 à 86.9. . . . .	86.11
<b>DIRECTORS</b>		<b>ADMINISTRATEURS</b>	
Number and qualifications of directors. . . . .	87	Nombre d'administrateurs et qualités. . . . .	87
Executive committee. . . . .	88	Comité exécutif. . . . .	88
Election of directors. . . . .	89	Élection d'administrateurs. . . . .	89
Qualification of directors. . . . .	90	Qualités requises pour être administrateur. . . . .	90
Term of office. . . . .	91	Durée du mandat. . . . .	91
Election of directors by minority shareholders. . . . .	92	Élection des administrateurs par actionnaires minoritaires. . . . .	92
Voting by minority shareholders. . . . .	93	Vote par actionnaires minoritaires. . . . .	93
Time and form of election. . . . .	94	Date et modalités de l'élection. . . . .	94
Resolution of directors in writing. . . . .	94.1	Résolutions écrites d'administrateurs. . . . .	94.1
		Réunions d'administrateurs par l'utilisation des moyens techniques de communication. . . . .	94.2
Meetings of directors by communication facilities. . . . .	94.2	Dédommagement des administrateurs. . . . .	95
Indemnification of directors. . . . .	95	<b>POUVOIRS DES ADMINISTRATEURS</b>	
<b>POWERS OF DIRECTORS</b>		Attributions des administrateurs. . . . .	96
Powers of directors. . . . .	96	Période pendant laquelle les règlements sont en vigueur. . . . .	97
Period during which by-laws are in force. . . . .	97	<b>RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS ET DES DIRIGEANTS</b>	
<b>LIABILITY OF DIRECTORS AND OFFICERS</b>		Responsabilité relative au paiement de dividende. . . . .	98
Liability for dividend payments. . . . .	98	Responsabilité relative au transfert d'actions. . . . .	99
Liability on share transfer. . . . .	99	Responsabilité relative aux prêts accordés aux actionnaires. . . . .	100
Liability for loans to shareholders. . . . .	100	<b>ASSEMBLÉES</b>	
<b>MEETINGS</b>		Assemblée annuelle des actionnaires. . . . .	101
Annual meeting of shareholders. . . . .	101	Convocation de l'assemblée. . . . .	102
Calling of annual meeting. . . . .	102	Avis de la tenue d'une assemblée. . . . .	103
Notice of meeting. . . . .	103	Résolution écrite d'actionnaires ou de membres. . . . .	103.1
Resolution of shareholders or members in writing. . . . .	103.1	Réunions d'actionnaires ou de membres par l'utilisation des moyens techniques de communication. . . . .	103.2
Meetings of shareholders or members by communication facilities. . . . .	103.2	<b>REGISTRES DE LA COMPAGNIE</b>	
<b>BOOKS OF THE COMPANY</b>		Registre et liste des actionnaires. . . . .	104
Books and shareholders list. . . . .	104	Registre des transferts. . . . .	105
Transfer register. . . . .	105	Inspection des registres. . . . .	106
Inspection of books. . . . .	106	<b>INSPECTION</b>	
<b>INSPECTION</b>		Responsabilité pour négligence dans la tenue des registres. . . . .	107
Liability for failure to maintain books. . . . .	107	Recours pour négligence dans la tenue des registres. . . . .	108
Action for failure to maintain books. . . . .	108	Enquête par ordonnance du tribunal. . . . .	109
Investigation by court order. . . . .	109	Enquête par les actionnaires. . . . .	110
Investigation by shareholders. . . . .	110	Application de la loi relative aux registres. . . . .	111
Application of Act respecting books. . . . .	111	Devoir de produire des registres et documents. . . . .	112
Duty to produce books and documents. . . . .	112	<b>PROCÉDURE</b>	
<b>PROCEDURE</b>		Signification des actes de procédure. . . . .	113
Service of process. . . . .	113	Authentification des documents. . . . .	114
Authentication of documents. . . . .	114	Signification des avis aux actionnaires. . . . .	115
Service of notice on shareholders. . . . .	115	Signification par la poste aux actionnaires. . . . .	116
Service of notice on shareholders – post. . . . .	116	Recours entre une compagnie et ses actionnaires. . . . .	117
Actions between company and shareholders. . . . .	117	Mention de la compagnie par sa raison sociale. . . . .	118
Form of corporate name in legal proceedings. . . . .	118	Contestation de la propriété des actions. . . . .	119
Share ownership disputes. . . . .	119	Avis de la personne revendiquant des actions. . . . .	120
Notice to person claiming shares. . . . .	120	Frais et dépenses. . . . .	121
Costs and expenses. . . . .	121	Transfert des actions selon une ordonnance du tribunal. . . . .	122
Share transfer pursuant to court order. . . . .	122	<b>ÉTATS ET BILANS</b>	
<b>STATEMENTS AND RETURNS</b>		États financiers soumis aux actionnaires. . . . .	123
Financial statements to shareholders. . . . .	123	Contenu des états financiers. . . . .	124
Content of financial statements. . . . .	124	Remise des états financiers. . . . .	125
Delivery of financial statements. . . . .	125	Rapport au Directeur. . . . .	126
Statement to Director. . . . .	126	Infraction et peine. . . . .	126.1
Offence and penalty. . . . .	126.1	Abrogé. . . . .	127
Repealed. . . . .	127	Preuve des faits énoncés dans les registres. . . . .	128
Proof of statements in company books. . . . .	128	Signification par courrier recommandé. . . . .	129
Service by registered mail. . . . .	129	Preuve du règlement. . . . .	130
Proof of by-law. . . . .	130	Preuve de constitution. . . . .	131
Proof of incorporation. . . . .	131	Preuve des lettres patentes. . . . .	132
Proof of letters patent. . . . .	132		

Proof by affidavit. . . . .	133	Preuve par déclaration solennelle. . . . .	133
Winding-up of companies. . . . .	134	Liquidation des compagnies. . . . .	134
<b>FEES</b>		<b>DROITS</b>	
Regulations. . . . .	135	Règlements. . . . .	135
Application of Act to company incorporated under special Act. . . . .	136	Application de la loi aux compagnies constituées en corporation par une loi spéciale. . . . .	136
Application of Act to company incorporated under public Act. . . . .	136.1	Application de la loi aux compagnies constituées en corporation par une loi d'intérêt public. . . . .	136.1
Deposit of sums due to shareholders. . . . .	137	Dépôt de sommes payables aux actionnaires. . . . .	137
<b>PART II</b>		<b>PARTIE II</b>	
<b>PROVINCIAL MUTUAL INSURANCE COMPANIES</b>		<b>COMPAGNIES PROVINCIALES D'ASSURANCE</b>	
		<b>MUTUELLE</b>	
Company defined. . . . .	138	Compagnie définie. . . . .	138
Incorporation. . . . .	139	Constitution. . . . .	139
Name. . . . .	140	Nom. . . . .	140
Share capital. . . . .	141	Capital-actions. . . . .	141
Subscribers and subscription book. . . . .	142	Souscripteurs et registre de souscription. . . . .	142
Application for incorporation. . . . .	143	Demande de constitution. . . . .	143
Organizational meeting. . . . .	144	Assemblée d'organisation. . . . .	144
Provisional directors. . . . .	145	Administrateurs provisoires. . . . .	145
Petition for incorporation. . . . .	146	Demande de constitution. . . . .	146
Letters patent. . . . .	147	Lettres patentes. . . . .	147
Provisional officers and directors. . . . .	148	Administrateurs et dirigeants provisoires. . . . .	148
Incorporation expenses. . . . .	149	Dépenses pour la constitution en corporation. . . . .	149
Applications for insurance. . . . .	150	Demandes d'assurance. . . . .	150
Withdrawal of member. . . . .	151	Retrait d'un membre. . . . .	151
Power to hold realty. . . . .	152	Pouvoir de détenir des biens réels. . . . .	152
Head office. . . . .	153	Siège social. . . . .	153
Voting and procedure at meetings. . . . .	154	Vote et procédure des réunions. . . . .	154
Election of directors. . . . .	155	Élection des administrateurs. . . . .	155
Joint policy holders. . . . .	156	Détenteurs conjoints de police d'assurance. . . . .	156
Election of officers. . . . .	157	Élection des dirigeants. . . . .	157
Management of company. . . . .	158	Administration de la compagnie. . . . .	158
Meetings of directors. . . . .	159	Réunions des administrateurs. . . . .	159
Borrowing powers. . . . .	160	Pouvoirs d'emprunt. . . . .	160
Fiscal year. . . . .	161	Année financière. . . . .	161
By-laws. . . . .	162	Règlements. . . . .	162
<b>INCORPORATION OF MUTUAL BENEFIT SOCIETIES</b>		<b>CONSTITUTION EN CORPORATION DES SOCIÉTÉS</b>	
		<b>MUTUELLES</b>	
Society defined. . . . .	163	Société définie. . . . .	163
Purpose of incorporation. . . . .	164	But de la constitution. . . . .	164
Application for incorporation. . . . .	165	Demande de constitution. . . . .	165
Content of petition. . . . .	166	Contenu de la demande. . . . .	166
Issue of letters patent. . . . .	167	Octroi des lettres patentes. . . . .	167
Organizational meeting. . . . .	168	Assemblée d'organisation. . . . .	168
Membership book. . . . .	169	Registre de société. . . . .	169
Membership qualifications. . . . .	170	Conditions d'âge pour être membre. . . . .	170
Application of Act. . . . .	171	Application de la loi. . . . .	171
<b>GENERAL</b>		<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	
Application of Act. . . . .	172	Application de la loi. . . . .	172
Regulations. . . . .	173	Règlements. . . . .	173
<b>PART III</b>		<b>PARTIE III</b>	
<b>MINING COMPANIES</b>		<b>COMPAGNIES MINIÈRES</b>	
Issue of shares at discount. . . . .	174	Vente d'actions au-dessous du prix. . . . .	174
Par value shares. . . . .	175	Actions à valeur au pair. . . . .	175
Preference shares. . . . .	176	Actions privilégiées. . . . .	176
Liability of shareholder. . . . .	177	Responsabilité de l'actionnaire. . . . .	177
By-law to issue shares at discount. . . . .	178	Règlement pour la vente d'actions au-dessous du prix. . . . .	178
Filing of by-law. . . . .	179	Dépôt du règlement. . . . .	179
Share certificate. . . . .	180	Titre d'action. . . . .	180
Forfeiture of shares. . . . .	181	Défaillance d'action. . . . .	181
Meetings of directors. . . . .	182	Réunions des administrateurs. . . . .	182

Repealed. . . . .	.183	Abrogé. . . . .	.183
Fees. . . . .	.184	Droits. . . . .	.184

---

**Application of Act**

**1** This Act applies to

(a) all companies incorporated under it;

(a.1) all companies referred to in section 1.01; and

(b) all companies incorporated under the *New Brunswick Companies Act, 1916*, or Chapter 88 of the Revised Statutes, 1927, or to which that Chapter applied at the time of the coming into force of this Act.

R.S., c.33, s.1; 2017, c.55, s.5

**Existing agricultural associations**

**1.01** If an agricultural association was incorporated under the *Agricultural Associations Act*, chapter 104 of the Revised Statutes, 2011, before the commencement of this section and it was not dissolved or its incorporation was not revoked or cancelled before the commencement of this section, the agricultural association is continued as a company under this Act.

2017, c.55, s.5

**Effect of the *Business Corporations Act***

**1.1** Notwithstanding section 1, after the coming into force of the *Business Corporations Act* this Act does not apply to corporations as defined under the *Business Corporations Act*.

1981, c.12, s.1

**Effect of the *Loan and Trust Companies Act***

**1.11** After the commencement of the *Loan and Trust Companies Act* and notwithstanding any other provision of this Act, this Act does not apply to a provincial company as defined in the *Loan and Trust Companies Act* or, except as provided in subsection 1.2(3.1), a body corporate referred to in paragraph 2(b) of that Act.

1987, c.L-11.2, s.280

**Effect of the *Business Corporations Act***

**1.2(1)** Subject to subsection (3), after the coming into force of the *Business Corporations Act* letters patent incorporating a company shall not be issued under this Act.

**Champ d'application de la loi**

**1** La présente loi s'applique

a) à toutes les compagnies constituées en corporation sous son régime,

a.1) à toutes les compagnies visées à l'article 1.01,

b) à toutes les compagnies constituées en corporation en application de la loi intitulée *New Brunswick Companies Act, 1916*, ou du chapitre 88 des Statuts révisés de 1927, ou auxquelles ce chapitre s'appliquait au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

S.R., ch. 33, art. 1; 2017, ch. 55, art. 5

**Associations agricoles existantes**

**1.01** Est prorogée comme compagnie sous le régime de la présente loi l'association agricole constituée en personne morale sous le régime de la *Loi sur les associations agricoles*, chapitre 104 des Lois révisées de 2011, avant l'entrée en vigueur du présent article, si elle n'a pas été dissoute ou si sa constitution en personne morale n'a pas été révoquée ou annulée avant l'entrée en vigueur du présent article.

2017, ch. 55, art. 5

**Effet de la *Loi sur les corporations commerciales***

**1.1** Nonobstant l'article 1, la présente loi cesse d'être applicable aux corporations telles que définies dans la *Loi sur les corporations commerciales* dès l'entrée en vigueur de celle-ci.

1981, ch. 12, art. 1

**Effet de la *Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie***

**1.11** Après l'entrée en vigueur de la *Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie* et nonobstant toute autre disposition de la présente loi, la présente loi cesse d'être applicable aux compagnies provinciales telles que définies dans la *Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie* ou, sauf disposition contraire du paragraphe 1.2(3.1), aux corps constitués visés à l'alinéa 2b) de cette loi.

1987, ch. L-11.2, art. 280

**Effet de la *Loi sur les corporations commerciales***

**1.2(1)** Sous réserve du paragraphe (3), des lettres patentes constituant en corporation une compagnie ne peuvent plus être délivrées en vertu de la présente loi dès

**1.2(2)** Supplementary letters patent and letters patent amalgamating companies shall not be issued under this Act after two years following the coming into force of the *Business Corporations Act*.

**1.2(3)** Notwithstanding subsection (1), letters patent incorporating a club or association referred to in section 16 or a company referred to in section 18 or in Part II may be issued under this Act after the coming into force of the *Business Corporations Act* and notwithstanding subsection (2) supplementary letters patent with respect to such clubs, associations or companies or letters patent amalgamating such clubs, associations or companies may be issued under this Act after the time stipulated therein.

**1.2(3.1)** Notwithstanding subsection (2), supplementary letters patent may be issued under this Act after the time stipulated in subsection (2)

(a) to a body corporate referred to in paragraph 2(b) of the *Loan and Trust Companies Act*,

(i) for one year after the commencement of the *Loan and Trust Companies Act*,

(ii) if it applies for letters patent of continuance in accordance with paragraph 3(1)(a) of the *Loan and Trust Companies Act* and a first licence under that Act, until the Minister of Justice issues or refuses to issue the letters patent of continuance and the first licence,

(iii) if it applies to be continued in another jurisdiction in accordance with paragraph 3(1)(b) of the *Loan and Trust Companies Act*, until the Minister of Justice issues a certificate referred to in subsection 4(2) of that Act or a certificate of discontinuance, as the case may be, or

(iv) if it applies for a certificate of continuance under the *Business Corporations Act* in accordance with paragraph 3(1)(c) of the *Loan and Trust Companies Act*, until the Minister of Justice issues a

l'entrée en vigueur de la *Loi sur les corporations commerciales*.

**1.2(2)** Des lettres patentes supplémentaires et des lettres patentes portant fusion de compagnies ne peuvent plus être délivrées en vertu de la présente loi à l'expiration des deux ans qui suivent l'entrée en vigueur de la *Loi sur les corporations commerciales*.

**1.2(3)** Nonobstant le paragraphe (1), des lettres patentes constituant en corporation un club ou une association visés à l'article 16 ou une compagnie visée à l'article 18 ou à la partie II peuvent être délivrées conformément à la présente loi après l'entrée en vigueur de la *Loi sur les corporations commerciales*, et nonobstant le paragraphe (2), des lettres patentes supplémentaires concernant ces clubs, associations ou compagnies ou des lettres patentes portant fusion de ces clubs, associations ou compagnies peuvent également être délivrées à l'expiration du délai mentionné plus haut.

**1.2(3.1)** Nonobstant le paragraphe (2), des lettres patentes supplémentaires peuvent être délivrées en vertu de la présente loi à l'expiration du délai visé au paragraphe (2)

a) aux corps constitués visés à l'alinéa 2b) de la *Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie*

(i) pendant un an après l'entrée en vigueur de la *Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie*,

(ii) s'ils demandent des lettres patentes de prorogation conformément à l'alinéa 3(1)a) de la *Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie* ainsi qu'un premier permis en vertu de cette loi, jusqu'à ce que le ministre de la Justice délivre les lettres patentes de prorogation et le premier permis, ou refuse de le faire,

(iii) s'ils demandent d'être prorogés sous une autre autorité législative conformément à l'alinéa 3(1)b) de la *Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie*, jusqu'à ce que le ministre de la Justice délivre le certificat visé au paragraphe 4(2) de cette loi ou le certificat de changement de régime, selon le cas, ou

(iv) s'ils demandent un certificat de prorogation en vertu de la *Loi sur les corporations commerciales* conformément à l'alinéa 3(1)c) de la *Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie*, jusqu'à ce que le ministre de la Justice délivre le certificat de



certificate of discontinuance referred to in subsection 29(5) of the *Loan and Trust Companies Act*,

whichever is earliest, and

(b) to an insurance company.

**1.2(4)** After the coming into force of the *Business Corporations Act* no charter shall be revived under this Act except the charter of a club or association referred to in section 16 or a company referred to in section 18 or Part II.

**1.2(5)** This section applies notwithstanding any other provision in this Act.

1981, c.12, s.1; 1982, c.16, s.1; 1983, c.19, s.1; 1986, c.18, s.3; 1987, c.L-11.2, s.280; 1991, c.27, s.10; 2002, c.15, s.1; 2002, c.29, s.3; 2006, c.16, s.43; 2012, c.39, s.52; 2016, c.37, s.35; 2019, c.2, s.27

## DEFINITIONS AND FORMS

### Definitions and forms

**2(1)** In this Act and in all letters patent and supplementary letters patent issued hereunder, unless the context otherwise requires,

“agricultural association” means an agricultural fair association or an agricultural society; (*association agricole*)

“agricultural fair association” means an organization of district, county or provincial scope whose purpose is to hold exhibitions of livestock, poultry, agricultural produce and the products of kindred agricultural and home-making arts; (*association de foires agricoles*)

“agricultural society” means a community group of farmers organized for the general promotion of agriculture within that community; (*société agricole*)

“company” means a company to which this Act applies; (*compagnie*)

“Court” means The Court of King’s Bench of New Brunswick; (*Cour*)

“Director” means the Director appointed under subsection 2.1(2) and includes a deputy director authorized under subsection 2.1(4) to carry out the duties and to ex-

changement de régime visé au paragraphe 29(5) de la *Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie*,

selon la première éventualité, et

b) aux compagnies d’assurance.

**1.2(4)** Il est interdit de remettre une charte en vigueur en application de la présente loi après l’entrée en vigueur de la *Loi sur les corporations commerciales* à l’exception de la charte d’un club ou association visé à l’article 16 ou celle d’une compagnie visée à l’article 18 ou à la partie II.

**1.2(5)** Le présent article s’applique nonobstant toute autre disposition de la présente loi.

1981, ch. 12, art. 1; 1982, ch. 16, art. 1; 1983, ch. 19, art. 1; 1986, ch. 18, art. 3; 1987, ch. L-11.2, art. 280; 1991, ch. 27, art. 10; 2002, ch. 15, art. 1; 2002, ch. 29, art. 3; 2006, ch. 16, art. 43; 2012, ch. 39, art. 52; 2016, ch. 37, art. 35; 2019, ch. 2, art. 27

## DÉFINITIONS ET FORMULES

### Définitions et formules

**2(1)** Dans la présente loi et dans toutes lettres patentes et lettres patentes supplémentaires accordées ci-dessous, à moins que le contexte ne s’y oppose,

« actionnaire » désigne tout souscripteur ou détenteur d’actions de la compagnie, et comprend tout membre d’une compagnie sans capital social et les représentants légaux de l’actionnaire; (*shareholder*)

« association agricole » s’entend d’une association de foires agricoles ou d’une société agricole; (*agricultural association*)

« association de foires agricoles » s’entend d’une organisation qui opère à l’échelle régionale, provinciale ou d’un comté et dont l’objet est de tenir des foires pour y exposer du bétail, de la volaille, des produits agricoles et des produits afférents aux arts agricoles et ménagers; (*agricultural fair association*)

« biens réels » ou « biens-fonds » comprend les *messuages*, les biens-fonds, les tènements et les héritages de toute tenure, et tout bien immobilier; (*real estate*) or (*land*)

« compagnie » désigne une compagnie à laquelle la présente loi s’applique; (*company*)

exercise the powers of the Director under this Act; (*Directeur*)

“Judge” means a judge of the Court; ( *juge* )

“letters patent” means the letters patent incorporating a company for any purpose contemplated by this Act; (*lettres patentes*)

“Minister” Repealed: 2002, c.29, s.3

“project company” means a company that has received, as required under subsection 18.1(1), the written consent of the Minister of Transportation and Infrastructure to incorporate as a project company under this Act for the purposes of entering into an agreement with the New Brunswick Highway Corporation as referred to in subsection 6(3) of the *New Brunswick Highway Corporation Act*; (*gérant de projet*)

“real estate” or “land” includes messuages, lands, tenements, and hereditaments of any tenure, and all immovable property; (*biens réels*) ou (*biens-fonds*)

“shareholder” means every subscriber to, or holder of, stock in the company, and includes every member of a company without share capital and the personal representatives of the shareholder; (*actionnaire*)

“supplementary letters patent” means any letters patent granted to the company subsequent to the letters patent incorporating the company; (*lettres patentes supplémentaires*)

“the undertaking” means the business that the company is authorized to carry on. (*entreprise*)

**2(2)** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations prescribing forms required under this Act.

R.S., c.33, s.2; 1973, c.74, s.10; 1978, c.D-11.2, s.7; 1979, c.41, s.20; 1997, c.61, s.1; 2002, c.15, s.2; 2002, c.29, s.3; 2010, c.31, s.28; 2017, c.55, s.5; 2023, c.17, s.36

« Cour » désigne la Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick; (*Court*)

« Directeur » désigne le Directeur nommé en vertu du paragraphe 2.1(2) et s’entend également du directeur adjoint autorisé en vertu du paragraphe 2.1(4) à exercer les fonctions et les pouvoirs attribués au Directeur en vertu de la présente loi; (*Director*)

« entreprise » désigne l’activité que la compagnie est autorisée à exercer; (*the undertaking*)

« gérant de projet » désigne une compagnie qui a reçu, tel qu’exigé au paragraphe 18.1(1), l’autorisation écrite du ministre des Transports et de l’Infrastructure de se constituer en corporation à titre de gérant de projet en vertu de la présente loi aux fins de conclure un accord avec la Société de voirie du Nouveau-Brunswick visé au paragraphe 6(3) de la *Loi sur la société de voirie du Nouveau-Brunswick*; (*project company*)

« juge » désigne un juge de la Cour; (*judge*)

« lettres patentes » désigne les lettres patentes constituant en corporation une compagnie aux fins prévues par la présente loi; (*letters patent*)

« lettres patentes supplémentaires » désigne toutes lettres patentes octroyées à la compagnie postérieurement aux lettres patentes constituant la compagnie en corporation; (*supplementary letters patent*)

« Ministre » Abrogé : 2002, ch. 29, art. 3

« société agricole » s’entend d’un groupement communautaire d’agriculteurs formé pour promouvoir l’agriculture en général au sein de la collectivité. (*agricultural society*)

**2(2)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements prescrivant les formules prévues par la présente loi.

S.R., ch. 33, art. 2; 1973, ch. 74, art. 10; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 1979, ch. 41, art. 20; 1997, ch. 61, art. 1; 2002, ch. 15, art. 2; 2002, ch. 29, art. 3; 2010, ch. 31, art. 28; 2017, ch. 55, art. 5; 2023, ch. 17, art. 36

**ADMINISTRATION**

1978, c.D-11.2, s.7

**Administration of Act**

**2.1(1)** Service New Brunswick is responsible for the administration of this Act.

**2.1(2)** The Lieutenant-Governor in Council may appoint a Director for the purposes of this Act.

**2.1(3)** Service New Brunswick may appoint one or more deputy directors for the purposes of this Act.

**2.1(4)** Service New Brunswick or the Director may authorize a deputy director to carry out any duties or exercise any powers that may be carried out or exercised by the Director under this Act.

**2.1(5)** A document in writing signed by a proper officer of Service New Brunswick or the Director authorizing a deputy director to carry out the duties or to exercise the powers that may be carried out or exercised by the Director under this Act shall, without proof of the signature or appointment of the officer or Director, be accepted by all courts in the Province as conclusive proof of the authority stated in the document.

**2.1(6)** The deputy director in possession of a written authority referred to in subsection (5) shall, upon proof that his or her name is the same as the deputy director named in the authority, be deemed to be the deputy director named in it.

**2.1(7)** A written authority signed by the officer or the Director under subsection (5) shall be effective until revoked.

1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.29, s.3

**Director's signature**

**2.11** Where the signature of the Director is required for any purpose under this Act, the signature may be printed, stamped or otherwise mechanically reproduced.

2002, c.15, s.3; 2002, c.29, s.4

**APPLICATION DE LA LOI**

1978, ch. D-11.2, art. 7

**Application de la loi**

**2.1(1)** L'application de la présente loi relève de Services Nouveau-Brunswick.

**2.1(2)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un Directeur aux fins de la présente loi.

**2.1(3)** Services Nouveau-Brunswick peut nommer un ou plusieurs directeurs adjoints aux fins de la présente loi.

**2.1(4)** Services Nouveau-Brunswick ou le Directeur peut autoriser un directeur adjoint à exercer toute fonction ou tout pouvoir qui sont attribuables au Directeur en vertu de la présente loi.

**2.1(5)** Un document écrit signé par un dirigeant compétent de Services Nouveau-Brunswick ou le Directeur autorisant un directeur adjoint à exercer les fonctions ou les pouvoirs qui sont attribuables au Directeur en vertu de la présente loi constitue une preuve décisive de l'autorité y déclarée et doit être accepté par tous les tribunaux de la province, sans qu'il soit nécessaire de faire la preuve de la signature ou de l'authenticité de la nomination du dirigeant ou du Directeur.

**2.1(6)** Le directeur adjoint qui possède une autorisation écrite visée au paragraphe (5) est réputé, sur preuve qu'il porte le même nom que le directeur adjoint mentionné sur l'autorisation, être le directeur adjoint y mentionné.

**2.1(7)** Une autorisation écrite signée par le dirigeant ou le Directeur conformément au paragraphe (5) est valable jusqu'à sa révocation.

1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 29, art. 3

**Signature du Directeur**

**2.11** Lorsque la signature du Directeur est requise pour une fin quelconque en vertu de la présente loi, la signature peut être imprimée, estampillée ou reproduite mécaniquement d'une autre façon.

2002, ch. 15, art. 3; 2002, ch. 29, art. 4

**Dating of letters patent**

**2.12** The Director may date letters patent and supplementary letters patent issued under subsection 4(4) the day the application for the letters patent or supplementary letters patent is received by the Director or any later day.

2002, c.15, s.3; 2002, c.29, s.4

**Inspection and certified copies of documents**

**2.2(1)** Any person may during normal business hours inspect documents filed, delivered or issued under this Act and, upon payment of a fee, may obtain copies thereof.

**2.2(2)** Subject to section 2.4, the Director shall, upon payment of a fee, furnish any person with a certified copy of a document filed, delivered or issued under this Act.

**2.2(3)** Notwithstanding the *Evidence Act*, a certified copy referred to in subsection (2) signed or purporting to be signed by the Director is admissible in evidence, without proof of the appointment, signature or authority of the Director, to the same extent as the original document would have been.

1986, c.22, s.1; 2002, c.29, s.3

**Storage of documents**

**2.3(1)** All documents filed, delivered or issued under this Act may be kept in bound or loose-leaf form or in photographic film form, or may be entered or recorded by any system of mechanical or electronic data processing or by any other information storage device that is capable of reproducing any required information in intelligible written form within a reasonable time.

**2.3(2)** When documents filed, delivered or issued under this Act are maintained other than in written form the Director shall furnish any copy required to be furnished under subsection 2.2(2) in intelligible written form.

**2.3(3)** The Director is not required to produce any document where a copy of that document is furnished in intelligible written form in accordance with subsection (2).

1986, c.22, s.1; 2002, c.29, s.3

**Date sur les lettres patentes**

**2.12** Le Directeur peut dater les lettres patentes et les lettres patentes supplémentaires délivrées en application du paragraphe 4(4) du jour où il reçoit la demande des lettres patentes ou des lettres patentes supplémentaires ou les dater de tout autre jour ultérieur.

2002, ch. 15, art. 3; 2002, ch. 29, art. 4

**Examen et obtention des copies certifiées conformes**

**2.2(1)** Toute personne peut examiner pendant les heures normales d'ouverture les documents déposés, délivrés ou émis en application de la présente loi et, sur paiement d'un droit, en obtenir des copies.

**2.2(2)** Sous réserve de l'article 2.4, le Directeur doit, sur paiement d'un droit, fournir à toute personne une copie certifiée conforme d'un document déposé, délivré ou émis en application de la présente loi.

**2.2(3)** Nonobstant la *Loi sur la preuve*, une copie certifiée conforme visée au paragraphe (2), signée ou présentée comme étant signée par le Directeur, est admissible en preuve dans la même mesure que le document original l'aurait été, sans qu'il soit nécessaire de prouver la nomination, la signature ou les pouvoirs du Directeur.

1986, ch. 22, art. 1; 2002, ch. 29, art. 3

**Conservation des documents**

**2.3(1)** Tous les documents déposés, délivrés ou émis en application de la présente loi peuvent être conservés soit liés, soit sous forme de feuilles mobiles, soit sous forme de films, ou peuvent être inscrits ou transposés à l'aide de tout procédé mécanique ou électronique de traitement des données ou de tout autre système d'entreposage de renseignements qui est susceptible de reproduire dans un délai raisonnable les renseignements demandés sous une forme écrite compréhensible.

**2.3(2)** Lorsque les documents déposés, délivrés ou émis en application de la présente loi sont tenus sous une forme autre que la forme écrite, le Directeur doit fournir toute copie exigée aux termes du paragraphe 2.2(2) sous une forme écrite compréhensible.

**2.3(3)** Le Directeur n'est pas tenu de produire un document lorsqu'une copie de ce document est fournie sous une forme écrite compréhensible conformément au paragraphe (2).

1986, ch. 22, art. 1; 2002, ch. 29, art. 3

**Limitation period**

**2.4** The Director is not required to produce any original document, other than letters patent or supplementary letters patent, after six years after the date the document was filed, delivered or issued.

1986, c.22, s.1; 2002, c.29, s.3

**Destruction of documents**

**2.5** Notwithstanding the *Archives Act*, when documents filed, delivered or issued under this Act are maintained other than in written form the Director may authorize the destruction of the original documents, other than letters patent or supplementary letters patent, after six years after the date the documents were filed, delivered or issued.

1986, c.22, s.1; 2002, c.29, s.3

**PRELIMINARIES****Interpretation of Act**

**3** The provisions of this Act relating to matters preliminary to the issue of letters patent or supplementary letters patent shall be deemed directory only, and no letters patent or supplementary letters patent issued under this Act are void or voidable on account of any irregularity or insufficiency in respect of any matter preliminary to the issue thereof.

R.S., c.33, s.3

**PART I  
FORMATION  
OF NEW COMPANIES**

**Granting of charter by letters patent**

**4(1)** The Director may, by letters patent, grant a charter to any number of persons, not less than three, who apply therefor, constituting such persons and others who become shareholders in the company thereby created, a body corporate and politic for any of the purposes or objects to which the authority of this Legislature extends, except the construction and working of railways, the management of trades unions, friendly societies, building societies, trust companies, loan companies, or other associations of like character.

**4(2)** Except as provided in Part II, a charter may not be granted for the purposes or objects of conducting the business of an insurer.

**Prescription**

**2.4** Le Directeur n'est pas tenu de produire tout document original autre que des lettres patentes ou des lettres patentes supplémentaires, six ans après la date à laquelle le document a été déposé, délivré ou émis.

1986, ch. 22, art. 1; 2002, ch. 29, art. 3

**Destruction des documents**

**2.5** Nonobstant la *Loi sur les archives*, lorsque les documents déposés, délivrés ou émis en application de la présente loi sont tenus sous une forme autre que la forme écrite, le Directeur peut autoriser la destruction des documents originaux autres que des lettres patentes ou des lettres patentes supplémentaires, six ans après la date à laquelle ces documents ont été déposés, délivrés ou émis.

1986, ch. 22, art. 1; 2002, ch. 29, art. 3

**PRÉLIMINAIRES****Interprétation de la loi**

**3** Les dispositions de la présente loi relatives aux formalités à observer pour obtenir des lettres patentes ou des lettres patentes supplémentaires ne constituent que des directives, et les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires accordées en application de la présente loi ne sont ni nulles ni annulables en raison d'une irrégularité ou insuffisance concernant toute question préalable à leur obtention.

S.R., ch. 33, art. 3

**PARTIE I  
FORMATION DE  
NOUVELLES COMPAGNIES**

**Octroi d'une charte par lettres patentes**

**4(1)** Le Directeur peut, par lettres patentes, accorder une charte à tout groupe d'au moins trois personnes, qui en font la demande, constituant ces personnes et les autres qui deviennent des actionnaires de la compagnie créée de ce fait en corporation aux fins et objets relevant de la compétence législative de cette province, sauf la construction et l'exploitation des chemins de fer, la direction des syndicats ouvriers, les sociétés de secours mutuel, les sociétés immobilières, les compagnies fiduciaires, les compagnies de prêts, ou d'autres associations de même nature.

**4(2)** Sauf dans les cas prévus à la Partie II, une charte ne peut être accordée si elle a pour fin ou objet l'exercice d'un commerce d'assurance.

4(3) The Director may grant to a company that applies therefor, supplementary letters patent modifying its special Act, letters patent or prior supplementary letters patent, if any.

4(4) Letters patent and supplementary letters patent under this Act may be issued by the Director.

4(5) Nothing in this Act shall be construed to prevent any company from exchanging with any other companies or persons reciprocal contracts of indemnity against loss by fire, or otherwise, under the plan known as inter-insurance or reciprocal insurance.

R.S., c.33, s.4; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 1981, c.12, s.2; 2002, c.15, s.4; 2002, c.29, s.3

### Repealed

5 Repealed: 1981, c.12, s.3

R.S., c.33, s.5; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 1981, c.12, s.3

### Particulars of application for letters patent

6(1) The applicants for letters patent, who must be of the full age of nineteen years, shall file with the Director an application setting forth the following particulars:

(a) the proposed corporate name of the company, which shall include the word "Limited" or "Limitée" or the abbreviation "Ltd." or "Ltée", which name shall not be that of any other known corporation or association, incorporated or unincorporated, or of any syndicate or partnership or of any individual or any name under which any known business is being carried on or so nearly resembling the same as to be liable to be confounded therewith, or otherwise on public grounds objectionable, except where the existing corporation, association, partnership, individual or person signifies its or his consent in writing to its or his name in whole or in part being granted to the proposed company;

(b) the purposes for which its incorporation is sought;

(c) the place within New Brunswick that is to be its head office;

4(3) Le Directeur peut accorder à une compagnie qui en fait la demande, des lettres patentes supplémentaires modifiant sa loi spéciale, ses lettres patentes, ou s'il en est, ses lettres patentes supplémentaires antérieures.

4(4) Des lettres patentes et des lettres patentes supplémentaires peuvent être délivrées par le Directeur en application de la présente loi.

4(5) Rien dans la présente loi ne doit s'interpréter de manière à empêcher une compagnie d'échanger réciproquement avec d'autres compagnies ou personnes des contrats d'indemnité contre les pertes causées par l'incendie ou autrement, d'après le contrat connu sous le nom d'assurance réciproque.

S.R., ch. 33, art. 4; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 1981, ch. 12, art. 2; 2002, ch. 15, art. 4; 2002, ch. 29, art. 3

### Abrogé

5 Abrogé : 1981, ch. 12, art. 3

S.R., ch. 33, art. 5; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 1981, ch. 12, art. 3

### Éléments de la demande de lettres patentes

6(1) Les requérants de lettres patentes doivent avoir au moins dix-neuf ans révolus et doivent déposer auprès du Directeur une demande contenant les déclarations suivantes :

a) la raison sociale projetée de la compagnie qui doit inclure le mot « Limitée » ou « Limited » ou son abréviation « Ltée » ou « Ltd. », qui ne doit pas être celle d'une autre corporation ou association connue, constituée ou non en corporation, ou d'un syndicat, d'une société ou d'un particulier ou un nom sous lequel un commerce connu est exercé ou dont la ressemblance est telle qu'il peut être confondu avec cette raison sociale ou qui, par ailleurs, prête à objections de la part du public, sauf lorsque la corporation, l'association, la société, le particulier ou la personne exprime par écrit son consentement à ce que son nom soit utilisé, en entier ou en partie, par la compagnie projetée;

b) les fins auxquelles la constitution en corporation est demandée;

c) la localité au Nouveau-Brunswick où doit être établi le siège social;

(d) the proposed amount of its capital stock which may be expressed in Canadian or other currency, or partly in one currency and partly in another;

(e) the number of shares and the amount of each share; and in the case of shares without nominal or par value, the maximum aggregate amount for which such shares may be issued or allotted except where all such shares are stated in the application to be issued or allotted for a consideration other than cash, in which case the total value of such consideration shall be stated;

(f) where the shares are to be of more than one class, the special rights, preferences, restrictions, conditions and limitations attaching to each class of shares;

(g) the name in full and the address and calling of each of the applicants, with special mention of the names of not more than fifteen nor less than three of their number, who are to be the first or provisional directors of the company;

(h) the amount and class of stock taken by each applicant, the amount, if any, paid in upon the stock by each applicant, and the manner in which the same has been paid, and is held for the company.

**6(2)** In the case of a non-trading company, the name may include the word “Incorporated” or “Incorporée”, or the abbreviation “Inc.” instead of “Limited”, “Limitée”, “Ltd.” or “Ltée” as required by subsection (1).

**6(3)** If the company has a name consisting of a separated or combined French and English form, it may from time to time use, and it may be legally designated by, either the French or English form of its name or both forms.

R.S., c.33, s.6; 1966, c.40, s.1; O.C. 64-312; 1972, c.5, s.2; 1977, c.11, s.1; 1978, c.D-11.2, s.7; 1991, c.27, s.10; 2002, c.15, s.5; 2002, c.29, s.3

### **Form of application for letters patent**

**7(1)** The application shall be in the form prescribed by regulation, or to the like effect, and may ask to have embodied in the letters patent any provision that could un-

d) le montant projeté du capital social, qui peut être exprimé en monnaie canadienne ou dans une autre monnaie, ou partiellement dans une monnaie et partiellement dans une autre;

e) le nombre d'actions et le montant de chaque action; et dans le cas d'actions sans valeur nominale ou sans valeur au pair, le montant global maximum pour lequel ces actions peuvent être émises ou réparties sauf lorsqu'il est indiqué dans la demande que toutes ces actions sont émises ou réparties pour une contrepartie autre qu'en espèces, cas dans lequel la valeur totale de la contrepartie doit être indiquée;

f) lorsque les actions constituent plus d'une seule catégorie, les droits, préférences, restrictions, conditions et limitations spéciaux se rapportant à chaque catégorie d'actions;

g) les noms en toutes lettres, ainsi que l'adresse et la profession de chaque requérant, avec mention spéciale des noms d'au plus quinze et d'au moins trois d'entre eux qui doivent être les premiers administrateurs ou administrateurs provisoires de la compagnie;

h) le montant et la catégorie d'actions acquises par chaque requérant, le montant, s'il en est, versé au fonds social par chaque requérant, et la façon dont il a été versé, et est détenu au nom de la compagnie.

**6(2)** S'il s'agit d'une compagnie à caractère non commercial, la raison sociale peut inclure le mot « Incorporée » ou « Incorporated », ou l'abréviation « Inc. » au lieu de « Limitée », « Limited », « Ltée » ou « Ltd. » ainsi qu'il est prescrit au paragraphe (1).

**6(3)** Si la compagnie a un nom comportant une appellation française et une appellation anglaise, distinctes ou combinées, elle peut à l'occasion faire usage de l'appellation française ou de l'appellation anglaise, ou des deux appellations à la fois; elle peut être légalement désignée sous l'une ou l'autre appellation ou sous les deux à la fois.

S.R., ch. 33, art. 6; 1966, ch. 40, art. 1; D.C. 64-312; 1972, ch. 5, art. 2; 1977, ch. 11, art. 1; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 1991, ch. 27, art. 10; 2002, ch. 15, art. 5; 2002, ch. 29, art. 3

### **Formule de la demande de lettres patentes**

**7(1)** La demande doit être faite selon la formule prévue par les règlements ou une formule équivalente, et peut requérir l'insertion dans les lettres patentes de toute

der this Act be contained in a by-law of the company, which provision so embodied shall not, unless power is given therefor in the letters patent or supplementary letters patent, be subject to repeal or alteration by by-law.

7(2) Any similar provision that is embodied in any supplementary letters patent shall not, unless power is given therefor in the supplementary letters patent, be subject to repeal or alteration by by-law.

R.S., c.33, s.7

### Repealed

8 Repealed: 2002, c.15, s.6

R.S., c.33, s.8; 1957, c.26, s.1; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.15, s.6

### Name of company and other preliminary matters

9(1) Before the letters patent are issued the applicants shall, if required by the Director, establish to the satisfaction of the Director the sufficiency of their application and the truth and sufficiency of the facts therein set forth, and that the proposed name is not the name of any other known corporation or association, incorporated or unincorporated, or of any syndicate or partnership or of any individual or any name under which any known business is being carried on or so nearly resembling the same as to be liable to be confounded therewith, or otherwise on public grounds objectionable; and for that purpose the Director shall take any requisite evidence in writing by oath or affirmation or by statutory declaration under the *Evidence Act*, and shall keep on record any such evidence so taken.

9(2) Repealed: 1984, c.27, s.4

R.S., c.33, s.9; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 1984, c.27, s.4; 2002, c.15, s.7; 2002, c.29, s.3

### Repealed

10 Repealed: 2002, c.15, s.8

R.S., c.33, s.10; 1967, c.38, s.2; 1983, c.19, s.2; 2002, c.15, s.8

disposition qui pourrait, en application de la présente loi, être contenue dans un règlement de la compagnie, et la disposition ainsi insérée ne peut, à moins qu'une autorisation ne soit accordée à cet égard dans les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires, être révoquée ni modifiée par un règlement.

7(2) Toute disposition semblable insérée dans toutes lettres patentes supplémentaires ne peut, à moins qu'une autorisation ne soit accordée à cet égard dans les lettres patentes supplémentaires, être révoquée ni modifiée par un règlement.

S.R., ch. 33, art. 7

### Abrogé

8 Abrogé : 2002, ch. 15, art. 6

S.R., ch. 33, art. 8; 1957, ch. 26, art. 1; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 15, art. 6

### Nom de la compagnie et autres questions préliminaires

9(1) Avant l'octroi des lettres patentes les requérants doivent, si le Directeur l'exige, établir d'une façon jugée satisfaisante par le Directeur le bien-fondé de la demande et l'exactitude et le bien-fondé des faits qui y sont énoncés, et démontrer que la raison sociale projetée n'est celle d'aucune autre corporation ou association connue, constituée ou non en corporation, ou d'un syndicat, d'une société ou d'un particulier, ni le nom sous lequel un commerce connu est exercé ou dont la ressemblance est telle qu'il peut être confondu avec cette raison sociale, ou qui, par ailleurs, prête à objections de la part du public; et, à cette fin, le Directeur doit recevoir toute déposition nécessaire, faite par écrit, sous serment, par affirmation ou par déclaration solennelle en application de la *Loi sur la preuve*, et doit consigner aux archives les dépositions ainsi reçues.

9(2) Abrogé : 1984, ch. 27, art. 4

S.R., ch. 33, art. 9; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 1984, ch. 27, art. 4; 2002, ch. 15, art. 7; 2002, ch. 29, art. 3

### Abrogé

10 Abrogé : 2002, ch. 15, art. 8

S.R., ch. 33, art. 10; 1967, ch. 38, art. 2; 1983, ch. 19, art. 2; 2002, ch. 15, art. 8



### Content of letters patent

**11(1)** The letters patent shall recite such of the established averments in the application as seem expedient to the Director.

**11(2)** The Director may give to the company a corporate name different from that proposed by the applicants if the proposed name is objectionable.

**11(3)** In the case of any misnomer, misdescription or clerical error in the letters patent, supplementary letters patent or similar document issued by the Director, the Director may direct that the correction be made and on so doing shall give notice of the correction in *The Royal Gazette*.

R.S., c.33, s.11; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.15, s.9; 2002, c.29, s.3

### Publication of letters patent

**12** Notice of the granting of letters patent or supplementary letters patent shall be given forthwith by the Director in *The Royal Gazette*, and the cost of publication of such notice shall be paid by the applicants.

R.S., c.33, s.12; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.29, s.3

### Shares and certificates

**13(1)** The letters patent or any supplementary letters patent of a company may provide for the issue of shares of the capital stock of such company without any nominal or par value, except in the case of preferred stock having a preference as to principal; and if such preferred stock or any part thereof has a preference as to principal, the letters patent shall state the amount of such preferred stock having such preference, the particular character of such preference, and the amount of each share thereof which may be expressed in Canadian or other currency, or partly in one currency and partly in another.

**13(2)** The certificates of preferred shares having a preference as to principal shall state briefly the amount that the holder of any of such preferred shares is entitled to receive on account of principal from the assets of the company in preference to the holders of other shares, and shall state briefly any other rights or preferences given to the holder of such shares.

### Teneur des lettres patentes

**11(1)** Les lettres patentes doivent exposer toutes les attestations établies dans la demande que le Directeur estime à propos.

**11(2)** Le Directeur peut donner à la compagnie une raison sociale différente de celle proposée par les requérants si la raison sociale proposée prête à objections.

**11(3)** Dans le cas d'une erreur de nom, d'une description erronée ou d'une erreur d'écriture dans les lettres patentes, lettres patentes supplémentaires ou documents semblables délivrés par le Directeur, celui-ci peut ordonner que la correction soit effectuée, après quoi il doit donner avis de la correction dans la *Gazette royale*.

S.R., ch. 33, art. 11; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 15, art. 9; 2002, ch. 29, art. 3

### Publication des lettres patentes

**12** Le Directeur doit immédiatement donner avis dans la *Gazette royale* de l'octroi des lettres patentes ou des lettres patentes supplémentaires, les frais de la publication de l'avis devant être supportés par les requérants.

S.R., ch. 33, art. 12; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 29, art. 3

### Actions et titres

**13(1)** Les lettres patentes ou toutes lettres patentes supplémentaires d'une compagnie peuvent prévoir l'émission d'actions du capital social de la compagnie sans valeur nominale ni valeur au pair, sauf dans le cas d'actions privilégiées jouissant d'une préférence quant au principal; et si des actions privilégiées ou une partie de celles-ci ont un droit de priorité quant au principal, les lettres patentes doivent indiquer le montant des actions privilégiées ayant le droit de priorité, la nature particulière du droit de priorité et le montant de chaque action privilégiée, qui peut être exprimé en monnaie canadienne ou dans une autre monnaie, ou partiellement dans une monnaie et partiellement dans une autre.

**13(2)** Les titres des actions privilégiées ayant un droit de priorité quant au principal doivent indiquer brièvement le montant que le détenteur de l'une de ces actions privilégiées a le droit de recevoir pour le principal sur les avoirs de la compagnie, en priorité par rapport aux détenteurs des autres actions, et doivent indiquer brièvement les autres droits ou priorités accordés aux détenteurs de ces actions.

**13(3)** Each share of the capital stock without nominal or par value shall be equal to every other share of such capital stock, subject to the preferences, restrictions or other conditions attached to any other class of shares, if any, authorized to be issued.

**13(4)** Every certificate of shares without nominal or par value shall have plainly written or printed upon its face the number of such shares that it represents and the number of such shares that the company is authorized to issue, and no such certificate shall express any nominal or par value of such shares.

**13(5)** The issue and allotment of shares authorized by this section, other than shares of preferred stock having a preference as to principal, may be made from time to time for such consideration as may be prescribed in the letters patent, or as may be fixed by the board of directors pursuant to authority conferred in the letters patent or if the letters patent do not so provide, then by the consent of the holders of two-thirds of each class of shares then outstanding given at a meeting called for that purpose in the manner prescribed by by-law.

**13(6)** All shares issued as permitted by this section, for which the consideration has been paid, shall be deemed fully paid and non-assessable, and the holder of the shares is not liable to the company or to its creditors in respect thereof, but no such shares may be issued or allotted for a greater consideration than the maximum amount stated in the letters patent or supplementary letters patent or in a resolution passed by the directors for the purpose of increasing such maximum amount, as hereinafter provided.

**13(7)** The maximum aggregate amount for which the shares without nominal or par value may be issued or allotted may be increased from time to time by the directors of the company passing a resolution to increase such maximum amount to a stated amount, and the filing with the Director of a certificate of the due passing of such resolution, and the payment of the fee provided for such increase, whereupon the Director shall issue to the company a certificate that such maximum amount has been increased to the amount stated in the resolution, and shall give notice in *The Royal Gazette* of such maximum amount being so increased, the cost of the notice to be paid by the company.

**13(3)** Chaque action du capital social sans valeur nominale ni valeur au pair est égale à toute autre action du capital social sous réserve des priorités, restrictions ou conditions afférentes à toute autre catégorie d'actions, s'il en est, dont l'émission a été autorisée.

**13(4)** Tout titre sans valeur nominale ni valeur au pair doit porter au recto, écrit ou imprimé d'une façon claire, le nombre des actions qu'il représente et le nombre des actions que la compagnie est autorisée à émettre, et aucun de ces titres ne doit mentionner la valeur nominale ni la valeur au pair de ces actions.

**13(5)** L'émission et la répartition d'actions autorisées par le présent article, autres que les actions privilégiées jouissant d'une priorité quant au principal, peuvent être réalisées de temps à autre pour la contrepartie qui est prévue dans les lettres patentes, ou qui peut être déterminée par le conseil d'administration conformément à l'autorisation accordée dans les lettres patentes, ou si les lettres patentes ne le prévoient pas, elles peuvent alors être réalisées avec l'accord des détenteurs des deux tiers de chaque catégorie d'actions alors en circulation, donné au cours d'une assemblée convoquée à cette fin de la façon prévue par le règlement.

**13(6)** Toutes les actions émises, autorisées par le présent article et dont la contrepartie a été payée, sont réputées entièrement libérées et non cotisables, et leur détenteur n'a aucune obligation envers la compagnie ou ses créanciers à l'égard de ces actions; cependant ces actions ne peuvent être émises ou réparties moyennant une contrepartie dépassant le montant maximum indiqué dans les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires ou dans une résolution adoptée par les administrateurs dans le but d'accroître le montant maximum, ainsi qu'il est prévu ci-après.

**13(7)** Le montant global maximum pour lequel les actions sans valeur nominale ni valeur au pair peuvent être émises ou réparties peut être augmenté de temps à autre par les administrateurs de la compagnie par l'adoption d'une résolution ayant pour objet de porter ce montant maximum à un montant déterminé, par la présentation d'un certificat attestant que cette résolution a été dûment adoptée au Directeur et par le paiement des droits prévus pour cette augmentation; le Directeur doit alors délivrer à la compagnie un certificat indiquant que le montant maximum a été porté au montant déclaré dans la résolution et faire publier un avis dans la *Gazette royale* relativement à l'augmentation du montant maximum, les frais de la publication devant être couverts par la compagnie.

**13(8)** The amount of capital of the company shall be not less than the aggregate amount of the consideration for the issue and allotment of the shares without nominal or par value from time to time outstanding, and in addition thereto an amount equal to the total par value of all other issued and outstanding shares of the capital stock of the company, and in no case shall the amount of capital with which a company carries on business be less than the sum of five hundred dollars expressed in Canadian currency or the equivalent value in any other currency.

R.S., c.33, s.13; O.C. 64-312; 1977, c.11, s.2; 1978, c.D-11.2, s.7; 1991, c.27, s.10; 2002, c.29, s.3

### Voting rights of members

**13.1(1)** If a company without capital stock has only one class of membership, the rights of those members are equal in all respects and include the right to vote at any meeting of the members of the company.

**13.1(2)** The letters patent, supplementary letters patent or by-laws may provide for more than one class of membership and, if they so provide,

(a) the terms and conditions applicable to each class shall be set out in the letters patent, supplementary letters patent or by-laws, as the case may be, and

(b) the right to vote under subsection (1) shall be attached to at least one class, having at least three members.

**13.1(3)** Where a company has more than one class of membership, the letters patent, supplementary letters patent or by-laws may provide that a class of membership

(a) has the right to elect or appoint a specified number of directors, or

(b) has the exclusive right to elect or appoint directors.

**13.1(4)** No by-law made under this section is effective until it has been confirmed by at least two-thirds of the votes cast at a general or special meeting of the members duly called for considering the by-law.

2002, c.15, s.10

**13(8)** Le montant du capital de la compagnie ne peut être inférieur au montant global de la contrepartie de l'émission et de la répartition des actions sans valeur nominale ni valeur au pair en circulation, majoré d'un montant égal à la valeur nominale totale de toutes les autres actions émises et en circulation du capital social de la compagnie, et en aucun cas le montant du capital avec lequel la compagnie exerce son commerce ne peut être inférieur à cinq cents dollars en monnaie canadienne ou à son équivalent dans une autre monnaie.

S.R., ch. 33, art. 13; D.C. 64-312; 1977, ch. 11, art. 2; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 1991, ch. 27, art. 10; 2002, ch. 29, art. 3

### Droit de vote des membres

**13.1(1)** Tous les membres d'une compagnie sans capital social, dont il n'y a qu'une seule catégorie de membres, détiennent des droits égaux à tous égards incluant le droit de voter à toute assemblée des membres de la compagnie.

**13.1(2)** Les lettres patentes, lettres patentes supplémentaires ou règlements administratifs peuvent prévoir plusieurs catégories de membres, auquel cas

a) les modalités et conditions qui s'appliquent à chaque catégorie doivent être énoncées dans les lettres patentes, lettres patentes supplémentaires ou règlements administratifs, selon le cas, et

b) le droit de voter en vertu du paragraphe (1) doit se rattacher à au moins une catégorie ayant au moins trois membres.

**13.1(3)** Lorsqu'une compagnie a plusieurs catégories de membres, les lettres patentes, lettres patentes supplémentaires ou règlements administratifs peuvent prévoir qu'une catégorie de membres

a) a le droit d'élire ou de nommer un nombre déterminé d'administrateurs, ou

b) a le droit exclusif d'élire ou de nommer des administrateurs.

**13.1(4)** Aucun règlement administratif établi en vertu de cet article ne prend effet tant qu'il n'a pas été confirmé par au moins deux tiers des voix exprimées lors d'une assemblée générale ou d'une assemblée extraordinaire des membres dûment convoquée pour examiner le règlement administratif.

2002, ch. 15, art. 10

**Ancillary powers of a company**

**14(1)** A company to which this Act applies shall have, as incidental and ancillary to its powers, power to

(a) carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(b) acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(c) apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licences, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention that may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licences in respect of, or otherwise turn to account the property rights or information so acquired;

(d) enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction that the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to guarantee the contracts of, or otherwise assist, any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(e) take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

**Pouvoirs complémentaires d'une compagnie**

**14(1)** Une compagnie à laquelle la présente loi s'applique a comme pouvoirs accessoires et complémentaires, le pouvoir

a) d'exercer d'autres activités commerciales, industrielles ou autres qui peuvent lui sembler susceptibles d'être convenablement exercées conjointement avec ses activités ou conçues de façon à accroître directement ou indirectement la valeur de ses biens ou de ses droits ou à les rendre profitables;

b) d'acquérir ou prendre en main la totalité ou une partie des affaires, des biens et des engagements de toute personne ou compagnie exerçant des activités que la compagnie est autorisée d'exercer, ou possédant des biens appropriés aux fins de la compagnie;

c) de demander, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, des licences, des concessions et des intérêts de même nature conférant un droit d'utilisation, exclusif ou non exclusif, ou limité, ou tout secret ou autres renseignements relatifs à une invention qu'il semble possible d'utiliser pour atteindre une des fins de la compagnie ou dont l'acquisition peut paraître être de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et d'utiliser, mettre en valeur ou faire valoir autrement les biens, les droits ou renseignements ainsi acquis ou d'accorder des licences à cet égard;

d) de s'associer ou conclure des conventions pour le partage des profits, la réunion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques, ou à d'autres fins, avec toute personne ou compagnie s'adonnant ou se livrant sur le point de s'adonner ou se livrer à des activités ou opérations auxquelles la compagnie est autorisée à s'adonner ou à se livrer ou à des activités ou opérations susceptibles d'être réalisées de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, de prêter des fonds à cette personne ou compagnie, d'en garantir les contrats ou autrement l'aider, de prendre ou autrement acquérir des actions et des valeurs de cette compagnie, et de les vendre, les détenir, les émettre de nouveau, avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

e) de prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou qui poursuit des activités susceptibles de profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(f) enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and obtain from any such authority any rights, privileges and concessions that the company may think it desirable to obtain, and carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(g) establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or its predecessors in business or the dependents or connections of such persons, grant pensions and allowances and make payments towards insurance, and subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

(h) promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose that may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(i) purchase, take on lease or in exchange, hire, and otherwise acquire and hold, sell, and subject to section 81 mortgage, hypothecate, convey or otherwise deal with any real and personal property and any rights or privileges that the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock in trade;

(j) construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, tramways, branches or sidings, bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores, and other works and conveniences that may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests and contribute to, subsidize, or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working management, carrying out or control thereof;

(k) lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

(l) draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of

f) de conclure des ententes qui peuvent sembler favoriser les objets de la compagnie ou l'un de ces objets, avec des autorités municipales, locales ou autres, d'obtenir de ces autorités des droits, privilèges ou concessions que la compagnie peut juger qu'il est souhaitable d'obtenir, d'observer ces ententes et de bénéficier de ces droits, privilèges et concessions;

g) d'établir et soutenir ou aider à établir et soutenir des associations, institutions, caisses, fiducies et commodités de nature à profiter aux employés ou aux anciens employés de la compagnie ou de ses prédécesseurs en affaires, ou aux personnes à charge ou à leurs parents, d'accorder des pensions et allocations, de payer des primes d'assurance et de souscrire ou garantir des fonds à des fins charitables ou bénévoles, ou pour toute exposition ou tout objet utile ou d'intérêt public ou général;

h) de lancer une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie des biens et des engagements de la compagnie, ou à toute autre fin qui peut paraître être, directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie;

i) d'acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou autrement acquérir et détenir, vendre, et, sous réserve de l'article 81, hypothéquer, céder ou autrement aliéner des biens réels et personnels et des droits ou privilèges que la compagnie peut estimer nécessaires ou appropriés aux fins de son entreprise et en particulier des biens-fonds, bâtiments, servitudes, machines, usines et fonds de commerce;

j) de construire, améliorer, entretenir, mettre en service, administrer ou contrôler des chemins, voies, tramways, embranchements ou voies d'évitement, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, ateliers, magasins et autres ouvrages et commodités qui peuvent sembler être de nature à favoriser directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et de contribuer à leur construction, amélioration, entretien, mise en service, administration ou direction, de les subventionner, ou autrement d'y prendre part;

k) de prêter des fonds aux clients et autres personnes en relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats de ces personnes;

l) de tirer, faire, accepter, endosser, escompter, signer et émettre des billets à ordre, lettres de change,

lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(m) sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(n) apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any charter, licence, power, authority, franchise, concession, right or privilege, that any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(o) procure the company to be registered and recognized in any place outside New Brunswick, and to designate persons therein according to the laws of such place, to represent the company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(p) remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(q) raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise any other company with which the company may have business relations or any of whose shares, debentures or other obligations are held by the company and to guarantee the performance or fulfilment of any contract or obligation of any such company or of any person with whom the company may have business relations and in particular to guarantee the payment of the principal of and interest on debentures or other securities, mortgages and liabilities of any such company;

(r) adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in partic-

connaissements, mandats et autres effets négociables et transmissibles;

m) de vendre ou d'aliéner en totalité ou en partie l'entreprise de la compagnie moyennant la contrepartie que la compagnie juge appropriée, et en particulier en échange d'actions, d'obligations ou de valeurs d'une autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

n) de demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement et utiliser et exploiter toute charte, toute licence, tout pouvoir, toute autorisation, concession, tout droit ou privilège qu'un gouvernement, une autorité ou une corporation publique ou privée peut avoir la faculté d'accorder ainsi qu'effectuer des versements, fournir de l'aide et une contribution à cette fin, et affecter les actions, les obligations et l'actif de la compagnie au paiement des frais, charges et dépenses qui s'y rapportent;

o) d'obtenir l'enregistrement et la reconnaissance de la compagnie dans tout lieu en dehors du Nouveau-Brunswick, et d'y nommer des personnes conformément aux lois de l'endroit pour représenter la compagnie, et recevoir les significations pour le compte et au nom de la compagnie de tout acte de procédure ou de tout procès;

p) rémunérer toute personne ou compagnie pour des services rendus ou à rendre, en plaçant ou en aidant à placer des actions de la compagnie ou des débetures, *debenture stock* ou autres valeurs de la compagnie, ou en en garantissant le placement ou encore pour la formation ou le lancement de la compagnie ou la conduite de ses activités;

q) de réunir ou contribuer à réunir des fonds pour toute autre compagnie avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires ou dont des actions, débetures ou autres obligations sont détenues par la compagnie, de l'aider au moyen de gratifications, prêts, promesses, endossements, garanties ou autrement, de garantir l'exécution des contrats ou obligations de cette compagnie ou de toute personne avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et, en particulier, de garantir le paiement du principal et des intérêts des débetures ou d'autres valeurs, hypothèques et engagements de toute semblable compagnie;

r) de prendre les moyens qui semblent opportuns pour faire connaître les produits de la compagnie, et

ular by advertising, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

(s) sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(t) issue and allot fully or partly paid shares of the capital of the company in payment or part payment of any property purchased or otherwise acquired by the company, or of any services rendered to the company;

(u) distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, any property or assets of the company including any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and in particular any shares, debentures, or other securities of or in any other company belonging to the company or of which it may have power to dispose; if such distribution is made for the purpose of enabling the company to surrender its charter under the provisions of this Act, or the distribution, apart from the provisions of this paragraph, would have been lawful if made in cash;

(v) pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or that the company may consider to be preliminary;

(w) establish agencies and branches;

(x) invest and deal with the money of the company not immediately required in such manner as may be determined;

(y) take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of any part of the company's property of whatsoever kind sold by the company, or any money due to the company from purchasers and others and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

(z) do all or any of the above things and all things authorized by the letters patent or supplementary letters patent as principals, agents, contractors, trustees

en particulier par la publicité, l'achat de l'exposition d'oeuvres d'art ou présentant un certain intérêt, la publication de livres et de périodiques et par l'attribution de prix, récompenses et dons;

s) de vendre, améliorer, administrer, mettre en valeur, échanger, louer, faire valoir ou aliéner la totalité ou une partie des biens et des droits de la compagnie ou autrement d'en déterminer la destination;

t) d'émettre et répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital de la compagnie en paiement total ou partiel de tous biens achetés ou autrement acquis par la compagnie, ou de tous services rendus à la compagnie;

u) de partager entre les actionnaires de la compagnie en nature, espèces ou autrement, les biens ou l'actif de la compagnie, y compris le produit de la vente ou de l'aliénation des biens de la compagnie et, en particulier, d'actions, de débentures ou d'autres valeurs de la compagnie ou d'une autre compagnie lui appartenant ou dont elle a le pouvoir de disposer, partage que s'il était fait au comptant dans le but de permettre à la compagnie d'abandonner sa charte en application des dispositions de la présente loi, serait permis indépendamment des dispositions du présent alinéa;

v) de payer sur les fonds de la compagnie la totalité ou une partie des frais de sa formation et de son organisation ou des frais s'y rattachant ou que la compagnie considère comme frais de constitution;

w) d'établir des agences et des succursales;

x) de placer et gérer les deniers de la compagnie, non immédiatement requis, de la façon qui peut être déterminée;

y) de prendre et détenir des hypothèques, des privilèges et des charges en garantie du paiement du prix d'achat ou pour un solde du prix d'achat d'une partie des biens de la compagnie, de quelque nature que ce soit, vendus par la compagnie, ou toute somme d'argent que des acheteurs et autres doivent à la compagnie et de vendre ces hypothèques, privilèges et charges ou d'en disposer de tout autre façon;

z) d'accomplir la totalité ou une partie des actes mentionnés ci-dessus et tous ceux qu'autorisent les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires à titre de commettants, représentants, entrepreneurs,

or otherwise and either alone or in conjunction with others;

(aa) do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and of the objects set out in the letters patent and supplementary letters patent.

**14(2)** All or any of the powers set out in subsection (1) may be withheld by the letters patent or supplementary letters patent.

**14(3)** Nothing in this section prevents the inclusion in the letters patent or supplementary letters patent of a company of other powers in addition to or in modification of the powers mentioned in subsection (1).

R.S., c.33, s.14; 1956, c.24, s.1

### **PRIVATE INVESTMENT HOLDING COMPANIES**

#### **Letters patent**

**15(1)** An application for incorporation may set forth that the applicants desire to become incorporated as a private investment holding company for the following purposes only,

(a) to hold by way of investment or for personal use any real or personal property whatsoever;

(b) for purposes incidental to such holding to purchase or otherwise acquire and to sell or otherwise dispose of any such real or personal property;

(c) for purposes incidental to such holdings or purchase or sale, to draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(d) to make gifts to any person including a shareholder if and to the extent that such gift is approved at a special general meeting of shareholders of the company by the unanimous affirmative vote of all the shareholders of the company and if all creditors of the company have consented thereto;

(e) to do all such other acts or things as are incidental or conducive to or consequential upon the attainment of the above objects.

fiduciaires ou autres, agissant seuls ou conjointement avec d'autres;

aa) d'accomplir tous les actes qui se rattachent ou sont propres à la réalisation des objets ci-dessus et des objets exposés dans les lettres patentes et les lettres patentes supplémentaires.

**14(2)** Tout pouvoir ou une partie des pouvoirs énoncés au paragraphe (1) peut être refusé par les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires.

**14(3)** Rien dans le présent article n'empêche d'inclure, dans les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires d'une compagnie, d'autres pouvoirs en sus ou comme modification des pouvoirs mentionnés au paragraphe (1).

S.R., ch. 33, art. 14; 1956, ch. 24, art. 1

### **HOLDING PRIVÉ**

#### **Lettres patentes**

**15(1)** Une demande de constitution en corporation peut indiquer que les requérants désirent se constituer en corporation à titre de holding privé aux seules fins suivantes :

a) détenir par voie de placement ou pour usage personnel des biens réels ou personnels quels qu'ils soient;

b) aux fins découlant de cette détention acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement aliéner des biens réels ou personnels;

c) aux fins découlant de cette détention, cet achat ou cette vente, tirer, faire, accepter, endosser, escompter, signer et émettre des billets à ordre, des lettres de change, des connaissements, des warrants et autres effets négociables ou cessibles;

d) faire des dons à toute personne y compris un actionnaire si le don est approuvé par vote affirmatif unanime au cours d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la compagnie et dans la mesure où ils l'approuvent et si tous les créanciers de la compagnie y ont consenti;

e) accomplir tous les autres actes ou toutes choses qui sont de nature à favoriser la réalisation de ces objets, de ceux qui s'y rattachent ou qui résultent de la réalisation des objets ci-dessus mentionnés.



**15(2)** The letters patent incorporating such company shall set forth that the company is incorporated as a private investment holding company solely for the purposes hereinbefore set out and such company does not have or possess any powers other than those expressed in the letters patent.

**15(3)** Section 14 does not apply to such company.

**15(4)** The fees payable to the Minister under the *Corporations Tax Act* are not payable in respect of such company.

**15(5)** Repealed: 1981, c.12, s.4

**15(6)** Such companies are subject to a filing fee under section 126 of not more than twenty-five dollars per year.

**15(7)** Supplementary letters patent may be issued to a company heretofore incorporated by letters patent in this Province granting to such company the powers in this section set out in lieu of any other powers possessed by it and thereupon subsections (3), (4) and (6) of this section apply to such company.

R.S., c.33, s.15; 1957, c.26, s.2; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 1981, c.12, s.4

### **FISHING, SPORTING OR LITERARY CLUBS**

#### **Share transfer restrictions**

**16(1)** In any application for letters patent for the incorporation of a fishing, sporting or literary club or association, the petitioner may, notwithstanding anything contained in this Act, ask for the embodying in the letters patent of a provision, which shall be therein inserted, that the shares of the capital stock of the club or association are not transferable to a person not then being a member of, and shareholder in, the club until the name of the proposed transferee or member has been first submitted for the approval of the existing shareholders or members, and approved in such manner as may in such petition be set forth, or as may be prescribed by the by-laws of the club or association when incorporated; and if such provision is embodied in the letters patent, it is not, unless otherwise provided in the letters patent, subject to repeal or alteration by by-law.

**15(2)** Les lettres patentes constituant en corporation la compagnie doivent indiquer que celle-ci est constituée en holding privé aux seules fins ci-devant exposées et que la compagnie n'a ou ne possède que les pouvoirs mentionnés dans les lettres patentes.

**15(3)** L'article 14 ne s'applique pas à cette compagnie.

**15(4)** Les droits payables au Ministre en application de la loi intitulée *Corporations Tax Act*, ne sont pas exigibles en ce qui concerne cette compagnie.

**15(5)** Abrogé : 1981, ch. 12, art. 4

**15(6)** Ces compagnies sont soumises à un droit de dépôt, en application de l'article 126, de vingt-cinq dollars par an au plus.

**15(7)** Des lettres patentes supplémentaires peuvent être accordées à une compagnie constituée auparavant en corporation par lettres patentes, dans la province, accordant à cette compagnie les pouvoirs mentionnés dans le présent article en remplacement des autres pouvoirs qu'elle possède et les paragraphes (3), (4), et (6) du présent article s'appliquent alors à cette compagnie.

S.R., ch. 33, art. 15; 1957, ch. 26, art. 2; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 1981, ch. 12, art. 4

### **CLUBS DE PÊCHE, CLUBS SPORTIFS OU LITTÉRAIRES**

#### **Restrictions aux transferts de parts**

**16(1)** Dans toute demande de lettres patentes en vue de la constitution en corporation d'un club ou d'une association de pêche, ou d'un club sportif ou littéraire, la requête peut demander, nonobstant tout ce qui est contenu dans la présente loi, que soit insérée dans les lettres patentes une disposition, laquelle doit y être insérée, statuant que les parts du capital social du club ou de l'association ne sont pas cessibles à une personne qui n'est pas alors un membre ou un actionnaire du club tant que le nom du cessionnaire ou du membre proposé n'aura pas au préalable été soumis à l'approbation des actionnaires ou des membres actuels, et approuvé de la manière qui est indiquée dans la demande, ou qui peut être prévue par les règlements du club ou de l'association lorsqu'il est constitué en corporation; et si la disposition est incluse dans les lettres patentes, elle ne peut, à moins que les lettres patentes ne disposent autrement, être annulée ni modifiée par règlement.

**16(2)** In case the transfer of the shares of the club or association is prohibited as in subsection (1) mentioned, no transfer of such shares may be made, otherwise than in conformity with the condition prescribed, so as to entitle the transferee thereof to membership in the club or association, or to any rights, benefits or privileges in respect of such shares in the said association.

R.S., c.33, s.16

#### **Assessment of members**

**17(1)** At any meeting of such club or association duly called for the purpose, a by-law may be passed to authorize the making of assessments upon its members for such sum or sums as are deemed necessary for the maintenance and support of the association, and prescribing the mode in which such assessment shall be made and paid, and how payment thereof may be enforced and what penalties, if any, as respects loss of membership and forfeiture of shares attaches to non-payment of such assessments.

**17(2)** The liability of members to be assessed for the purposes aforesaid attaches, if the by-law so prescribes, to membership in the association, whether the stock of the association is fully paid up or otherwise, and is a liability upon all members of the association, independent of, and in addition to, the liability at law in respect of unpaid stock.

R.S., c.33, s.17

#### **Company without capital stock**

**18(1)** In any application for the incorporation of a company for charitable, philanthropic, temperance, religious, social, political, literary, educational, athletic or other like purposes or for the purpose of promoting economic development, or for the incorporation of a project company or an agricultural association, the application may, notwithstanding anything contained in this Act, ask for the embodying in the letters patent, which in such case shall be therein inserted, that the company shall hold all property both real and personal, and the profits and income arising therefrom, acquired by it by purchase, gift, bequest or otherwise in trust for the objects and purposes for which the company may be incorporated, and that no dividends shall be declared or paid on any capital stock of the company.

**16(2)** Dans le cas où la cession des actions du club ou de l'association est interdite comme il est prévu au paragraphe (1), aucune cession de ces parts ne peut être faite, autrement qu'en conformité des conditions prescrites, de façon à donner au cessionnaire le droit d'être membre du club ou de l'association, ou tous droits, avantages ou privilèges se rattachant aux actions de l'association.

S.R., ch. 33, art. 16

#### **Cotisations des membres**

**17(1)** À toute assemblée du club ou de l'association dûment convoquée à cette fin, un règlement peut être adopté autorisant la demande de cotisations à ses membres pour une somme ou des sommes qui semblent nécessaires au maintien et au soutien de l'association, et prescrivant de quelle manière cette cotisation doit être faite et payée, et comment le paiement de la cotisation peut être imposé et quelles sanctions, s'il y a lieu, en ce qui concerne la perte de la qualité de membre et la déchéance de titres sont liées au non-paiement de ces cotisations.

**17(2)** L'obligation qui incombe aux membres de verser une cotisation aux fins mentionnées ci-dessus, si le règlement le prescrit, se rattache à leur adhésion à l'association que les actions de l'association soient libérées ou non, et engage tous les membres de l'association indépendamment et en plus de l'obligation légale relative aux actions non libérées.

S.R., ch. 33, art. 17

#### **Compagnie sans capital social**

**18(1)** Dans toute demande de constitution en corporation d'une compagnie à des fins charitables, philanthropiques, antialcooliques, religieuses, sociales, politiques, littéraires, éducatives, athlétiques ou à d'autres fins semblables ou aux fins de promouvoir le développement économique, ou dans toute demande de constitution en corporation d'un gérant de projet ou d'une association agricole, la demande peut, nonobstant tout ce qui est contenu dans la présente loi, viser l'incorporation et l'insertion dans les lettres patentes, d'une déclaration portant que la compagnie peut détenir tous biens réels ou personnels ainsi que les profits et revenus qui en découlent, biens qu'elle a acquis par achat, dons, legs ou autrement en dépôt aux fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, et qu'aucun dividende ne sera déclaré ni payé sur le capital social de la compagnie.

**18(2)** When in the application for incorporation of any company for charitable, philanthropic, temperance, religious, social, political, literary, educational, athletic or other like purposes or for the purpose of promoting economic development, or for the incorporation of a project company or an agricultural association, the applicants apply for incorporation without capital stock, the Director may by letters patent constitute the applicants and others who may become members thereof, a company with all the rights and powers of a company under this Act for all or any of the specified purposes or objects and the following provisions (a) to (j) both inclusive, as well as all other provisions of this Act not inconsistent therewith, unless otherwise specified in the letters patent, are applicable to every company so incorporated hereunder without capital stock, namely:

- (a) the incorporators and such other persons as become registered members in accordance with the provisions of the letters patent or by-laws of the company constitute the company;
- (b) the company shall not have any capital stock or issue any share certificates;
- (c) the company shall cause a list of its members to be kept in a book to be provided for that purpose, which shall be known as the company registry, and shall at all times during business hours be open to the inspection of all members of the company and the Director or his representative;
- (d) the company may, in the absence of other express provisions therefor in the letters patent, make by-laws to determine the qualification for membership and for the removal of the names of those members who may cease to be qualified;
- (e) any person whose name is duly entered on the company registry is and continues to be a member until his name is duly removed therefrom pursuant to the provisions of the letters patent or by-laws of the company;
- (f) a member whose name is removed from the registry pursuant to the provisions of the letters patent or the by-laws ceases to be a member from the date of such removal;

**18(2)** Lorsque dans la demande de constitution en corporation d'une compagnie à des fins charitables, philanthropiques, antialcooliques, religieuses, sociales, politiques, littéraires, éducatives, athlétiques ou à d'autres fins semblables ou aux fins de promouvoir le développement économique, ou lorsque dans la demande de constitution en corporation d'un gérant de projet ou d'une association agricole, les requérants demandent une constitution en corporation sans capital social, le Directeur peut par lettres patentes constituer les requérants et les autres qui peuvent en devenir adhérents en une compagnie avec tous les droits et pouvoirs d'une compagnie en application de la présente loi pour la réalisation entière ou partielle des objets déterminés et les dispositions suivantes a) à j) inclusivement, ainsi que les autres dispositions de la présente loi qui ne sont pas incompatibles avec ces fins, à moins que les lettres patentes ne disposent autrement, sont applicables à toute compagnie ainsi constituée en corporation sans capital social, à savoir :

- a) les membres fondateurs et les autres personnes qui deviennent des membres enregistrés conformément aux dispositions des lettres patentes ou des règlements de la compagnie constituent la compagnie;
- b) la compagnie ne doit avoir aucun capital social ni délivrer des titres d'actions;
- c) la compagnie doit faire tenir une liste de ses membres dans un livre prévu à cette fin et appelé le registre de la compagnie, lequel doit être en tout temps, durant les heures normales de travail, accessible à l'examen de tous les membres de la compagnie et du Directeur ou de son représentant;
- d) la compagnie peut, à défaut d'autres dispositions formelles dans les lettres patentes, adopter des règlements visant à déterminer les conditions requises pour être membre et à rayer le nom des membres qui ont cessé de remplir ces conditions;
- e) quiconque dont le nom est dûment inscrit dans le registre de la compagnie est et continue d'être membre jusqu'à ce que son nom en soit dûment rayé conformément aux dispositions des lettres patentes ou des règlements de la compagnie;
- f) un membre dont le nom est retiré du registre conformément aux dispositions des lettres patentes ou des règlements cesse d'être membre à partir de la date de ce retrait;

(g) the company may acquire real and personal property of an unlimited cost value and may hold, manage and turn the same to account for the purposes or objects for which the company is incorporated and may lease, let, mortgage, pledge or sell the same or any part thereof;

(h) the company shall not carry on any business or trade for the profit of its members;

(i) the members of the company shall not as such be liable for any debts or obligations of the company;

(j) no by-law of the company for the removal of the name of a member from the company registry has any force or effect whatever until approved of by at least two-thirds of the votes cast at a special general meeting of the members of the company duly called for considering the same.

R.S., c.33, s.18; 1954, c.28, s.1, 2, 3; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 1993, c.51, s.1; 1997, c.61, s.2; 2002, c.15, s.11; 2002, c.29, s.3; 2017, c.55, s.5

## RESPECTING PROJECT COMPANIES

1997, c.61, s.3

### Incorporation of project companies

**18.1(1)** The Director shall not grant a charter by letters patent incorporating a project company unless the application for letters patent is accompanied by the written consent of the Minister of Transportation and Infrastructure, consenting to the grant of letters patent.

**18.1(2)** Notwithstanding subsection 4(1) and paragraph 6(1)(g), one or more persons may apply for a grant of letters patent incorporating a project company.

**18.1(3)** Notwithstanding any other provision of this Act, a project company is not required to have more than one shareholder or member.

**18.1(4)** Notwithstanding section 90, no director of a project company is required to be or become a shareholder or a member of the project company.

g) la compagnie peut acquérir des biens réels et personnels d'un prix de revient illimité et elle peut détenir, administrer et faire valoir ces biens aux fins auxquelles la compagnie est constituée en corporation et peut donner à bail, louer, hypothéquer, mettre en gage ou vendre ces biens ou toute partie de ces biens;

h) il est interdit à la compagnie de poursuivre des activités commerciales ou industrielles au profit de ses membres;

i) les membres de la compagnie ne sont pas, en tant que tels, responsables des dettes et des engagements de la compagnie;

j) aucun règlement de la compagnie visant la radiation du nom d'un membre du registre de la compagnie n'a d'effet quel qu'il soit tant qu'il n'est pas approuvé par au moins deux tiers des voix émises au cours d'une assemblée générale extraordinaire des membres de la compagnie régulièrement convoquée à cet effet.

S.R., ch. 33, art. 18; 1954, ch. 28, art. 1, 2, 3; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 1993, ch. 51, art. 1; 1997, ch. 61, art. 2; 2002, ch. 15, art. 11; 2002, ch. 29, art. 3; 2017, ch. 55, art. 5

## GÉRANTS DE PROJET

1997, ch. 61, art. 3

### Constitution en corporation de gérants de projet

**18.1(1)** Le Directeur ne doit accorder une charte par lettres patentes constituant en corporation un gérant de projet sauf si l'autorisation écrite du ministre des Transports et de l'Infrastructure, par laquelle il a consenti à l'octroi de lettres patentes, est jointe à la demande de lettres patentes.

**18.1(2)** Nonobstant le paragraphe 4(1) et l'alinéa 6(1)g), une ou plusieurs personnes peuvent demander l'octroi de lettres patentes constituant en corporation un gérant de projet.

**18.1(3)** Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, un gérant de projet n'est pas tenu d'avoir plus d'un actionnaire ou membre.

**18.1(4)** Nonobstant l'article 90, aucun administrateur d'un gérant de projet n'est tenu d'être ou de devenir un actionnaire ou un membre du gérant de projet.

**18.1(5)** A project company may, subject to its letters patent or supplementary letters patent, by by-law

- (a) establish different classes of members, in which case the terms and conditions applying to each class shall be set out in the by-law,
- (b) establish that different classes of members may have different rights to elect or appoint directors,
- (c) confer on some classes of members greater voting powers than on others,
- (d) confer on different classes of members an exclusive right to elect one or more directors, and
- (e) establish criteria for the appointment of one or more directors without election by the members or classes of members.

**18.1(6)** Section 77 of the *Business Corporations Act* applies to the directors and officers of a project company with the necessary modifications.

**18.1(7)** No project company shall pass a by-law authorizing an application for supplementary letters patent without first obtaining the written consent of the Minister of Transportation and Infrastructure, consenting to the proposed by-law.

**18.1(8)** Notwithstanding subsection 35.2(1), a project company applying to the Director for leave to surrender its charter shall provide with the application the written consent of the Minister of Transportation and Infrastructure, consenting to the surrender.

**18.1(9)** Notwithstanding section 23 of the *Winding-up Act* and notwithstanding paragraphs 14(1)(u) and 35.2(1)(b), a project company shall provide in its letters patent for the distribution of its assets on dissolution, surrender or winding-up and shall distribute them in accordance with those provisions.

1997, c.61, s.3; 2002, c.29, s.3; 2003, c.15, s.1; 2010, c.31, s.28; 2023, c.2, s.168

**18.1(5)** Un gérant de projet peut, sous réserve de ses lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires, par règlement administratif

- a) établir différentes catégories de membres, et, le cas échéant, les modalités et conditions qui s'appliquent à chaque catégorie doivent être établies au règlement administratif,
- b) établir que différentes catégories de membres peuvent avoir des droits différents d'élire ou de nommer des administrateurs,
- c) conférer à certaines catégories de membres plus de pouvoirs de vote qu'à d'autres,
- d) conférer à différentes catégories de membres le droit exclusif d'élire un ou plusieurs administrateurs, et
- e) établir les critères de la nomination d'un ou plusieurs administrateurs sans la tenue d'une élection par les membres ou catégories de membres.

**18.1(6)** L'article 77 de la *Loi sur les sociétés par actions* s'applique aux administrateurs et dirigeants d'un gérant de projet avec les modifications nécessaires.

**18.1(7)** Aucun gérant de projet ne doit adopter un règlement administratif autorisant la demande de lettres patentes supplémentaires sans avoir d'abord obtenu l'autorisation écrite du ministre des Transports et de l'Infrastructure, par laquelle il a consenti au règlement administratif proposé.

**18.1(8)** Nonobstant le paragraphe 35.2(1), un gérant de projet qui demande au Directeur l'autorisation d'abandonner sa charte doit fournir avec la demande l'autorisation écrite du ministre des Transports et de l'Infrastructure, par laquelle il a consenti à l'abandon.

**18.1(9)** Nonobstant l'article 23 de la *Loi sur la liquidation des compagnies* et nonobstant les alinéas 14(1)(u) et 35.2(1)(b), un gérant de projet doit prévoir dans ses lettres patentes le partage de son actif sur dissolution, abandon ou liquidation et doit le partager conformément à ces dispositions.

1997, ch. 61, art. 3; 2002, ch. 29, art. 3; 2003, ch. 15, art. 1; 2010, ch. 31, art. 28; 2023, ch. 2, art. 168

**RESPECTING ELECTRICITY, WATER, GAS  
AND  
SEWERAGE COMPANIES**

**Incorporation of public utilities**

**19(1)** Upon application in the manner prescribed by this Act, and upon the publication once a week for four consecutive weeks in a daily newspaper published in the city, town or county within which the works of the company are to be conducted or carried on, and if no daily newspaper is published therein, then in any newspaper having general circulation therein, for the grant of letters patent for the incorporation of a company with the rights, franchises and privileges in and by this section authorized to be granted, the Lieutenant-Governor in Council may, if the same appears to be proper, necessary and incident to the purposes and objects for which the proposed company is to be incorporated, and upon such conditions as the Lieutenant-Governor in Council may prescribe, authorize and empower the company, in and by its letters patent, to enter from time to time upon any public streets, roads, squares, open plots of ground or highways in any city or county in the Province, and break up and open such public roads, streets, squares, plots of ground or highways, or any part thereof, for the purpose of erecting and maintaining poles and posts, and stringing and maintaining wires for telegraph, telephone or electric light purposes, and for renewing and repairing the same, and for the placing and maintaining under ground, along or across such public streets, roads, squares, plots of ground or highways, streets, mains, pipes or conduits for the conveying of sewerage, water, steam or gas for motive power or for sanitary, heating or lighting purposes, and for renewing and repairing the same.

**19(2)** The company authorized by letters patent under this section to exercise any of the powers in this section specified, shall and may use, exercise, possess and enjoy such rights, privileges, franchises and powers, subject to such limitations and conditions as may be imposed upon the exercise thereof, as fully and completely as if the same had been specially granted to the company by Act of Assembly.

R.S., c.33, s.19

**Supplementary letters patent**

**20** The rights, privileges, franchises and powers mentioned in section 19 may be granted by the Director, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, by supplementary letters patent to a company incorporated under the provisions of any Act of the Legislature, upon

**COMPAGNIES D'ÉLECTRICITÉ, D'EAU, DE  
GAZ  
ET DE SYSTÈMES D'ÉGOUTS**

**Constitution des compagnies de services publics**

**19(1)** Après une requête faite de la façon prescrite par la présente loi et sa publication une fois par semaine pendant quatre semaines consécutives dans un quotidien publié dans la ville ou le comté où les travaux de la compagnie vont être exécutés ou, en l'absence de quotidien, dans un journal qui y est diffusé largement, en vue d'obtenir des lettres patentes visant la constitution en corporation d'une compagnie avec les droits, concessions et privilèges dont l'octroi est autorisé par le présent article, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, si ces droits, concessions et privilèges semblent appropriés, nécessaires et afférents aux buts et objets pour lesquels la compagnie projetée doit être constituée en corporation, et aux conditions qu'il peut prescrire, autoriser la compagnie par les lettres patentes, à entrer à l'occasion, dans les rues, routes, places, parcelles de terrain, grandes routes situées dans les limites d'une ville ou d'un comté de la province, et à défoncer et ouvrir ces routes, rues, places, parcelles de terrain ou grandes routes, ou une partie de celles-ci, dans le but de dresser et d'entretenir des poteaux, de poser et d'entretenir des fils pour le télégraphe, le téléphone ou l'éclairage électrique, ou de les renouveler et de les réparer, et de placer et d'entretenir sous le sol, le long ou en travers de ces rues, routes, places, parcelles de terrain ou grandes routes, des chaussées, des canalisations, des tuyaux ou des conduits pour le transport des eaux vannes, de l'eau, de la vapeur ou du gaz pour la force motrice ou à des fins sanitaires, de chauffage ou d'éclairage, et de les renouveler et de les réparer.

**19(2)** La compagnie autorisée par lettres patentes en application du présent article à exercer l'un des pouvoirs mentionnés dans le présent article peut utiliser et posséder ces droits, privilèges, concessions et pouvoirs et en bénéficier sous réserve des restrictions et conditions qui peuvent être imposées à leur égard, aussi pleinement et complètement que s'ils avaient été spécialement accordés à la compagnie par une loi de l'Assemblée.

S.R., ch. 33, art. 19

**Lettres patentes supplémentaires**

**20** Les droits, privilèges, concessions et pouvoirs mentionnés à l'article 19 peuvent être accordés par le Directeur, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, par lettres patentes supplémentaires à une compagnie constituée en corporation en application des dis-

application for such additional powers and franchises, if the application is made in the manner prescribed by this Act and the privileges and powers applied for are purposes and objects for which the company is incorporated.

R.S., c.33, s.20; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.29, s.3

### Protection of public interest

**21** The Lieutenant-Governor in Council shall prescribe conditions for the protection of the public interests that shall be inserted in all letters patent, or supplementary letters patent issued under sections 19 and 20, and such conditions shall make provision as to

(a) the assent, supervision and control of the council of a local government or of a supervisor or road commissioner in a parish or part of a parish in respect to the time, mode and manner in which the powers granted under the authority of section 19 shall or may be used, exercised and enjoyed;

(b) the proper repairing of the streets, roads, squares and highways, upon which any breaking up, opening or excavation has taken place; and

(c) the location, height, dimensions and description of the posts or poles to be erected or placed upon any such street, public square, road or highway, and subject to any other conditions that the Lieutenant-Governor in Council may deem it expedient to impose upon the company in its exercise of the powers, privileges, rights and franchises granted under the authority of section 19 or 20 and as shall be embodied in such letters patent or supplementary letters patent.

R.S., c.33, s.21; 2005, c.7, s.13; 2017, c.20, s.37

### Restriction on incorporation of public utility companies

**22** Nothing in this Act authorizes the grant of letters patent with the privileges and franchises mentioned in section 19 to any company for either of the purposes included within the exceptions contained in section 4.

R.S., c.33, s.22

positions d'une loi de la Législature, sur demande faite en vue d'obtenir des pouvoirs et concessions additionnels, si d'une part la demande est faite de la manière qui est prescrite par la présente loi et si d'autre part les privilèges et pouvoirs demandés répondent aux buts et objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation.

S.R., ch. 33, art. 20; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 29, art. 3

### Protection de l'intérêt public

**21** Le lieutenant-gouverneur en conseil prescrit les conditions requises pour assurer la protection des intérêts du public, lesquelles doivent être insérées dans toutes lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires accordées en application des articles 19 et 20, et ces conditions doivent prévoir

a) le consentement, la surveillance et le contrôle du conseil d'un gouvernement local, ou d'un surveillant ou commissaire de la route, d'une paroisse ou partie d'une paroisse concernant le moment, et la manière dont les pouvoirs accordés par application de l'article 19 peuvent ou doivent être utilisés, exercés ou possédés;

b) la réparation convenable des rues, routes, places et grandes routes, où il y a eu défonçage, ouverture ou excavation; et

c) l'emplacement, la hauteur, les dimensions et la description des poteaux à ériger ou à mettre en place sur cette rue, place publique, route ou grande route, et sous réserve des autres conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil considère comme opportun d'imposer à la compagnie dans l'utilisation de ses pouvoirs, privilèges, droits et concessions accordés par application de l'article 19 ou 20 et incorporés dans les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires.

S.R., ch. 33, art. 21; 2005, ch. 7, art. 13; 2017, ch. 20, art. 37

### Restrictions relatives à la constitution des compagnies de services publics

**22** Nulle disposition de la présente loi n'autorise l'octroi à une compagnie de lettres patentes avec les privilèges et les concessions mentionnés à l'article 19 aux fins comprises dans les exceptions contenues dans l'article 4.

S.R., ch. 33, art. 22

**Letters patent for subsisting company**

**23(1)** A company heretofore incorporated for any purpose or object for which letters patent may be issued under this Act, whether under a special or a general Act, and now being a subsisting and valid company, may apply for letters patent to carry on its business under this Act, and the Director may issue letters patent incorporating the shareholders of the said company as a company under this Act.

**23(2)** Upon the issuing of such letters patent all the rights, property and obligations of the former company are transferred to the new company, and all proceedings may be continued or commenced by or against the new company that might have been continued or commenced by or against the old company.

**23(3)** It is not necessary in any such letters patent to set out the names of the shareholders.

**23(4)** After the issue of such letters patent the company shall be governed in all respects by the provisions of this Act, except that the liability of the shareholders to creditors of the old company shall remain as at the time of the issue of the letters patent.

R.S., c.33, s.23; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.15, s.12; 2002, c.29, s.3

**Extension of powers for subsisting company**

**24(1)** If a subsisting company applies for the issue of letters patent under this Act, the Director may by the letters patent, extend the powers of the company to such other objects, for which letters patent may be issued under this Act, as the applicant desires and as the Director thinks fit to include in the letters patent.

**24(2)** Such application, so far as it relates to additional powers, is subject to the provisions of section 45.

R.S., c.33, s.24; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.29, s.3

**First directors for subsisting company**

**25** The Director may in any letters patent issued under this Act to any subsisting company name the first directors of the new company, and the letters patent may be

**Lettres patentes d'une compagnie existante**

**23(1)** Une compagnie qui est constituée en corporation pour tout objet pour lequel des lettres patentes peuvent être délivrées en application de la présente loi, à la faveur d'une loi spéciale ou générale, et qui est une compagnie existante et valide, peut demander des lettres patentes pour exercer des activités en application de la présente loi, et le Directeur peut délivrer des lettres patentes constituant en corporation les actionnaires de cette compagnie à titre de compagnie en vertu de la présente loi.

**23(2)** Après la délivrance des lettres patentes, tous les droits, biens et engagements de l'ancienne compagnie sont cédés à la nouvelle compagnie et toutes les procédures qui auraient pu être poursuivies ou intentées par ou contre l'ancienne compagnie peuvent être poursuivies ou intentées par ou contre la nouvelle compagnie.

**23(3)** L'indication du nom des actionnaires dans les lettres patentes n'est pas nécessaire.

**23(4)** Après la délivrance des lettres patentes, la compagnie sera régie à tous égards par les dispositions de la présente loi, sauf que les dettes des actionnaires envers les créanciers de l'ancienne compagnie restent ce qu'elles étaient au moment de l'émission des lettres patentes.

S.R., ch. 33, art. 23; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 15, art. 12; 2002, ch. 29, art. 3

**Pouvoirs étendus d'une compagnie existante**

**24(1)** Si une compagnie existante sollicite la délivrance de lettres patentes en application de la présente loi, le Directeur peut, par les lettres patentes, étendre les pouvoirs de la compagnie à d'autres objets pour lesquels les lettres patentes peuvent être délivrées en application de la présente loi, si le requérant le veut et que le Directeur juge à propos de l'inclure dans les lettres patentes.

**24(2)** La demande, dans la mesure où elle se rapporte aux pouvoirs additionnels, est soumise aux dispositions de l'article 45.

S.R., ch. 33, art. 24; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 29, art. 3

**Premiers administrateurs d'une compagnie existante**

**25** Le Directeur peut, dans des lettres patentes délivrées en application de la présente loi à une compagnie existante, nommer les premiers administrateurs de la nouvelle compagnie, et les lettres patentes peuvent être



issued to the new company by the name of the old company or by another name.

R.S., c.33, s.25; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.29, s.3

### Letters patent for extra-provincial company

**26(1)** Any company incorporated under the laws of any jurisdiction other than New Brunswick for any of the purposes and objects for which letters patent may be issued under this Act incorporating a club or association referred to in section 16 or a company referred to in section 18 and being at the time of the application a subsisting and valid company, may apply for letters patent under this Act and the Director, upon receiving satisfactory evidence that the Act of incorporation or charter of the company so applying is valid and subsisting and that the company is authorized by the laws of the jurisdiction in which it was incorporated and that no public interest in the Province will be prejudiced, may issue letters patent continuing such company as a company under this Act but limiting, if necessary, the purposes, objects and powers of the said company to such purposes, objects and powers as might have been granted had the company been originally incorporated under this Act; and thereupon the company is continued and is a body corporate and politic organized under the laws of this Province.

**26(1.1)** Notwithstanding any other provision of this Act or any provision of the *Business Corporations Act*, a body corporate that was incorporated under this Act and was continued as a corporation under paragraph 2(1)(c) of the *Business Corporations Act* may, if that body corporate was, immediately before it was continued under the *Business Corporations Act*, a fishing, sporting or literary club or association or a company incorporated for charitable, philanthropic, temperance, religious, social, political, literary, educational, athletic or other like purpose, and is at the time of the application a subsisting and valid corporation under the *Business Corporations Act*, apply for letters patent under this Act, and the Director may, upon receiving satisfactory evidence that the body corporate so applying is a valid and subsisting corporation under the *Business Corporations Act* and that no public interest in the Province will be prejudiced, issue letters patent continuing it as a company under this Act, but limiting the purposes, objects and powers of the company to such purposes, objects and powers for which letters patent may be issued under this Act.

délivrées à la nouvelle compagnie sous le nom de l'ancienne compagnie ou sous un autre nom.

S.R., ch. 33, art. 25; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 29, art. 3

### Lettres patentes d'une compagnie extraprovinciale

**26(1)** Toute compagnie constituée en corporation en vertu des lois d'une autorité législative autre que celle du Nouveau-Brunswick visant les buts ou objets pour lesquels des lettres patentes peuvent être délivrées conformément à la présente loi constituant en corporation un club ou une association visés à l'article 16 ou une compagnie visée à l'article 18 peut demander des lettres patentes en vertu de la présente loi, à condition qu'elle soit une compagnie existante et valide au moment de la demande et le Directeur, sur réception d'une preuve satisfaisante que la loi ou la charte constituant en corporation la compagnie en cause est valide et existante et que les lois de l'autorité législative sous lesquelles la compagnie a été constituée permettent cette constitution en corporation et que l'intérêt public de la province ne sera pas lésé, peut délivrer des lettres patentes, maintenant cette compagnie à titre de compagnie visée par la présente loi, mais en limitant, s'il est nécessaire, les objets et pouvoirs de la compagnie aux objets et pouvoirs qui auraient pu être accordés si la compagnie avait été à l'origine constituée en corporation en application de la présente loi; et la compagnie est ainsi maintenue et devient une corporation constituée en vertu des lois de la province.

**26(1.1)** Par dérogation à toute autre disposition de la présente loi ou à toute disposition de la *Loi sur les sociétés par actions*, une personne morale constituée en corporation en vertu de la présente loi et prorogée en tant que société en vertu de l'alinéa 2(1)c) de la *Loi sur les sociétés par actions* peut, si cette personne morale, immédiatement avant sa prorogation en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions*, était un club ou une association de pêche ou un club sportif ou littéraire, ou encore une compagnie à des fins charitables, philanthropiques, anti-alcooliques, religieuses, sociales, politiques, littéraires, éducatives, athlétiques ou à d'autres fins semblables, et est une société valide et existante en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* au moment de la demande, demander des lettres patentes en vertu de la présente loi, et le Directeur peut, sur réception d'une preuve satisfaisante que la personne morale en cause est une société valide et existante en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* et que l'intérêt public de la province ne sera pas lésé, délivrer des lettres patentes le prorogeant à titre de compagnie en vertu de la présente loi, mais en limitant les objets et les pouvoirs de la compagnie aux objets et

**26(1.2)** The letters patent issued under subsection (1.1) shall contain the provisions for which the petition referred to in subsection 16(1) or the application referred to in subsection 18(1), as the case may be, may ask to be embodied in the letters patent.

**26(1.3)** On the date specified in the letters patent issued under subsection (1.1), the body corporate is continued as a company under this Act.

**26(1.4)** A body corporate that applies for letters patent under subsection (1.1) is not required to comply with section 27.

**26(2)** It is not necessary in any such application or in any such letters patent to set out the names of the shareholders.

**26(3)** After the issue of such letters patent the company shall be governed in all respects by the provisions of this Act and has all the ancillary and other powers given to a company incorporated under this Act.

**26(4)** All rights of creditors and others against the property, rights and assets of a company continued under this section and all liens upon its property, rights and assets are unimpaired by such continuation and none of its rights or property or other rights and none of its contracts or obligations shall be prejudicially affected by such continuation, nor shall the company be deemed to have been liquidated or dissolved.

R.S., c.33, s.26; 1966, c.40, s.1; 1978, c.D-11.2, s.7; 1981, c.12, s.5; 1989, c.9, s.1; 2002, c.15, s.13; 2002, c.29, s.3; 2023, c.2, s.168

### **Filing with Director for extra-provincial company**

**27** Every company desirous of obtaining letters patent under section 26 shall first file with the Director a certified copy of the charter or Act incorporating the company, and shall designate the place in New Brunswick where its principal office will be situated and the name of the agent or manager in New Brunswick authorized to represent the company and to accept process in all suits

pouvoirs pour lesquels des lettres patentes peuvent être délivrées en vertu de la présente loi.

**26(1.2)** Les lettres patentes délivrées en vertu du paragraphe (1.1) doivent contenir des dispositions que la requête visée au paragraphe 16(1) ou la demande visée au paragraphe 18(1), selon le cas, peut demander d'inclure dans les lettres patentes.

**26(1.3)** À la date précisée aux lettres patentes délivrées en vertu du paragraphe (1.1), le corps constitué est prorogé en tant que compagnie en vertu de la présente loi.

**26(1.4)** Un corps constitué qui demande des lettres patentes en vertu du paragraphe (1.1) n'est pas obligé de se conformer à l'article 27.

**26(2)** L'indication du nom des actionnaires dans la demande ou les lettres patentes n'est pas nécessaire.

**26(3)** Après la délivrance des lettres patentes, la compagnie sera régie à tous égards par les dispositions de la présente loi et possédera tous les pouvoirs complémentaires et autres accordés à une compagnie constituée en corporation en application de la présente loi.

**26(4)** Aucun des droits des créanciers et autres sur les biens, les droits et l'actif d'une compagnie maintenue en application du présent article et aucun des droits de rétention sur ses biens, ses droits et son actif n'est atteint par ce maintien et aucun de ses droits ou biens, ou autres droits, et aucun de ses contrats ou aucune de ses obligations ne sont lésés par ce maintien, et la compagnie ne doit pas être considérée comme liquidée ou dissoute.

S.R., ch. 33, art. 26; 1966, ch. 40, art. 1; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 1981, ch. 12, art. 5; 1989, ch. 9, art. 1; 2002, ch. 15, art. 13; 2002, ch. 29, art. 3; 2023, ch. 2, art. 168

### **Dépôt auprès du Directeur par une compagnie extraprovinciale**

**27** Toute compagnie qui veut obtenir des lettres patentes en application de l'article 26 doit d'abord déposer auprès du Directeur une copie conforme de la charte ou de la loi constituant la compagnie en corporation et doit indiquer l'endroit au Nouveau-Brunswick où sera situé son siège social ainsi que le nom de l'agent ou du directeur au Nouveau-Brunswick autorisé à représenter la compagnie et à recevoir les actes de procédure dans tous les procès et procédures intentés contre la compagnie re-

and proceedings against the company for any liabilities incurred by the company therein.

R.S., c.33, s.27; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.29, s.3

### **Publication of letters patent for extra-provincial company**

**28** Notice of the issue of letters patent under section 26 shall be published in *The Royal Gazette*, and the cost of notice shall be paid by the applicants.

R.S., c.33, s.28

### **Filing of returns for extra-provincial company**

**29** Every company to which letters patent under section 26 have been granted shall, when so required, make a return to the Director of the names of its shareholders, the amount of its paid-up capital and the value of its real and personal estate held in New Brunswick, and in default of making the return within three months, the letters patent may be cancelled.

R.S., c.33, s.29; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.29, s.3

### **Application for continuance**

**29.1(1)** Subject to subsection (4), a company incorporated by letters patent or by special Act may, if it is authorized by the shareholders in accordance with this section and if it establishes to the satisfaction of the Director that its proposed continuation in another jurisdiction will not adversely affect creditors or shareholders of the company, apply to the appropriate official or public body of another jurisdiction requesting that the company be continued as if it had been incorporated under the laws of the other jurisdiction.

**29.1(2)** An application for continuance is authorized when two-thirds of the shareholders voting thereon have approved of the continuance.

**29.1(3)** Upon receipt of a notice satisfactory to him that the company has been continued under the laws of another jurisdiction, the Director shall cause a notice to be published in *The Royal Gazette* declaring that the company is discontinued and this Act ceases to apply to the company on the date shown in that notice of discontinuance.

lativement aux engagements que la compagnie y a contractés.

S.R., ch. 33, art. 27; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 29, art. 3

### **Publication de lettres patentes de compagnie extraprovinciale**

**28** Un avis de la délivrance des lettres patentes en application de l'article 26 doit être publié dans la *Gazette royale*, et les frais de la publication doivent être couverts par les requérants.

S.R., ch. 33, art. 28

### **Dépôt du rapport d'une compagnie extraprovinciale**

**29** Toute compagnie qui a reçu des lettres patentes en application de l'article 26 doit, lorsqu'elle en est requise, dresser pour le Directeur un rapport indiquant le nom des actionnaires, le montant du capital libéré et la valeur de ses biens réels et personnels détenus au Nouveau-Brunswick, et à défaut de présenter le rapport dans un délai de trois mois, les lettres patentes peuvent être annulées.

S.R., ch. 33, art. 29; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 29, art. 3

### **Demande de prorogation**

**29.1(1)** Sous réserve du paragraphe (4) une compagnie constituée par lettres patentes ou en vertu d'une loi spéciale peut demander au fonctionnaire compétent ou à un organisme public d'une autre autorité législative la prorogation de la compagnie comme si elle avait été constituée sous le régime des lois de cette autorité législative si sa demande est autorisée par les actionnaires conformément au présent article et si elle prouve à la satisfaction du Directeur que sa prorogation proposée sous le régime d'une autre autorité législative ne porte pas atteinte aux intérêts des créanciers et actionnaires de la compagnie.

**29.1(2)** Une demande de prorogation est autorisée lorsque deux tiers des voix exprimées par les actionnaires l'ont approuvée.

**29.1(3)** Sur réception d'un avis attestant à sa satisfaction que la compagnie a été prorogée sous le régime d'une autre autorité législative le Directeur est tenu de faire publier dans la *Gazette royale* un avis indiquant que la compagnie a cessé d'exister et la présente loi cesse d'être applicable à la compagnie à la date figurant sur l'avis de cessation.

**29.1(4)** A company shall not apply to be continued as a company under the laws of another jurisdiction unless those laws provide in effect that

- (a) the property of the discontinued company continues to be the property of the continued company;
- (b) the continued company continues to be liable for the obligations of the discontinued company;
- (c) an existing cause of action, claim or liability to prosecution is unaffected;
- (d) a civil, criminal or administrative action or proceeding pending by or against the discontinued company may be continued to be prosecuted by or against the continued company; and
- (e) a conviction against the discontinued company may be enforced against the continued company or a ruling, order or judgment in favour of or against the discontinued company may be enforced by or against the continued company.

1981, c.12, s.6; 1991, c.27, s.10; 2002, c.15, s.14; 2002, c.29, s.3

### Repealed

**30** Repealed: 1981, c.12, s.7  
1981, c.12, s.7

## MERGER

### Letters patent for merged company

**31(1)** Any two or more companies may amalgamate and continue as one company.

**31(2)** The companies proposing to amalgamate may enter into an agreement for the amalgamation prescribing the terms and conditions of the amalgamation, the mode of carrying the amalgamation into effect and stating the name of the amalgamated company, the names, callings and places of residence of the first directors thereof and how and when the subsequent directors are to be elected with such other details as may be necessary to perfect the amalgamation and to provide for the subsequent management and working of the amalgamated company, the authorized capital of the amalgamated

**29.1(4)** Une compagnie ne peut demander sa prorogation comme telle sous le régime d'une autre autorité législative qu'au cas où les lois de cette autorité législative prévoient effectivement

- a) que les biens de la compagnie qui a cessé d'exister restent les biens de la compagnie prorogée;
- b) que la compagnie prorogée continue d'être responsable des obligations de la compagnie qui a cessé d'exister;
- c) qu'une cause actuelle d'action, qu'une réclamation ou que le fait d'être passible d'une poursuite n'est pas atteint;
- d) qu'une action ou procédure pendante, qu'elle soit civile, criminelle ou administrative, intentée par ou contre la compagnie qui a cessé d'exister peut être continuée par ou contre la compagnie prorogée; et
- e) qu'une condamnation de la compagnie qui a cessé d'exister peut être exécutée contre la compagnie prorogée et une décision, une ordonnance ou un jugement en faveur ou à l'encontre de la compagnie qui a cessé d'exister peut également l'être à l'égard de la compagnie prorogée.

1981, ch. 12, art. 6; 1991, ch. 27, art. 10; 2002, ch. 15, art. 14; 2002, ch. 29, art. 3

### Abrogé

**30** Abrogé : 1981, ch. 12, art. 7  
1981, ch. 12, art. 7

## FUSION

### Lettres patentes

**31(1)** Deux ou plusieurs compagnies peuvent fusionner et continuer d'exister comme une seule et même compagnie.

**31(2)** Les compagnies se proposant de fusionner peuvent passer une convention en vue de la fusion prescrivant les modalités de la fusion, la manière de l'effectuer, indiquant le nom de la compagnie née de la fusion, les noms, professions et adresses des premiers administrateurs de la compagnie née de la fusion, la date et le mode d'élection des administrateurs subséquents et les autres détails nécessaires à la fusion, assurant la direction et le fonctionnement subséquents de la compagnie née de la fusion et prévoyant la manière de convertir le

company and the manner of converting the authorized capital of each of the companies into that of the amalgamated company.

**31(3)** The agreement shall be submitted to the shareholders of each of the amalgamating companies at general meetings thereof called for the purpose of considering the agreement and if three-fourths of the votes cast at each such meeting are in favour of the adoption of the agreement that fact shall be certified upon the agreement by the secretary of each of the amalgamating companies under the corporate seal thereof.

**31(4)** If the agreement is adopted in accordance with subsection (3), the amalgamating companies may apply jointly to the Director for letters patent confirming the agreement and amalgamating the companies so applying and on and from the date of the letters patent such companies are amalgamated and are continued as one company by the name in the letters patent provided, and the amalgamated company possesses all the property, rights, privileges and franchises and is subject to all liabilities, contracts, disabilities and debts of each of the amalgamating companies.

1954, c.28, s.4; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.15, s.15; 2002, c.29, s.3

## CHANGE OF COMPANY NAME

### Name change by supplementary letters patent

**32** If it is made to appear to the satisfaction of the Director that the name of a company given by original, supplementary, or reissued letters patent under this Act, or incorporated by special Act, is the same as the name of an existing incorporated or unincorporated company, or so similar thereto as to be liable to be confounded therewith, the Director may, after notice to the company of his intention, direct the issue of supplementary letters patent, reciting the former letters and changing the name of the company to some other name that shall be set forth in the supplementary letters patent.

R.S., c.33, s.31; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 1984, c.20, s.1; 2002, c.29, s.3

### Notice of change of name

**33(1)** Where a company incorporated by letters patent or by special Act is desirous of adopting another name, it shall pass a by-law authorizing an application to that effect to the Director who, upon being satisfied that the

capital autorisé de chacune des compagnies en celui de la compagnie née de la fusion.

**31(3)** La convention doit être soumise aux actionnaires de chacune des compagnies qui fusionnent lors des assemblées générales convoquées dans le but d'examiner la convention et si les trois quarts des voix émises à chacune de ces assemblées sont en faveur de l'adoption de la convention, le secrétaire de chacune des compagnies qui fusionnent doit certifier ce fait sur la convention par l'apposition du sceau social.

**31(4)** Si la convention est adoptée conformément au paragraphe (3), les compagnies qui fusionnent peuvent demander conjointement au Directeur des lettres patentes confirmant la convention et fusionnant les compagnies ainsi requérantes et à partir de la date des lettres patentes les compagnies sont fusionnées et continuent d'exister comme une seule et même compagnie sous le nom donné dans les lettres patentes et la compagnie née de la fusion possède tous les biens, droits, privilèges et concessions et reste sujette à toutes les obligations, tous les contrats, toutes les incapacités et dettes de chacune des compagnies qui fusionnent.

1954, ch. 28, art. 4; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 15, art. 15; 2002, ch. 29, art. 3

## CHANGEMENT DE RAISON SOCIALE

### Changement par lettres patentes supplémentaires

**32** S'il est démontré d'une façon jugée satisfaisante par le Directeur que la raison sociale d'une compagnie, donnée dans les lettres patentes originales, supplémentaires ou redélivrées en application de la présente loi, ou attribuée à une corporation par une loi spéciale est la même que le nom d'une compagnie existante constituée ou non en corporation, ou qu'elle lui est si ressemblante qu'elle peut être confondue avec ce nom, le Directeur peut, après avis à la compagnie de son intention, ordonner la délivrance de lettres patentes supplémentaires, mentionnant les anciennes lettres et remplaçant la raison sociale de la compagnie par une autre qui doit être indiquée dans les lettres patentes supplémentaires.

S.R., ch. 33, art. 31; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 1984, ch. 20, art. 1; 2002, ch. 29, art. 3

### Avis de changement

**33(1)** Lorsqu'une compagnie constituée en corporation par lettres patentes ou par une loi spéciale veut prendre une autre raison sociale, elle doit adopter un règlement autorisant une demande à cette fin au Directeur qui, con-

change desired is not for any improper purpose or otherwise objectionable, may direct the issue of supplementary letters patent, reciting the former letters patent or the special Act, and changing the name of the company to some other name, that shall be set forth in the supplementary letters patent.

**33(2)** Notice of the issue of such supplementary letters patent shall be published in *The Royal Gazette*, and the cost of the notice shall be paid by the applicant.

R.S., c.33, s.32; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.29, s.3

### Effect of name change on actions

**34** No alteration of name under section 32 or 33 affects the rights or obligations of the company, and all proceedings may be continued or commenced by or against the company under its new name that might have been continued or commenced by or against the company under its former name.

R.S., c.33, s.33

## REISSUANCE OF LETTERS PATENT IN THE OTHER OFFICIAL LANGUAGE

### Reissuance of letters patent

**34.1(1)** Where letters patent have been issued to a company under section 16 or 18 in one of the official languages and that company is desirous of obtaining like letters patent in the official language other than that in which they were originally issued, the company may make application for the reissuance of the letters patent and any supplementary letters patent by providing the Director with

- (a) a copy of a by-law authorizing the application, and
- (b) a translation of the letters patent and any supplementary letters patent issued to the company verified in a manner satisfactory to the Director.

**34.1(2)** Before the Director reissues the letters patent and any supplementary letters patent the applicant shall establish to the satisfaction of the Director that

- (a) the by-law authorizing the application has been duly passed by the company, and

vaincu que le changement désiré ne répond pas à un but irrégulier ou ne prête pas autrement à objections, peut ordonner la délivrance de lettres patentes supplémentaires, rétablissant les anciennes lettres ou la loi spéciale, et remplaçant la raison sociale de la compagnie par une autre qui doit être indiquée dans les lettres patentes supplémentaires.

**33(2)** Un avis de la délivrance des lettres patentes supplémentaires doit être publié dans la *Gazette royale*, et les frais de cette publication doivent être couverts par le requérant.

S.R., ch. 33, art. 32; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 29, art. 3

### Effets quant aux procédures

**34** Aucun changement de raison sociale en application de l'article 32 ou 33 ne porte atteinte aux droits ou obligations de la compagnie, et toutes les procédures qui auraient pu être poursuivies ou intentées par ou contre la compagnie sous l'ancien nom peuvent être poursuivies ou intentées par ou contre la compagnie sous le nouveau nom.

S.R., ch. 33, art. 33

## REDÉLIVRANCE DES LETTRES PATENTES DANS L'AUTRE LANGUE OFFICIELLE

### Redélivrance des lettres patentes

**34.1(1)** Lorsqu'en vertu de l'article 16 ou 18 des lettres patentes dans une des langues officielles ont été délivrées à une compagnie et que celle-ci veut obtenir des lettres patentes semblables dans l'autre langue officielle, elle peut demander au Directeur de lui redélivrer des lettres patentes et, le cas échéant, des lettres patentes supplémentaires en lui fournissant

- a) une copie du règlement autorisant la demande, et
- b) une traduction vérifiée d'une manière qu'il juge satisfaisante, des lettres patentes et lettres patentes supplémentaires délivrées à la compagnie.

**34.1(2)** Avant la redélivrance des lettres patentes et lettres patentes supplémentaires par le Directeur, le demandeur doit établir à la satisfaction du Directeur

- a) que le règlement autorisant la demande a été régulièrement adopté par la compagnie, et

(b) the translation of the letters patent and any supplementary letters patent correctly sets out, without substantive change, the provisions of the original letters patent and any supplementary letters patent

and for such purposes the Director shall take any requisite evidence in writing, by oath or affirmation, or by statutory declaration under the *Evidence Act*, and shall keep record of such evidence so taken.

**34.1(3)** The Director may, on being satisfied with the evidence provided in accordance with subsection (2), re-issue the letters patent and any supplementary letters patent in the official language other than that in which the letters patent and any supplementary letters patent were originally issued.

**34.1(4)** Where the Director reissues letters patent and any supplementary letters patent under subsection (3), those

(a) letters patent shall be deemed to have been issued on the date the original letters patent were issued,

(b) supplementary letters patent shall be deemed to have been issued on the date the original supplementary letters patent were issued, and

(c) letters patent and any supplementary letters patent shall supersede the original letters patent and any supplementary letters patent.

**34.1(5)** The reissuance of letters patent and any supplementary letters patent by the Director under subsection (3) does not affect the rights or obligations of the company.

**34.1(6)** If, after the reissuance of the letters patent and any supplementary letters patent, the name of the company differs from the name given to the company under the original letters patent or any supplementary letters patent the Director shall publish notice of the new name in *The Royal Gazette* and the cost of the notice shall be paid by the applicant at the time the application is made.

1984, c.20, s.2; 2002, c.29, s.3

b) que la traduction des lettres patentes et lettres patentes supplémentaires originales exprime correctement leurs dispositions, sans aucun changement quant au fond,

et à cette fin, le Directeur doit recevoir la preuve écrite nécessaire soit sous serment ou affirmation, soit par déclaration solennelle, conformément à la *Loi sur la preuve* et la conserver.

**34.1(3)** Le Directeur peut, s'il estime satisfaisante la preuve fournie en conformité avec le paragraphe (2), redélivrer dans l'autre langue officielle les lettres patentes et lettres patentes supplémentaires originalement délivrées.

**34.1(4)** Lorsque le Directeur redélivre des lettres patentes et lettres patentes supplémentaires en vertu du paragraphe (3),

a) ces lettres patentes sont réputées avoir été délivrées à la date indiquée sur les lettres patentes originales,

b) ces lettres patentes supplémentaires sont réputées avoir été délivrées à la date indiquée sur les lettres patentes supplémentaires originales, et

c) ces lettres patentes et lettres patentes supplémentaires se substituent aux lettres patentes et lettres patentes supplémentaires originales.

**34.1(5)** La redélivrance des lettres patentes et lettres patentes supplémentaires par le Directeur en vertu du paragraphe (3) ne porte pas atteinte aux droits et obligations de la compagnie.

**34.1(6)** Si la raison sociale de la compagnie figurant sur les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires redélivrées est différente de la raison sociale qui figurait sur les lettres patentes et lettres patentes supplémentaires originales, le Directeur doit publier un avis de la nouvelle raison sociale dans la *Gazette royale* et le demandeur doit payer les frais de l'avis au moment de faire sa demande.

1984, ch. 20, art. 2; 2002, ch. 29, art. 3

**SURRENDER AND FORFEITURE OF CHARTER****Forfeiture of charter**

**35(1)** Subject to subsections (2) and (3), the Director may forfeit the charter of the company by issuing a certificate of dissolution under this section if a company

- (a) has not commenced operation within three years after the date shown on its charter,
- (b) has not carried on its operations for three consecutive years, or
- (c) is in default in sending any fee, notice or document to the Director required by this Act.

**35(2)** The Director shall not dissolve a company under this section unless the Director has

- (a) sent by ordinary mail notice of the decision to dissolve the company to the company at its head office or to its mailing address as indicated in the records of the Director, and
- (b) published notice of the decision to dissolve the company in *The Royal Gazette*.

**35(3)** Publication in *The Royal Gazette* of the notice of the Director's decision to dissolve a company shall be deemed to be notice to the company.

**35(4)** Sixty days after the notice of the Director's decision to dissolve a company is published in *The Royal Gazette*, the Director may dissolve the company.

**35(5)** Unless cause to the contrary has been shown, the Director may, after the expiry of the period referred to in subsection (4), issue a certificate of dissolution and the company ceases to exist on the date shown in the certificate of dissolution.

R.S., c.33, s.34; 1956, c.24, s.2; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.29, s.3; 2003, c.15, s.2

**Revival of charter**

**35.1(1)** The Director may, upon application of any interested party, and upon good cause being shown, revive any charter forfeited under section 35, upon compliance with such conditions as the Director may require.

**ABANDON ET DÉCHÉANCE DE LA CHARTE****Déchéance de la charte**

**35(1)** Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le Directeur peut frapper de déchéance la charte d'une compagnie en lui délivrant un certificat de dissolution en vertu du présent article si la compagnie

- a) n'a pas commencé son activité dans les trois ans de la date figurant dans sa charte,
- b) n'a pas exercé son activité pendant trois ans consécutifs, ou
- c) fait défaut d'envoyer au Directeur tous droits, avis ou documents exigés par la présente loi.

**35(2)** Le Directeur ne peut dissoudre, en vertu du présent article, une compagnie avant

- a) de lui avoir envoyé par courrier ordinaire à son siège social ou à son adresse postale figurant aux dossiers du Directeur un avis de sa décision de dissoudre la compagnie, et
- b) d'avoir publié un avis de sa décision de dissoudre la compagnie dans la *Gazette royale*.

**35(3)** La publication dans la *Gazette royale* de l'avis de la décision du Directeur de dissoudre la compagnie est réputée constituer un avis à la compagnie.

**35(4)** Le Directeur peut, soixante jours après la publication dans la *Gazette royale* de l'avis de sa décision de dissoudre la compagnie, dissoudre la compagnie.

**35(5)** En l'absence d'opposition justifiée, le Directeur peut, après l'expiration du délai visé au paragraphe (4), délivrer un certificat de dissolution et la compagnie cesse d'exister à la date figurant dans le certificat de dissolution.

S.R., ch. 33, art. 34; 1956, ch. 24, art. 2; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 29, art. 3; 2003, ch. 15, art. 2

**Rétablissement d'une charte**

**35.1(1)** Le Directeur peut, à la demande de toute partie intéressée, et pour des raisons valables, rétablir toute charte frappée de déchéance en vertu de l'article 35, lorsque les conditions qu'il peut prescrire sont observées.



**35.1(2)** The Lieutenant-Governor in Council may, in writing, direct the Director to revive the company whose charter has been forfeited and upon receiving such direction, the Director shall revive the charter of the company.

**35.1(3)** Where the Director acts under subsection (1) or receives a direction from the Lieutenant-Governor in Council under subsection (2), the Director shall issue a certificate of revival.

**35.1(4)** A company is revived on the date shown on the certificate of revival and thereafter the company, subject to the rights acquired by any person after its dissolution, has all the rights and privileges and is liable for the obligations that it would have had if it had not been dissolved.

2003, c.15, s.3

#### **Surrender of charter**

**35.2(1)** The charter of a company incorporated by letters patent or by special Act of the Legislature may be surrendered if the company proves to the satisfaction of the Director

- (a) that a by-law has been enacted by the company's board of directors and approved by at least two-thirds of its shareholders to surrender the company's charter,
- (b) that it has parted with its property, divided its assets rateably among its shareholders, and
- (c) that it has no debts or liabilities, the debts or obligations of the company have been provided for or protected, or the creditors of the company or other persons holding the debts and liabilities of the company consent to the surrender of the charter.

**35.2(2)** Subject to subsection (1), the Director may accept a surrender of the charter and issue a certificate of dissolution, which may be dated as of the date the application is received by the Director or any later date, and the company ceases to exist on the date shown in the certificate of dissolution.

2003, c.15, s.3

#### **Liability of company and others within two years after dissolution**

**35.3(1)** Notwithstanding the dissolution of a company under this Act,

**35.1(2)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner par écrit au Directeur de reconstituer la compagnie dont la charte a été frappée de déchéance et dès qu'il reçoit cet ordre, le Directeur doit rétablir la charte de la compagnie.

**35.1(3)** Lorsqu'il agit en vertu du paragraphe (1) ou qu'il reçoit un ordre du lieutenant-gouverneur en conseil en vertu du paragraphe (2), le Directeur délivre un certificat de rétablissement.

**35.1(4)** Une compagnie est reconstituée à la date indiquée au certificat de rétablissement et par la suite, la compagnie, sous réserve des droits acquis par toute personne après sa dissolution, a tous les droits, privilèges et obligations qu'elle aurait eus, si elle n'avait pas été dissoute.

2003, ch. 15, art. 3

#### **Abandon d'un charte**

**35.2(1)** La charte d'une compagnie constituée par lettres patentes ou par une loi spéciale de la Législature peut être abandonnée, si la compagnie prouve au Directeur :

- a) que le conseil d'administration de la compagnie a établi un règlement approuvé par les deux tiers de ses actionnaires en faveur de l'abandon de sa charte;
- b) qu'elle s'est départie de ses biens, qu'elle a divisé son actif proportionnellement entre ses actionnaires; et
- c) qu'elle n'a ni dettes ni engagements, qu'il a été dûment pourvu aux dettes et obligations de la compagnie ou qu'elles sont protégées, ou que les créanciers de la compagnie ou autres personnes qui les détiennent consentent à l'abandon de la charte.

**35.2(2)** Sous réserve du paragraphe (1), le Directeur peut accepter l'abandon de la charte et délivrer un certificat de dissolution qui peut porter la date à laquelle la demande a été reçue par le Directeur ou toute date ultérieure, et la compagnie cesse d'exister à la date indiquée au certificat de dissolution.

2003, ch. 15, art. 3

#### **Responsabilité de la compagnie et d'autres parties dans les deux ans qui suivent la dissolution**

**35.3(1)** Nonobstant la dissolution d'une compagnie en vertu de la présente loi,

(a) a civil, criminal or administrative action or proceeding commenced by or against the company before its dissolution may be continued as if the company had not been dissolved,

(b) a civil, criminal or administrative action or proceeding may be brought against the company within two years after its dissolution as if the company had not been dissolved, and

(c) any property distributed to shareholders that would otherwise have been available to satisfy any judgment or order if the company had not been dissolved remains available for such purpose.

**35.3(2)** Service of a document on a company after its dissolution may be effected by serving the document upon a person shown in the last notice filed under subsection 87(6), or if no notice has been filed under that subsection, upon a person shown as a director in the letters patent.

**35.3(3)** Notwithstanding the dissolution of a company, a shareholder to whom any of its property has been distributed is liable to any person claiming under subsection (1) to the extent of the amount received by that shareholder upon such distribution, and an action to enforce such liability may be brought within two years after the date of dissolution of the company.

2003, c.15, s.3

#### **Distribution of property of company to persons who cannot be found**

**35.4(1)** Upon the dissolution of a company, the portion of the property distributable to a creditor or shareholder who cannot be found shall be either converted into money and paid to the Minister of Finance and Treasury Board or transferred, delivered or conveyed to the Crown in right of the Province.

**35.4(2)** A payment under subsection (1) shall be deemed to be in satisfaction of a debt or claim of such creditor or shareholder.

**35.4(3)** If at any time a person establishes that the person is entitled to any money paid to the Minister of Finance and Treasury Board under this section, the Minister of Finance and Treasury Board shall pay an equivalent amount to the person out of the Consolidated Fund.

2003, c.15, s.3; 2019, c.29, s.32; 2023, c.17, s.36

a) une action ou procédure civile, criminelle ou administrative intentée pour ou contre la compagnie avant sa dissolution peut être poursuivie comme si la compagnie n'avait pas été dissoute;

b) dans les deux ans suivant la dissolution, une action ou procédure civile, criminelle ou administrative peut être intentée contre la compagnie comme si elle n'avait pas été dissoute; et

c) tout bien réparti aux actionnaires qui aurait autrement servi à satisfaire tout jugement ou ordonnance, à défaut de la dissolution, demeure disponible à cette fin.

**35.3(2)** La signification d'un document à une compagnie après sa dissolution peut se faire à toute personne figurant au dernier avis déposé en vertu du paragraphe 87(6), ou si aucun avis n'a été déposé en vertu de ce paragraphe, à toute personne figurant comme administrateur dans ses lettres patentes.

**35.3(3)** Nonobstant la dissolution d'une compagnie, un actionnaire à qui les biens ont été répartis est responsable, jusqu'à concurrence de la somme reçue, envers toute personne réclamant en vertu du paragraphe (1), et une action en exécution de cette responsabilité peut être intentée dans les deux ans de la dissolution.

2003, ch. 15, art. 3

#### **Distribution des biens de la compagnie à des personnes introuvables**

**35.4(1)** La partie des biens à remettre, lors de la dissolution d'une compagnie, à tout créancier ou actionnaire introuvable doit être réalisée en argent et le produit versé au ministre des Finances et du Conseil du Trésor ou transférée, délivrée ou envoyée à la Couronne du chef de la province.

**35.4(2)** Un versement en vertu du paragraphe (1) est réputé régler une dette ou une réclamation d'un tel créancier ou actionnaire.

**35.4(3)** Le ministre des Finances et du Conseil du Trésor doit verser, sur le Fonds consolidé, une somme égale à celle qu'il a reçue en vertu du présent article, à toute personne qui établit, à tout moment, y avoir droit.

2003, ch. 15, art. 3; 2019, ch. 29, art. 32; 2023, ch. 17, art. 36

### **Vesting of property of company in Crown and effect of revival**

**35.5(1)** Subject to section 35.3 and section 35.4, property of a company that has not been disposed of at the date of its dissolution vests in the Crown in right of the Province.

**35.5(2)** If a company is revived under section 35.1, any property other than money that vested in the Crown pursuant to subsection (1) and that has not been disposed of shall be returned to the company and there shall be paid to the company out of the Consolidated Fund

(a) an amount equal to any money received by the Crown pursuant to subsection (1), and

(b) where property other than money vested in the Crown pursuant to subsection (1) and that property has been disposed of, an amount equal to the lesser of

(i) the value of any such property at the date it vested in the Crown, and

(ii) the amount realized by the Crown from the disposition of that property.

**35.5(3)** If a company is revived under section 35.1, any property other than money to be returned to the company in accordance with subsection (2) shall vest in the company without any deed, bill of sale or other document from the Crown or any action by the Crown.

2003, c.15, s.3; 2023, c.17, s.36

### **GENERAL POWERS AND DUTIES OF THE COMPANY**

#### **Powers in letters patent**

**36** All powers given to the company by letters patent or supplementary letters patent shall be exercised subject to the provisions and restrictions contained in this Act.

R.S., c.33, s.35

#### **Pre-incorporation rights**

**37** The company is forthwith, upon incorporation under this Act, vested with all property and rights, real and personal, theretofore held by it or for it under any trust created with a view to its incorporation, and with all the

### **Dévolution des biens de la compagnie à la Couronne et effets de la reconstitution**

**35.5(1)** Sous réserve de l'article 35.3 et de l'article 35.4, les biens d'une compagnie dont il n'a pas été disposé à la date de sa dissolution, sont dévolus à la Couronne du chef de la province.

**35.5(2)** Les biens dévolus à la Couronne conformément au paragraphe (1) et dont il n'a pas été disposé, à l'exclusion des sommes d'argent, doivent être restitués à la compagnie lorsqu'elle est reconstituée en vertu de l'article 35.1; lui sont également versées, sur le Fonds consolidé :

a) une somme égale à celles qu'a reçues la Couronne conformément au paragraphe (1);

b) en cas de disposition de biens autres qu'en argent dévolus à la Couronne conformément au paragraphe (1), une somme égale au moins élevé des montants suivants, à savoir :

(i) la valeur de ces biens à la date de leur dévolution à la Couronne,

(ii) le produit réalisé par la Couronne lors de cette disposition.

**35.5(3)** Lorsqu'une compagnie est reconstituée en vertu de l'article 35.1, les biens à restituer à la compagnie conformément au paragraphe (2), à l'exclusion des sommes d'argent, lui sont dévolus sans acte de transfert, acte de vente ou autre document de la Couronne ni la prise de mesures par la Couronne.

2003, ch. 15, art. 3; 2023, ch. 17, art. 36

### **POUVOIRS ET DEVOIRS GÉNÉRAUX DE LA COMPAGNIE**

#### **Pouvoirs conférés par lettres patentes**

**36** Tous les pouvoirs conférés à la compagnie par lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires sont exercés sous réserve des dispositions et restrictions contenues dans la présente loi.

S.R., ch. 33, art. 35

#### **Droits avant la constitution**

**37** Dès sa constitution en corporation en application de la présente loi, la compagnie est immédiatement saisie de tous biens et droits, réels et personnels, jusque-là détenus pour ou par elle aux termes d'une fiducie établie

powers, privileges and immunities, requisite or incidental to the carrying on of its undertaking, as if it was incorporated by a special Act embodying the provisions of this Act, and of the letters patent and supplementary letters patent issued to such company.

R.S., c.33, s.36; 1983, c.19, s.3

### Loans to shareholders

**38(1)** A company shall not make a loan to any of its shareholders or directors or give whether directly or indirectly, and whether by means of a loan, guarantee, the provision of security or otherwise, any financial assistance for the purpose of, or in connection with, a purchase made or to be made by any person of any shares in the company; but nothing in this section shall be taken to prohibit

(a) the lending of money by the company to its shareholders, other than directors, in the ordinary course of its business where the lending of money is part of the ordinary business of the company,

(b) the making by a company of loans to persons, other than directors, *bona fide* in the employment of the company with a view to enabling or assisting those persons to purchase or erect dwelling houses for their own occupation; and the company may take, from such employees, mortgages or other securities for the repayment of such loans,

(c) the provision by a company, in accordance with any scheme for the time being in force, of money for the purchase by trustees of fully paid shares in the capital stock of the company, to be held by or for the benefit of employees of the company, including any director holding a salaried employment or office in the company,

(d) the making by a company of loans to persons, other than directors, *bona fide* in the employment of the company with a view to enabling those persons to purchase fully paid shares in the capital stock of the company, to be held by themselves by way of beneficial ownership, or

en vue de sa constitution en corporation, ainsi que de tous les pouvoirs, privilèges et immunités, nécessaires ou inhérents au fonctionnement de son entreprise, comme si elle était constituée en corporation par une loi spéciale contenant les dispositions de la présente loi, et celles des lettres patentes et lettres patentes supplémentaires délivrées à cette compagnie.

S.R., ch. 33, art. 36; 1983, ch. 19, art. 3

### Prêts aux actionnaires

**38(1)** Une compagnie ne doit faire un prêt à aucun de ses actionnaires ou administrateurs, ni donner directement ou indirectement, soit par le moyen de prêt, garantie, nantissement, soit autrement, une aide financière aux fins ou à l'égard d'un achat d'actions de la compagnie effectué ou à effectuer par qui que ce soit; mais rien au présent article n'est réputé interdire

a) le prêt d'une somme d'argent par la compagnie à ses actionnaires, autres que des administrateurs, dans le cours ordinaire de ses activités lorsque ce prêt fait partie des activités ordinaires de la compagnie,

b) l'octroi, par une compagnie, de prêts à des personnes, autres que les administrateurs, régulièrement à l'emploi de la compagnie en vue de permettre à ces personnes d'acheter ou de construire, ou de les aider à acheter ou à construire des maisons d'habitation qu'elles occuperont elles-mêmes; et la compagnie peut accepter, de la part de ces employés, des hypothèques ou autres garanties concernant le remboursement de ces prêts,

c) la prestation d'argent par une compagnie, conformément à tout projet alors en vigueur, en vue de l'achat par les fiduciaires d'actions intégralement libérées du capital social de la compagnie, que les employés de la compagnie détiendraient ou qui seraient détenus à leur profit, y compris tout administrateur occupant un emploi ou une charge rémunérée dans la compagnie,

d) l'octroi, par une compagnie, de prêts à des personnes, autres que les administrateurs régulièrement à l'emploi de la compagnie en vue de permettre à ces personnes d'acheter des actions intégralement libérées du capital social de la compagnie, qu'elles détiendraient elles-mêmes comme propriétaires à titre de bénéficiaires, ni

(e) the making by a private company of a loan to a shareholder or director, with a view to enabling him to purchase shares in the capital stock of the company held by an existing shareholder or by a person entitled thereto by reason of the death or bankruptcy of a shareholder.

**38(2)** For the purpose of this section “private company” means a company as to which by letters patent or supplementary letters patent

(a) the right to transfer its shares is restricted,

(b) the number of its shareholders is limited to fifty, not including persons who are in the employment of the company and persons who, having been formerly in the employment of the company, were, while in that employment, and have continued after the determination of that employment to be shareholders of the company, two or more persons holding one or more shares jointly being counted as a single shareholder, and

(c) any invitation to the public to subscribe for any shares, bonds or debentures of the company is prohibited.

**38(3)** The powers under paragraphs (1)(c), (d), and (e) may be exercised by by-law.

R.S., c.33, s.37; 1983, c.19, s.4

## HEAD OFFICE - MEETINGS

### Head Office and shareholders meetings

**39(1)** The company shall at all times have its head office at a stated place in the Province, which shall be the legal domicile of the company in New Brunswick; the company may establish such other offices and agencies elsewhere as it deems expedient.

**39(2)** If, in the application for letters patent or supplementary letters patent, permission is sought to hold meetings, either annual or special or both, of the shareholders of the company outside the Province, such permission may be granted in the discretion of the Director, but the head office of the Company shall, notwithstanding such permission, be located within the Province.

**39(3)** If, in the application for letters patent or supplementary letters patent, permission is sought by the applicants, and the Director, by reason of the circumstances

e) l’octroi, par une compagnie privée, d’un prêt à un actionnaire ou un administrateur, en vue de lui permettre d’acquérir des actions du capital social de la compagnie, détenues par un actionnaire actuel ou par une personne y ayant droit en raison du décès ou de la faillite d’un actionnaire.

**38(2)** Aux fins du présent article, « compagnie privée » désigne une compagnie à l’égard de laquelle, en vertu de lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires,

a) le droit de céder ses actions est limité,

b) le nombre de ses actionnaires est limité à cinquante, non compris les personnes qui sont à l’emploi de la compagnie ni les personnes qui, ayant été anciennement à l’emploi de la compagnie, étaient, durant cet emploi, et ont continué après cet emploi à être des actionnaires de la compagnie, deux ou plusieurs personnes détenant une ou plusieurs actions conjointement étant considérées comme un seul actionnaire, et

c) il est interdit d’inviter le public à souscrire à des actions ou obligations ou débetures.

**38(3)** Les pouvoirs en application des alinéas (1)c), d) et e) peuvent être exercés par règlement.

S.R., ch. 33, art. 37; 1983, ch. 19, art. 4

## SIÈGE SOCIAL - ASSEMBLÉES

### Siège social et assemblées des actionnaires

**39(1)** La compagnie doit toujours avoir son siège social dans une localité déterminée dans la province, qui est le domicile légal de la compagnie au Nouveau-Brunswick; la compagnie peut établir ailleurs les autres bureaux et agences qu’elle juge utiles.

**39(2)** Si, dans la demande de lettres patentes ou de lettres patentes supplémentaires, l’autorisation est sollicitée de tenir, en dehors de la province, des assemblées annuelles ou extraordinaires ou les deux des actionnaires de la compagnie, l’autorisation peut être accordée à la discrétion du Directeur, mais, nonobstant l’autorisation, le siège social de la compagnie doit être situé dans la province.

**39(3)** Si, dans la demande de lettres patentes ou de lettres patentes supplémentaires, l’autorisation est sollicitée par les requérants, et si, en raison des circonstances ex-

set forth in such application, deems it expedient so to do, he may by the letters patent or supplementary letters patent grant permission to the company to hold meetings of the directors outside the Province.

**39(4)** A company incorporated by Act of Assembly has the right by law to change the location of its head office in the Province as fully as if the same had been incorporated by letters patent so long as the head office is not located outside the limits of the Province.

**39(5)** The seal of the company shall be kept at its head office, but a duplicate seal or seals of the company may be authorized by by-law to be kept and used elsewhere.

**39(6)** Unless the letters patent otherwise provide, the directors of a company may change the place or address of the company's head office.

**39(7)** Repealed: 2002, c.15, s.16

**39(8)** A company shall file with the Director, within fifteen days after any change in the place or address of its head office, a notice in the prescribed form.

R.S., c.33, s.38; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 1981, c.12, s.8; 2002, c.15, s.16; 2002, c.29, s.3

### **Deeds without company seal**

**40** Every deed that any person, lawfully empowered as its attorney in that behalf by the company, signs on behalf of the company and seals with his seal, is binding on the company, and has the same effect as if it was under the seal of the company.

R.S., c.33, s.39

### **Acts and contracts of agents of company**

**41(1)** Every contract, engagement or bargain made, and every bill of exchange drawn, accepted or endorsed, and every promissory note and cheque made, drawn or endorsed on behalf of the company by any agent, officer or servant of the company within the apparent scope of his authority as such agent, officer or servant is binding upon the company.

posées dans la demande, le Directeur le juge à propos, il peut par lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires accorder à la compagnie l'autorisation de tenir les réunions des administrateurs en dehors de la province.

**39(4)** Une compagnie constituée en corporation par une loi de l'Assemblée a le plein droit de changer la situation géographique de son siège social dans la province comme elle l'aurait eu si elle avait été constituée en corporation par lettres patentes pourvu que le siège social ne soit pas situé en dehors de la province.

**39(5)** Le sceau de la compagnie doit être conservé au siège social, mais le règlement peut donner l'autorisation de conserver et d'utiliser ailleurs un double ou des doubles du sceau de la compagnie.

**39(6)** Sauf dispositions contraires dans les lettres patentes, les administrateurs d'une compagnie peuvent changer la localité ou l'adresse du siège social de la compagnie.

**39(7)** Abrogé : 2002, ch. 15, art. 16

**39(8)** Une compagnie doit, dans les quinze jours qui suivent tout changement de la localité ou de l'adresse de son siège social, déposer auprès du Directeur un avis en la forme prescrite.

S.R., ch. 33, art. 38; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 1981, ch. 12, art. 8; 2002, ch. 15, art. 16; 2002, ch. 29, art. 3

### **Actes sans le sceau de la compagnie**

**40** Tout acte qu'une personne, légalement autorisée à cet effet en tant que fondé de pouvoir de la compagnie, signe au nom de la compagnie et scelle de son sceau, lie la compagnie, et produit l'effet qu'il aurait effectivement produit s'il avait été signé sous le sceau de la compagnie.

S.R., ch. 33, art. 39

### **Actes et contrats des agents de la compagnie**

**41(1)** Tout contrat, engagement ou marché conclus, toute lettre de change tirée, acceptée ou endossée et tout billet à ordre et chèque souscrit, tiré ou endossé au nom de la compagnie, par ses agents, ses dirigeants ou préposés, dans le cadre apparent de leur autorité comme agents, dirigeants ou préposés, lie la compagnie.

**41(2)** It is not necessary in any case to have the seal of the company affixed to any such contract, agreement, engagement, bargain, bill of exchange, promissory note or cheque, or to prove that the same was made, drawn, accepted or endorsed, as the case may be, in pursuance of any by-law or special vote or order.

**41(3)** No person acting as such agent, officer or servant of the company is thereby subjected individually to any liability whatever to any third person.

R.S., c.33, s.40

### **Name of company**

**42** The company shall have its name, which shall include the word “Limited” or “Limitée” or the abbreviation “Ltd.” or “Ltée”, and in the case of a non-trading company the word “Incorporated” or “Incorporée” or the abbreviation “Inc.”, mentioned in all notices, advertisements and other official publications of the company, and in all bills of exchange, promissory notes, endorsements, cheques and orders for money or goods, purporting to be signed by or on behalf of the company, and in all bills of parcels, invoices and receipts of the company.

R.S., c.33, s.41; 2002, c.15, s.17

### **Name of company – company incorporated under laws of New Brunswick**

**42.1(1)** Notwithstanding section 42, a company incorporated under the laws of New Brunswick shall carry on business using its proper corporate name or any name that it has registered under the *Partnerships and Business Names Registration Act*.

**42.1(2)** Repealed: 2008, c.11, s.8

1976, c.20, s.1; 1981, c.12, s.9; 1985, c.4, s.12; 2008, c.11, s.8

### **Supplementary letters patent**

**43** A company incorporated by letters patent or by special Act may, by by-law approved by the votes of shareholders representing at least two-thirds of the votes cast at a special general meeting of the company duly called for considering the same, authorize the directors to apply for supplementary letters patent

**41(2)** Il n'est jamais nécessaire d'apposer le sceau de la compagnie à ces contrats, conventions, engagements, marchés, lettres de change, billets à ordre ou chèques, ni de prouver qu'ils ont été faits, tirés, acceptés ou endossés, selon le cas, conformément à un règlement, un vote spécial ou une ordonnance.

**41(3)** La personne qui agit en qualité d'agent, de dirigeant ou de préposé de la compagnie ne contracte, de ce fait, aucune responsabilité personnelle envers les tiers.

S.R., ch. 33, art. 40

### **Nom ou raison sociale de la compagnie**

**42** La compagnie doit avoir son nom, lequel doit inclure le mot « Limitée » ou « Limited » ou son abréviation « Ltée » ou « Ltd. », et dans le cas d'une compagnie non commerciale le mot « Incorporée » ou « Incorporated » ou l'abréviation « Inc. », mentionné dans tous les avis, toutes les annonces ou autres publications officielles de la compagnie, et dans toutes les lettres de change, tous les billets à ordres, endossements, chèques et mandats ou toutes les commandes réputés avoir été signés par la compagnie ou en son nom et dans toutes les factures et tous les reçus de la compagnie.

S.R., ch. 33, art. 41; 2002, ch. 15, art. 17

### **Nom ou raison sociale – compagnie constituée en corporation en vertu des lois de la province**

**42.1(1)** Nonobstant l'article 42, une compagnie constituée en corporation en vertu des lois du Nouveau-Brunswick doit exercer son activité sous sa raison sociale ou sous l'appellation qu'elle a fait enregistrer en application de la *Loi sur l'enregistrement des sociétés en nom collectif et des raisons sociales*.

**42.1(2)** Abrogé : 2008, ch. 11, art. 8

1976, ch. 20, art. 1; 1981, ch. 12, art. 9; 1985, ch. 4, art. 12; 2008, ch. 11, art. 8

### **Lettres patentes supplémentaires**

**43** Une compagnie constituée en corporation par lettres patentes ou par une loi spéciale peut, par règlement approuvé par les votes des actionnaires représentant au moins deux tiers des voix émises lors d'une assemblée générale extraordinaire de la compagnie dûment convoquée pour en délibérer, autoriser les administrateurs à demander des lettres patentes supplémentaires

(a) extending the powers of the company to such further or other purposes or objects for which a company may be incorporated under this Act,

(b) reducing, limiting, amending or varying such powers or any other provision of the letters patent or the supplementary letters patent issued to the company as are defined in such by-law,

(c) granting permission to hold shareholders' or directors' meetings outside the Province, or

(d) converting it into a company for which incorporation may be granted under section 18,

but this section applies only to a company incorporated for purposes or objects for which a company may be incorporated under this Act.

R.S., c.33, s.42; 1954, c.28, s.5, 6

#### **Application for supplementary letters patent**

**44** The directors may, at any time within six months after the passing of any such by-law, make application to the Director for the issue of such supplementary letters patent.

R.S., c.33, s.43; O.C.64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.29, s.3

#### **Content of application for supplementary letters patent**

**45** Before such supplementary letters patent are issued, the applicants shall, if required by the Director, establish to the satisfaction of the Director the due passing of the by-law authorizing the application, and for that purpose the Director shall take any requisite evidence in writing, by oath or affirmation, or by statutory declaration under the *Evidence Act*, and shall keep of record any such evidence so taken.

R.S., c.33, s.44; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.15, s.18; 2002, c.29, s.3

#### **Publication of supplementary letters patent**

**46(1)** Upon the due passing of such by-law being so established, the Director may grant supplementary letters patent, extending the powers of the company to all or

a) en vue d'ajouter aux pouvoirs de la compagnie des buts ou objets nouveaux ou autres pour lesquels une compagnie peut être constituée en corporation en application de la présente loi,

b) en vue de réduire, limiter, modifier ou varier les pouvoirs ou toute autre disposition des lettres patentes ou des lettres patentes supplémentaires délivrées à la compagnie tels qu'ils sont définis dans ce règlement,

c) en vue d'accorder l'autorisation de tenir des assemblées d'actionnaires ou d'administrateurs en dehors de la province, ou

d) en vue de la transformer en une compagnie pour laquelle la constitution en corporation peut être accordée en application de l'article 18,

mais le présent article ne s'applique qu'à une compagnie constituée en corporation aux fins pour lesquelles une compagnie peut être constituée en corporation en application de la présente loi.

S.R., ch. 33, art. 42; 1954, ch. 28, art. 5, 6

#### **Demande de lettres patentes supplémentaires**

**44** Les administrateurs peuvent, à n'importe quel moment dans les six mois de l'adoption d'un règlement semblable, adresser une demande au Directeur pour obtenir la délivrance de lettres patentes supplémentaires.

S.R., ch. 33, art. 43; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 29, art. 3

#### **Demande des lettres patentes supplémentaires**

**45** Avant la délivrance des lettres patentes supplémentaires, les requérants doivent, si le Directeur l'exige, démontrer d'une façon jugée satisfaisante par le Directeur qu'un règlement a été adopté autorisant la demande, et à cette fin le Directeur recueille les preuves nécessaires fournies par écrit, sous serment ou au moyen d'une affirmation, ou par une déclaration solennelle en application de la *Loi sur la preuve* et conserve un dossier de la preuve ainsi reçue.

S.R., ch. 33, art. 44; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 15, art. 18; 2002, ch. 29, art. 3

#### **Publication des lettres patentes supplémentaires**

**46(1)** L'adoption régulière du règlement étant ainsi établie, le Directeur peut accorder des lettres patentes supplémentaires, en vue d'ajouter aux pouvoirs de la



any of the objects or reducing, limiting, amending or varying such powers or any provisions of the letters patent or supplementary letters patent as are defined in the by-law, or granting permission to hold shareholders' or directors' meetings outside the Province; and notice thereof in the form prescribed by regulation shall be forthwith published by the Director in *The Royal Gazette*, and the cost of such publication shall be paid by the applicants.

**46(2)** From the date of the supplementary letters patent, the undertaking of the company extends to and includes the further or other purposes or objects set out in the supplementary letters patent as fully as if such further or other purposes or objects were mentioned in the original letters patent.

R.S., c.33, s.45; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.29, s.3

#### **Confirmation of by-law to change supplementary letters patent**

**47** No by-law that has the effect of increasing or decreasing the capital of the company, or otherwise varying any term or provision of letters patent or supplementary letters patent of the company, is valid or shall be acted upon until confirmed by supplementary letters patent.

R.S., c.33, s.46

#### **Compromise between company and shareholders**

**48(1)** Where a compromise or arrangement is proposed between a company and its shareholders, or any class of them, affecting the rights of shareholders or any class of them under the company's letters patent or supplementary letters patent or by-laws, a judge of the Court may on application in a summary way of the company or of any shareholder order a meeting of the shareholders of the company or of any class of shareholders, as the case may be, to be summoned in the manner that the judge directs.

**48(2)** If the shareholders or class of shareholders, as the case may be, present in person or by proxy at the meeting, by three-fourths of the shares of each class represented and voted agree to the compromise or arrangement either as proposed or as altered or modified at such meeting called for the purpose, the compromise or arrangement may be sanctioned by a judge as aforesaid, and if so sanctioned the compromise or arrangement and any reduction or increase of share capital and any provi-

compagnie tous les objets quels qu'ils soient, de réduire, limiter, modifier ou varier ces pouvoirs ou toutes dispositions des lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires tels qu'ils sont définis dans le règlement, ou d'accorder l'autorisation de tenir des assemblées d'actionnaires ou d'administrateurs en dehors de la province; et un avis doit en être publié sans délai par le Directeur dans la *Gazette royale*, les frais de la publication devant être couverts par les requérants.

**46(2)** À partir de la date des lettres patentes supplémentaires, l'entreprise de la compagnie s'étend aux buts ou objets nouveaux ou autres exposés dans les lettres patentes supplémentaires et les comprend de façon aussi complète que si ces buts ou objets nouveaux ou autres étaient mentionnés dans les lettres patentes originales.

S.R., ch. 33, art. 45; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 29, art. 3

#### **Règlement modifiant les lettres patentes**

**47** Un règlement qui a pour effet d'augmenter ou de diminuer le capital de la compagnie, ou de modifier autrement une clause ou une disposition des lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires de la compagnie, ne peut être valide ni mis à exécution à moins d'être confirmé par lettres patentes supplémentaires.

S.R., ch. 33, art. 46

#### **Compromis entre la compagnie et les actionnaires**

**48(1)** Lorsqu'un compromis ou un arrangement est proposé entre une compagnie et ses actionnaires, ou une catégorie d'entre eux, portant atteinte aux droits des actionnaires ou d'une catégorie d'actionnaires en vertu des lettres patentes, lettres patentes supplémentaires ou règlements de la compagnie, un juge de la Cour peut sur une demande sommaire de la compagnie ou d'un actionnaire ordonner la tenue d'une assemblée des actionnaires de la compagnie ou d'une catégorie d'actionnaires, selon le cas, laquelle doit être convoquée de la façon déterminée par le juge.

**48(2)** Si les actionnaires ou une catégorie d'actionnaires, selon le cas, présents à l'assemblée en personne ou par fondé de pouvoir, consentent, par le vote des trois quarts des actions de chaque catégorie représentée, au compromis ou arrangement tel qu'il a été proposé ou tel qu'il a été changé ou modifié à l'assemblée convoquée à cette fin, le compromis ou arrangement peut être sanctionné par un juge comme il est dit plus haut, et s'il est ainsi sanctionné, le compromis ou l'arrangement et toute

sion for the allotment or disposition thereof by sale or otherwise as therein set forth, may be confirmed by supplementary letters patent, which are binding on the company and the shareholders or class of shareholders, as the case may be.

**48(3)** Where at the meeting called as hereinbefore provided dissentient votes are cast by shareholders of one or more classes affected, and where, notwithstanding such dissentient votes, the compromise or arrangement is agreed to by the holders by three-fourths of each class represented, it is necessary, unless the judge in his discretion otherwise orders, that the company notify each dissentient shareholder in the manner prescribed by the judge of the time and place when application will be made to the judge for the sanction of the compromise or arrangement.

**48(4)** The expression “arrangement” as used in this section shall be construed as extending to any reorganization of the share capital of the company including, without limiting the foregoing, the consolidation of shares of different classes, the division of shares of different classes, the conversion of shares into shares of another class or classes and the modification of the provisions attaching to shares of any class or classes and as including an amalgamation or reconstruction as herein-after defined which expression “amalgamation or reconstruction” means an arrangement pursuant to which a company, in this subsection called “the transferor company,” transfers or sells or proposes to transfer or sell to any other company, in this subsection called “the transferee company”, the whole or a substantial part of the business and assets of the transferor company for a consideration consisting in whole or in part of shares, debentures or other securities of the transferee company and either, any part of such consideration is proposed to be distributed among shareholders of the transferor company of any class, or the transferor company proposes to cease carrying on the business or part of its business so sold or transferred or proposed to be sold and transferred.

**48(5)** This section shall be construed as enabling only.  
R.S., c.33, s.47; 1979, c.41, s.20

réduction ou augmentation du capital social et toute disposition concernant sa répartition et sa transmission par la vente ou autrement, comme il y est convenu, peuvent être confirmés par lettres patentes supplémentaires, lesquels lient, selon le cas, soit la compagnie et les actionnaires soit une catégorie d'actionnaires.

**48(3)** Lorsque, lors d'une assemblée convoquée ainsi qu'il est prévu ci-devant, des votes dissidents sont émis par des actionnaires d'une ou plusieurs catégories lésées, et lorsque, nonobstant les votes dissidents, le compromis ou l'arrangement est approuvé par les détenteurs d'au moins trois quarts de chaque catégorie représentée, il faut, à moins que le juge à sa discrétion n'en décide autrement, que la compagnie informe chaque actionnaire dissident, de la manière prescrite par le juge, du moment et de l'endroit où une demande sera faite au juge en vue de la sanction du compromis ou de l'arrangement.

**48(4)** L'expression « arrangement » employée dans le présent article doit s'interpréter comme s'étendant à toute réorganisation du capital social de la compagnie, y compris, sans restreindre les dispositions qui précèdent, la consolidation d'actions de différentes catégories, le partage d'actions de différentes catégories, la conversion d'actions en actions d'une autre catégorie ou d'autres catégories et la modification des dispositions se rattachant à une catégorie ou à des catégories d'actions et comme comprenant un fusionnement ou une reconstitution définie ci-après, laquelle expression « fusionnement ou reconstitution » signifie un arrangement en conformité duquel une compagnie, appelée dans le présent paragraphe « la compagnie cédante », cède ou vend ou offre de céder ou vendre à une autre compagnie, appelée dans le présent paragraphe « compagnie cessionnaire », l'ensemble ou une partie importante de l'entreprise et de l'actif de la compagnie cédante moyennant une contrepartie qui consiste, en tout ou en partie, d'actions, d'obligations ou d'autres valeurs de la compagnie cessionnaire, soit qu'une partie de la contrepartie doive être distribuée parmi les actionnaires d'une catégorie de la compagnie cédante, soit que la compagnie cédante projette de cesser d'exploiter la totalité ou une partie de l'entreprise qu'elle a ainsi vendue ou cédée ou qu'elle projette de vendre et de céder.

**48(5)** Le présent article doit être interprété comme établissant une habilité uniquement.

S.R., ch. 33, art. 47; 1979, ch. 41, art. 20

## LIABILITY OF SHAREHOLDERS

### Liability of shareholders

**49(1)** The shareholders of the company as such are not responsible for any act, default or liability of the company, or for any engagement, claim, payment, loss, injury, transaction, matter or thing relating to or connected with the company.

**49(2)** The liability of a shareholder in respect of any share held by him in the company, in respect of which he is liable as a shareholder, is limited

(a) in the case of a share with nominal or par value to the amount unpaid thereon;

(b) in the case of a share without nominal or par value to the amount of the consideration for which the share was issued by the company that is unpaid thereon.

R.S., c.33, s.48

### Liability of shareholders to creditors

**50(1)** Every shareholder, until the balance of the amount at which his shares were issued is paid up, is individually liable to the creditors of the company to an amount equal to that not paid thereon; but he is not liable to an action therefor by any creditor until the creditor has obtained and enforced judgment against the company and the judgment is not wholly satisfied.

**50(2)** The unsatisfied amount of the judgment against the company, not exceeding the amount unpaid on his shares, as aforesaid, is the amount recoverable, with costs, from such shareholder.

**50(3)** Any amount so recoverable, if paid by the shareholder, shall be considered as paid on his shares.

R.S., c.33, s.49; 2013, c.32, s.6

### Action by creditors

**51** A shareholder may plead by way of defence in whole or in part to any action by a creditor under section 50 any set-off that he can set up against the company, except a claim for unpaid dividends, or a salary or allowance as president or director of the company.

R.S., c.33, s.50

## RESPONSABILITÉ DES ACTIONNAIRES

### Responsabilité des actionnaires

**49(1)** Les actionnaires de la compagnie ne sont pas responsables, à ce titre, des actes, manquements ou obligations de la compagnie, ni des engagements, réclamations, paiements, pertes, dommages, négociations ou autres affaires se rapportant à la compagnie ou s'y rattachant.

**49(2)** La responsabilité d'un actionnaire relativement à une action qu'il détient dans la compagnie, et dont il est responsable comme actionnaire, est restreinte

a) dans le cas d'une action d'une valeur nominale ou au pair, au montant impayé sur cette action;

b) dans le cas d'une action sans valeur nominale ou valeur au pair, au montant impayé de la contrepartie pour laquelle l'action a été émise par la compagnie.

S.R., ch. 33, art. 48

### Responsabilité envers les créanciers

**50(1)** Tout actionnaire, jusqu'à ce que le solde du montant des actions qui lui ont été émises soit versé, est personnellement responsable envers les créanciers de la compagnie d'un montant égal à celui qui reste impayé; mais il ne peut être, pour cette raison, exposé à des poursuites intentées par un créancier sauf si le créancier a obtenu et exécuté un jugement contre la compagnie et que le jugement n'est pas complètement satisfait.

**50(2)** Le montant insatisfait du jugement contre la compagnie, n'excédant pas le montant impayé sur ses actions, comme il est dit plus haut, est le montant recouvrable de cet actionnaire plus les dépens.

**50(3)** Tout montant ainsi recouvrable, s'il est payé par l'actionnaire, doit être considéré comme payé sur ses actions.

S.R., ch. 33, art. 49; 2013, ch. 32, art. 6

### Action intentée par les créanciers

**51** Un actionnaire peut invoquer, comme moyen de défense en tout ou en partie dans une action intentée par un créancier en application de l'article 50, une compensation qu'il peut opposer à la compagnie, à l'exception d'une réclamation de dividendes impayés, un salaire ou

une rémunération en tant que président ou administrateur de la compagnie.

S.R., ch. 33, art. 50

### **Liability of executor, trustee, or guardian**

**52(1)** No person, holding stock in the company as an executor, tutor, curator, guardian or trustee of or for any person named in the books of the company as being so represented by him, is personally subject to liability as a shareholder; but the estate and funds in the hands of such person are liable in like manner, and to the same extent, as the testator or intestate would be if living, or the minor, ward or interdicted person, or the person interested in the trust fund would be if competent to act and holding the stock in his own name.

**52(2)** No person holding such stock as collateral security is personally subject to such liability, but the person pledging the stock shall be considered for the purpose of such liability as holding the same and is liable as a shareholder accordingly.

R.S., c.33, s.51

### **Voting of shares by executor, trustee, or pledgee**

**53** Every such executor, curator, guardian or trustee shall represent the stock held by him at all meetings of the company and may vote as a shareholder; and every person who pledges his stock may represent the same at all such meetings, and, notwithstanding such pledge, vote as a shareholder.

R.S., c.33, s.52

## **PROSPECTUS**

### **Contents of prospectus**

**54(1)** Every prospectus of the company, and every notice inviting persons to subscribe for shares in the company, shall contain

- (a) the name and location of the company,
- (b) a statement showing in full detail the plan upon which the company proposes to transact business,
- (c) a copy of, or reference to, all contracts that the company proposes to make or has made with its subscribers or promoters or with any director, and

### **Responsabilité du fiduciaire ou curateur**

**52(1)** Nulle personne, détentrice d'actions de la compagnie en qualité d'exécuteur testamentaire, tuteur, curateur, gardien ou fiduciaire d'une personne mentionnée dans les registres de la compagnie comme étant ainsi représentée par elle, n'est personnellement sujette, en tant qu'actionnaire, à quelque responsabilité que ce soit; mais les biens et les fonds en sa possession en répondent de la même manière et au même degré qu'en répondraient le testateur ou l'intestat s'il était vivant, le mineur, le pupille ou l'interdit ou le bénéficiaire du fonds en fiducie s'il était capable d'agir et détenait les actions en son nom propre.

**52(2)** Nulle personne détenant des actions à titre de nantissement subsidiaire n'est personnellement sujette à cette responsabilité, mais la personne qui donne en gage les actions est considérée, aux fins de cette responsabilité, comme la détentrice de ces actions et en conséquence elle est responsable comme actionnaire.

S.R., ch. 33, art. 51

### **Droit de vote des fiduciaires, gagistes, etc**

**53** Tout exécuteur testamentaire, curateur, tuteur ou fiduciaire semblable représente les actions qu'il détient à toutes les assemblées de la compagnie et peut voter comme actionnaire; et toute personne qui donne en gage ses actions peut les représenter à toutes les assemblées, et, bien que celles-ci soient mises en gage elle peut voter comme actionnaire.

S.R., ch. 33, art. 52

## **PROSPECTUS**

### **Contenu du prospectus**

**54(1)** Tout prospectus de la compagnie et tout avis invitant des personnes à souscrire à des actions de la compagnie, doivent contenir

- a) le nom et la situation de la compagnie,
- b) un exposé détaillé des méthodes selon lesquelles la compagnie projette de faire des affaires,
- c) une copie ou une mention de tous les contrats que la compagnie se propose de passer ou qu'elle a passés

(d) an itemized account of the financial condition and of the assets and liabilities of the company.

**54(2)** Every such prospectus or notice that does not comply with this section shall, with respect to any person who takes shares in the company on the faith of such prospectus or notice, be deemed fraudulent on the part of the officers of the company who issue such prospectus or notice.

R.S., c.33, s.53

## CAPITAL STOCK

### Transfer of shares

**55(1)** The stock of the company is personal estate and is transferable on the books of the company in the manner and subject to all the conditions and restrictions prescribed by this Act, the special Act or by the letters patent or supplementary letters patent or by the by-laws of the company.

**55(2)** Nothing herein shall be construed to prevent the seizure and sale of any such stock under the *Enforcement of Money Judgments Act*.

R.S., c.33, s.55; 2002, c.15, s.19; 2013, c.32, s.6

### Allotment of shares

**56** In so far as the stock of the company or any increased amount thereof is not allotted by the letters patent or the supplementary letters patent and where no other definite provision is made by the letters patent or supplementary letters patent the stock shall be allotted at such times and in such manner as the directors by by-law prescribe.

R.S., c.33, s.56

### Issue of shares

**57(1)** A by-law authorizing the issue or allotment of any portion of the unissued stock of the company for the payment of the president or any director is valid if the by-law has been confirmed at an annual meeting or a general meeting duly called for the purpose.

avec ses souscripteurs ou promoteurs ou avec n'importe quel administrateur, et

d) un compte détaillé de l'état financier et de l'actif et du passif de la compagnie.

**54(2)** Tout prospectus ou avis semblable qui ne se conforme pas aux dispositions du présent article, relativement à une personne qui prend des actions de la compagnie sur la foi de ce prospectus ou avis, doit être considéré comme frauduleux de la part des dirigeants de la compagnie qui mettent en circulation le prospectus ou l'avis.

S.R., ch. 33, art. 53

## CAPITAL SOCIAL

### Transfert des actions

**55(1)** Les actions de la compagnie sont des biens personnels et sont transférables aux registres de la compagnie de la manière et sous réserve des conditions et restrictions prescrites par la présente loi, la loi spéciale, les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires ou par les règlements de la compagnie.

**55(2)** Aucune disposition ne doit être interprétée ici de façon à empêcher la saisie et la vente d'actions semblables en vertu de la *Loi sur l'exécution forcée des jugements pécuniaires*.

S.R., ch. 33, art. 55; 2002, ch. 15, art. 19; 2013, ch. 32, art. 6

### Répartition des actions

**56** Dans la mesure où le capital social de la compagnie ou toute augmentation du montant de ce capital les actions créées par suite de toute augmentation de son capital ne sont pas réparties par les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires et lorsque les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires ne contiennent aucune disposition expresse à cet égard, les actions sont réparties aux époques et de la manière que les administrateurs ordonnent par règlement.

S.R., ch. 33, art. 56

### Émission d'actions

**57(1)** Un règlement autorisant l'émission et la répartition d'une partie des actions non émises de la compagnie pour le paiement du président ou de n'importe quel administrateur est valide s'il a été confirmé lors d'une assemblée générale dûment convoquée à cette fin.

**57(2)** A by-law authorizing the issue, allotment or sale of any part of the unissued stock of the company to a dealer registered under the *Securities Act* at a discount is valid if the by-law has been confirmed at an annual meeting or a general meeting of the shareholders duly called for the purpose, and if the amount of the discount has been approved by the Executive Director of Securities appointed under the *Financial and Consumer Services Act*.

R.S., c.33, s.57; 2004, c.S-5.5, s.221; 2006, c.E-9.18, s.94; 2013, c.31, s.6

### Creation of preferred or deferred shares

**58(1)** The directors of the company, where no provision is made by letters patent or supplementary letters patent for the creation of either preferred stock or deferred stock, may make by-laws

(a) for creating and issuing any part of the capital stock as preferred stock or deferred stock, giving the same such preference and priority with respect to dividends and in any other respect over ordinary stock or other classes of preferred stock or deferred stock, and also prescribing such restrictions with respect to voting rights and in any other respect as is by such by-law declared, and

(b) for the conversion of preference shares into common shares or any class of shares into any other class.

**58(2)** Such by-laws may provide that the holders of shares of such preferred or deferred stock have the right to select a certain stated proportion of the Board of Directors or may give them such other control or may so limit their control over the affairs of the company as is considered expedient or may provide for the purchase or redemption of such shares by the company as therein set out; but any term or provision of such by-laws; whereby the rights of holders of such shares are limited or restricted, shall be fully set out in the certificate of such shares, and in the event of any such limitations and restrictions not being so set out they shall not be deemed to qualify the rights of the holders thereof.

**58(3)** Unless preference shares or deferred shares are issued subject to redemption or conversion, they are not

**57(2)** Un règlement autorisant l'émission, la répartition ou la vente d'une partie des actions non émises de la compagnie à un courtier en valeurs mobilières inscrit aux termes de la *Loi sur les valeurs mobilières* au-dessous du prix courant est valide s'il a été confirmé lors d'une assemblée annuelle ou d'une assemblée générale des actionnaires dûment convoquée à cette fin, et si le montant du rabais a été approuvé par le directeur général des valeurs mobilières nommé en vertu de la *Loi sur la Commission des services financiers et des services aux consommateurs*.

S.R., ch. 33, art. 57; 2004, ch. S-5.5, art. 221; 2006, ch. E-9.18, art. 94; 2013, ch. 31, art. 6

### Création d'actions privilégiées ou différées

**58(1)** Les administrateurs de la compagnie peuvent, lorsque les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires ne prévoient aucune disposition pour la création d'actions privilégiées ou d'actions différées, faire des règlements visant

a) la création et l'émission de toute partie du capital social sous forme d'actions privilégiées ou d'actions différées, leur donnant la préférence et la priorité, en ce qui concerne les dividendes et à tout autre égard, sur des actions ordinaires ou d'autres catégories d'actions privilégiées ou d'actions différées, et imposant également des restrictions en ce qui concerne les droits de vote et à tout autre égard comme il est stipulé dans ce règlement, et

b) la conversion d'actions privilégiées en actions ordinaires ou de toute catégorie d'actions en toute autre catégorie.

**58(2)** Ces règlements peuvent prévoir que les détenteurs de ces actions privilégiées ou différées ont le droit de choisir un certain nombre déterminé d'administrateurs ou peuvent leur donner tel autre pouvoir ou peuvent limiter leur pouvoir sur les affaires de la compagnie dans la mesure qu'il peut paraître approprié ou peuvent prévoir l'achat ou le rachat de ces actions par la compagnie ainsi qu'il y est indiqué, mais toute clause ou disposition de ces règlements, par laquelle les droits des détenteurs de ces actions sont limités ou restreints, doit être énoncée intégralement dans le titre de ces actions, et dans le cas où ces limitations ou restrictions ne sont pas ainsi indiquées elles ne peuvent être considérées comme portant atteinte aux droits de leurs détenteurs.

**58(3)** À moins que les actions privilégiées ou les actions différées ne soient émises sous réserve de rachat ou

subject to redemption or conversion without the consent of the holders thereof.

**58(4)** No such by-law has any force or effect whatever until after it has been sanctioned by at least two-thirds of the votes cast at a special general meeting of the shareholders of the company duly called for considering the same, and been confirmed by supplementary letters patent.

R.S., c.33, s.58

### **Rights of preferred shares**

**59(1)** Holders of shares of preferred stock are shareholders within the meaning of this Act, and in all respects possess the rights and are subject to the liabilities of shareholders, but in respect of dividends, and in any other respect as authorized by this Act, they are, as against the ordinary shareholders, entitled to the preferences and rights and subject to the restrictions and limitations given by the letters patent or supplementary letters patent.

**59(2)** Where preference shares or deferred shares are issued subject to redemption, purchase for cancellation or conversion, they shall not be redeemed, purchased for cancellation or converted until they have been paid up in full.

**59(3)** Where preference shares are redeemed or purchased for cancellation by the company they are thereby cancelled, and the authorized and the issued capital of the company is thereby decreased.

R.S., c.33, s.59; 1954, c.28, s.7

### **Notice of redemptions of preferred shares**

**60(1)** Where a company, any of whose shares are issued subject to redemption, purchase for cancellation or conversion, applies for supplementary letters patent, no step shall be taken towards the issue of the supplementary letters patent until the company files with the application a notice under the hand of the secretary and the seal of the company setting out the number of shares that have been redeemed, purchased for cancellation or converted and the class or classes thereof into which the shares were converted, and the date thereof, since the issue of the letters patent, or of the last supplementary letters, if any, as the case may be.

de conversion, elles ne sont soumises ni au rachat ni à la conversion sans le consentement de leurs détenteurs.

**58(4)** Aucun règlement semblable n'a de force ni d'effet quels qu'ils soient à moins d'être, par la suite approuvé par au moins deux tiers des voix émises lors d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la compagnie dûment convoquée pour en délibérer, et confirmé par des lettres patentes supplémentaires.

S.R., ch. 33, art. 58

### **Droits des détenteurs d'actions privilégiées**

**59(1)** Les détenteurs d'actions privilégiées sont des actionnaires au sens de la présente loi, et à tous les égards possèdent les droits et sont soumis aux obligations des actionnaires, sauf en ce qui concerne les dividendes, et à tout autre égard ainsi qu'il est autorisé par la présente loi, ils ont droit, par rapport aux actionnaires ordinaires, aux préférences et aux droits prévus par les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires et sont soumis à leurs restrictions et à leurs limitations.

**59(2)** Lorsque des actions privilégiées ou des actions différées sont émises sous réserve de rachat, d'achat pour annulation ou de conversion, elles ne peuvent être rachetées, achetées pour annulation ni converties tant qu'elles n'ont pas été entièrement libérées.

**59(3)** Lorsque des actions privilégiées sont rachetées ou achetées pour être annulées par la compagnie, elles sont de ce fait annulées, et le capital autorisé et émis de la compagnie est de ce fait diminué.

S.R., ch. 33, art. 59; 1954, ch. 28, art. 7

### **Avis de rachat d'actions privilégiées**

**60(1)** Lorsqu'une compagnie, dont n'importe quelles actions sont émises sous réserve de rachat, d'achat pour annulation ou de conversion, demande des lettres patentes supplémentaires, aucune mesure ne peut être prise pour délivrer les lettres patentes supplémentaires avant que la compagnie ne produise, en même temps que la demande, un avis sous le seing du secrétaire et le sceau de la compagnie indiquant le nombre d'actions qui ont été rachetées, achetées pour annulation ou converties et la catégorie ou les catégories dans lesquelles les actions sont entrées par conversion, et la date de la conversion, depuis la délivrance des lettres patentes, ou des dernières lettres patentes supplémentaires s'il en est, selon le cas.

**60(2)** Where no shares of the company have been redeemed, purchased for cancellation or converted, the notice shall so state.

1960, c.16, s.1

#### **Shares held in trust**

**61(1)** The company is not bound to see to the execution of any trust, whether express, implied or constructive, in respect of any share.

**61(2)** The receipt of the shareholder in whose name the share stands in the books of the company is a valid and binding discharge to the company for any dividend or money payable in respect of such share whether notice of such trust has been given to the company or not.

**61(3)** The company is not bound to see to the application of the money paid upon such receipt.

R.S., c.33, s.60

### **CHANGES IN CAPITAL SET-UP**

#### **Consolidation of par-value shares**

**62(1)** The directors may, at any time, when the par value of the existing shares of the company is less than one hundred dollars each, make a by-law consolidating them into shares of a larger par value; but no such consolidated share shall exceed the par value of one hundred dollars.

**62(2)** For the purpose of such consolidation, the company has the power to purchase fractions of shares, and is bound to sell any shares held from such purchases within two years after the purchase.

**62(3)** The directors may, at any time, make a by-law sub-dividing the existing shares into shares of a smaller amount or converting any class of shares into any other class or classes of shares.

R.S., c.33, s.61

#### **Increase in number of shares**

**63(1)** The directors may, at any time, make a by-law for increasing the capital stock of the company to any amount that they consider requisite for the due carrying out of the objects of the company.

**60(2)** Lorsqu'aucune action de la compagnie n'a été rachetée, achetée pour annulation ni convertie, l'avis doit en faire mention.

1960, ch. 16, art. 1

#### **Actions tenues en fiducie**

**61(1)** La compagnie n'est pas tenue de veiller à l'exécution d'une fiducie expresse, tacite ou fictive, au titre d'une action.

**61(2)** Le reçu de l'actionnaire au nom duquel l'action est portée sur les registres de la compagnie est un règlement valide et définitif, en ce qui concerne la compagnie, de tout dividende ou argent payable au titre de cette action que l'avis concernant la fiducie ait été donné ou non à la compagnie.

**61(3)** La compagnie n'est pas tenue de voir à l'emploi de l'argent versé d'après le reçu.

S.R., ch. 33, art. 60

### **CHANGEMENTS DANS LA CONSTITUTION DU CAPITAL**

#### **Consolidation d'actions de valeur au pair**

**62(1)** Les administrateurs peuvent, en tout temps, lorsque la valeur au pair de chacune des actions actuelles de la compagnie est inférieure à cent dollars, adopter un règlement consolidant ces actions en actions d'une valeur au pair supérieure; mais aucune de ces actions ainsi consolidées ne doit excéder la valeur au pair de cent dollars.

**62(2)** Aux fins de cette consolidation, la compagnie a le pouvoir d'acheter des fractions d'actions, et elle est tenue de vendre toute action qu'elle acquiert par suite de ces achats dans les deux années qui suivent l'achat.

**62(3)** Les administrateurs peuvent, en tout temps, adopter un règlement subdivisant les actions actuelles en actions d'un montant inférieur ou convertissant toute catégorie d'actions en toute autre catégorie ou toutes autres catégories d'actions.

S.R., ch. 33, art. 61

#### **Augmentation du nombre des actions**

**63(1)** Les administrateurs peuvent, en tout temps, adopter un règlement pour augmenter le capital social de la compagnie jusqu'à concurrence du montant qu'ils considèrent nécessaire pour que la compagnie puisse convenablement atteindre ses fins.



**63(2)** Such by-law shall declare the number of the shares of new stock, and may prescribe the manner in which the shares of new stock shall be allotted.

**63(3)** In default of the manner of the allotment of the shares of the new stock being prescribed by such by-law, the control of such allotment vests absolutely in the directors.

R.S., c.33, s.62

#### **Decrease in number of shares**

**64(1)** The directors may, at any time, make a by-law for reducing the capital stock of the company to any amount that they consider advisable and sufficient for the due carrying out of the undertaking of the company.

**64(2)** Such by-law shall declare the number and value of the shares of the stock as so reduced, and the allotment thereof, or the manner in which the same shall be made.

**64(3)** The liability of the shareholders to persons who were, at the time of the reduction of the capital, creditors of the company remains the same as if the capital had not been reduced.

R.S., c.33, s.63

#### **By-law re supplementary letters patent**

**65(1)** No by-law for increasing or reducing the capital stock of the company, or for consolidating or subdividing or converting the shares, has any force or effect, until it is approved by the votes of shareholders representing at least two-thirds of the votes cast at a special general meeting of the company duly called for considering the same, and afterwards confirmed by supplementary letters patent.

**65(2)** At any time not more than six months after the approval of the by-law for increasing or reducing the capital stock of the company, or for consolidating or subdividing or converting the shares, the directors may apply to the Director for the issue of supplementary letters patent to confirm the by-law.

R.S., c.33, s.64; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.29, s.3

**63(2)** Ce règlement doit indiquer le nombre des actions du nouveau capital et peut prescrire la manière de répartir les actions du nouveau capital.

**63(3)** Si ce règlement ne fixe pas le mode de répartition des actions du nouveau capital, les administrateurs ont toute latitude pour le fixer eux-mêmes.

S.R., ch. 33, art. 62

#### **Réduction du nombre des actions**

**64(1)** Les administrateurs peuvent, en tout temps, faire un règlement pour réduire le capital social de la compagnie à un montant qu'ils considèrent souhaitable et suffisant pour que la compagnie puisse dûment mener à bonne fin son entreprise.

**64(2)** Ce règlement doit indiquer le nombre et la valeur des actions du capital social ainsi réduit, et leur répartition, ou la manière dont la répartition doit être faite.

**64(3)** La responsabilité des actionnaires envers les personnes qui étaient, au moment de la réduction du capital, créanciers de la compagnie reste celle qu'elle aurait été si le capital n'avait pas été réduit.

S.R., ch. 33, art. 63

#### **Règlement relatif aux lettres patentes supplémentaires**

**65(1)** Aucun règlement visant à accroître ou à réduire le capital social de la compagnie, ou à consolider, subdiviser ou convertir les actions, n'a ni valeur ni effet, tant qu'il n'est pas approuvé par les votes des actionnaires représentant au moins deux tiers des voix émises lors d'une assemblée générale extraordinaire de la compagnie dûment convoquée pour en délibérer, et confirmé par la suite par lettres patentes supplémentaires.

**65(2)** En tout temps, mais seulement pendant les six mois qui suivent l'approbation du règlement visant à accroître ou à réduire le capital social de la compagnie, ou à consolider, subdiviser ou convertir les actions, les administrateurs peuvent demander au Directeur d'émettre des lettres patentes supplémentaires pour confirmer le règlement.

S.R., ch. 33, art. 64; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 29, art. 3

### Evidence on application for supplementary letters patent

**66(1)** The directors shall, with the application, produce a copy of the by-law, under the seal of the company, and signed by the president or vice-president and the secretary or other authorized officer, and establish to the satisfaction of the Director the due passage and approval of the by-law and the expediency and *bona fide* character of the increase or reduction of capital or conversion or subdivision or consolidation of shares, as the case may be, thereby provided for.

**66(2)** The Director shall, for that purpose, take any requisite evidence in writing, by oath or affirmation or by solemn declaration, and shall keep on record any evidence so taken.

R.S., c.33, s.65; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.29, s.3

### Publication of supplementary letters patent

**67(1)** Upon the due passage and approval of such by-law being so established, the Director may grant such supplementary letters patent.

**67(2)** Notice, in the form prescribed by regulation, of the granting of the supplementary letters patent, shall be forthwith given by the Director in *The Royal Gazette*, and the cost of publication of the notice shall be paid by the applicants.

**67(3)** From the date of such supplementary letters patent, the capital stock of the company is increased or reduced or the shares consolidated or subdivided or converted as the case may be, to the amount, in the manner and subject to the conditions set forth by such by-law.

**67(4)** The whole of the stock, as so increased or reduced or with such consolidated or subdivided or converted shares becomes subject to the provisions of this Act, in like manner, as far as possible, as if every part thereof had been or formed part of the stock of the company originally subscribed.

R.S., c.33, s.66; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.29, s.3

## CALLS

### Calls on shares

**68** The directors may make such calls upon the shareholders in respect of all money unpaid upon their respec-

### Preuve exigée lors de la demande de lettres patentes supplémentaires

**66(1)** Les administrateurs doivent, en faisant la demande, produire une copie du règlement, revêtu du sceau de la compagnie, et signée par le président ou le vice-président et le secrétaire ou un autre dirigeant autorisé, et établir d'une façon jugée satisfaisante par le Directeur que le règlement a été dûment adopté et approuvé et que l'augmentation ou la réduction du capital ou la conversion, la subdivision ou la consolidation d'actions, selon le cas, prescrite par ce règlement, est opportune et faite de bonne foi.

**66(2)** Le Directeur reçoit à cet effet et conserve en dépôt toute déposition nécessaire, faite par écrit, sous serment ou par affirmation ou déclaration solennelle.

S.R., ch. 33, art. 65; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 29, art. 3

### Publication des lettres patentes supplémentaires

**67(1)** L'adoption et l'approbation régulière de ce règlement étant établies, le Directeur peut accorder ces lettres patentes supplémentaires.

**67(2)** Un avis, suivant la formule prévue par le règlement de l'octroi des lettres patentes supplémentaires, doit être publié sans délai par le Directeur dans la *Gazette royale*, et les frais de la publication de l'avis doivent être couverts par les requérants.

**67(3)** À partir de la date des lettres patentes supplémentaires, le capital social de la compagnie est augmenté ou réduit, les actions sont consolidées, subdivisées ou converties, selon le cas, pour le montant, de la manière et aux conditions énoncés dans le règlement.

**67(4)** Les dispositions de la présente loi s'appliquent à la totalité du capital social ainsi augmenté ou réduit, ainsi qu'aux actions consolidées, subdivisées ou converties, autant que possible de la même manière que si chacune des parties de ce capital social avait constitué un élément du capital social primitivement souscrit de la compagnie.

S.R., ch. 33, art. 66; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 29, art. 3

## APPELS DE VERSEMENTS

### Appel de versements

**68** Les administrateurs peuvent faire les appels qu'ils jugent à propos aux actionnaires en ce qui concerne toute

tive shares as they shall think fit, at such times and places, and in such payments or instalments as the letters patent, or this Act, or the by-laws of the company may require and allow.

R.S., c.33, s.67

#### **Time for calls on shares**

**69** A call shall be deemed to have been made at the time when the resolution of the directors authorizing such call was passed.

R.S., c.33, s.68

#### **Interest on calls on shares**

**70** If a shareholder fails to pay any call due by him, on or before the day appointed for the payment thereof, he is liable to pay interest for the same, at the rate of six per cent per annum from the day appointed for payment to the time of actual payment thereof.

R.S., c.33, s.69

#### **Advance payment for shares**

**71(1)** The directors may receive from a shareholder willing to advance the same, beyond the sum then actually called for, all or any part of the amount remaining unpaid on shares held by such shareholder.

**71(2)** Upon the money, so paid in advance, or so much thereof as, from time to time, exceeds the amount of the calls then made upon the shares in respect of which the advance is made, the company may pay interest at a rate not exceeding eight per cent per annum that the shareholder who pays the sum in advance and the directors agree upon.

R.S., c.33, s.70

#### **Forfeiture of shares**

**72(1)** If after such demand or notice as is prescribed by letters patent, or by resolution of the directors, or by the by-laws of the company, any call made upon any share is not paid within such time as by such letters patent or resolution of the directors or the by-laws is limited in that behalf, the directors, in their discretion, by vote to that effect duly recorded in their minutes, may summarily declare forfeited any shares whereon such call is not paid.

somme impayée sur leurs actions respectives, aux époques et endroits, et demander les paiements ou versements que requièrent et permettent les lettres patentes, ou la présente loi, ou les règlements de la compagnie.

S.R., ch. 33, art. 67

#### **Jour fixé pour le versement**

**69** L'appel est réputé fait le jour où les administrateurs ont adopté la résolution qui l'autorise.

S.R., ch. 33, art. 68

#### **Taux de l'intérêt pour retard dans le versement**

**70** Si un actionnaire manque de faire un versement auquel il est tenu, le jour ou avant le jour fixé, il est tenu d'en payer l'intérêt au taux de six pour cent par an à compter du jour fixé pour le versement jusqu'au jour où se fait effectivement le versement.

S.R., ch. 33, art. 69

#### **Versement par anticipation**

**71(1)** Les administrateurs peuvent recevoir de tout actionnaire qui veut en faire l'avance, en sus de la somme dont le versement serait alors effectivement exigible par suite de l'appel, la totalité ou une partie du montant qui reste à payer sur les actions détenues par cet actionnaire.

**71(2)** Sur la somme ainsi versée par anticipation, ou sur toute partie de cette somme qui, à quelque moment que ce soit, dépasse le montant alors exigible par suite d'un appel de versements sur les actions pour lesquelles le paiement est fait par anticipation, la compagnie peut payer un intérêt au taux d'au plus huit pour cent par an, qui aura été convenu entre l'actionnaire qui paie la somme par anticipation et les administrateurs.

S.R., ch. 33, art. 70

#### **Confiscation des actions**

**72(1)** Si après l'appel ou l'avis prescrit par les lettres patentes, par une résolution des administrateurs ou par les règlements de la compagnie, un versement exigé sur une action n'est pas effectué dans le délai fixé par les lettres patentes, la résolution des administrateurs ou par les règlements, les administrateurs peuvent, à leur discrétion, par un vote émis à cet effet et dûment consigné dans les procès-verbaux, sommairement déclarer confisquées les actions sur lesquelles le versement n'a pas été effectué.

**72(2)** Shares so declared forfeited thereupon become the property of the company, and may be disposed of as the company, by by-law or otherwise, prescribes.

**72(3)** Notwithstanding such forfeiture, the holder of such shares at the time of forfeiture continues liable to the creditors of the company at such time for the full amount unpaid on the shares at the time of forfeiture, less any sums that are subsequently received by the company in respect thereof.

R.S., c.33, s.71

### Action for payment of shares

**73(1)** The directors may, instead of declaring forfeited any share or shares, enforce payment of all calls, and interest thereon by action in a court of competent jurisdiction.

**73(2)** In such action it is not necessary to set forth the special matter, but it is sufficient to declare that the defendant is a holder of one share or more, stating the number of shares, and is indebted in the sum of money to which the calls in arrear amount, in respect of one call or more, upon one share or more, stating the number of calls and the amount of each call, whereby an action has accrued to the company under this Act.

R.S., c.33, s.72

## TRANSFER OF SHARES

### Transfer register

**74** Except for the purpose of exhibiting the rights of parties to any transfer of shares towards each other and of rendering any transferee jointly and severally liable with the transferor to the company and its creditors, no transfer of shares unless made by sale under the *Enforcement of Money Judgments Act* or under order or judgment of a court of competent jurisdiction, is valid for any purpose whatever until entry of such transfer is duly made in the register of transfers; but as to the stock of any company listed and dealt with on any recognized stock exchange by means of stock certificates, commonly in use endorsed in blank, and transferable by delivery, such endorsement and delivery, except for the purpose of voting at meetings of the company, constitutes a valid transfer.

R.S., c.33, s.73; 1986, c.4, s.7; 2013, c.32, s.6

**72(2)** Les actions ainsi déclarées confisquées appartiennent, dès ce moment, à la compagnie, et peuvent être aliénées de la manière que la compagnie, par règlement ou autrement, l'ordonne.

**72(3)** Nonobstant cette confiscation, le détenteur de ces actions au moment de la confiscation reste responsable envers ceux qui sont alors créanciers de la compagnie, de la totalité du montant impayé sur les actions au moment de leur confiscation, moins les sommes que la compagnie en reçoit par la suite.

S.R., ch. 33, art. 71

### Action en paiement des actions

**73(1)** Les administrateurs peuvent, au lieu de déclarer l'action ou les actions confisquées, réclamer devant une cour compétente les versements et les intérêts y afférents.

**73(2)** Dans cette action, il n'est pas nécessaire d'exposer les faits spéciaux, mais il suffit d'alléguer que le défendeur détient une ou plusieurs actions, d'en indiquer le nombre, de préciser la somme d'argent qui représente son arriéré après un ou plusieurs appels, à l'égard d'une ou plusieurs actions, et de mentionner le nombre des appels et le montant de chacun d'eux d'après lesquels un recours en justice est ouvert à la compagnie en vertu de la présente loi.

S.R., ch. 33, art. 72

## TRANSFERT D' ACTIONS

### Registre des transferts

**74** Sauf pour constater les droits réciproques des parties à un transfert d'actions et rendre le cessionnaire responsable conjointement et solidairement avec le cédant envers la compagnie et ses créanciers, nul transfert d'actions, s'il n'est effectué par vente en vertu de la *Loi sur l'exécution forcée des jugements pécuniaires* ou à la suite de l'ordonnance ou du jugement d'une cour compétente, n'est valable à quelque fin que ce soit tant qu'il n'a pas été dûment inscrit sur le registre des transferts; mais en ce qui concerne le capital social d'une compagnie coté et négocié à une bourse reconnue au moyen de titres, communément en usage endossés en blanc, et transférables par livraison, cet endossement et cette livraison, sauf aux fins de voter lors des assemblées de la compagnie, constituent un transfert valable.

S.R., ch. 33, art. 73; 1986, ch. 4, art. 7; 2013, ch. 32, art. 6

**Transfer of unpaid shares**

**75** No transfer of shares whereof the whole amount of the issue price has not been paid in shall be made without the consent of the directors.

R.S., c.33, s.74

**Calls on unpaid shares**

**76** No share is transferable until all previous calls thereon are fully paid in.

R.S., c.33, s.75

**Transfer where shareholder indebted to company**

**77** The directors may decline to register any transfer of shares belonging to any shareholder who is indebted to the company.

R.S., c.33, s.76

**Close corporation**

**78(1)** A company, by by-law passed by the directors and unanimously confirmed by all its shareholders at any general meeting, may provide that the company is a close corporation and that the shares of the capital stock or any class or classes thereof are not transferable to any person not being a shareholder of that class of share at the time such transfer is proposed to be made, until the name of the proposed transferee is submitted to the directors and they have given consent to the transfer or upon such other terms or conditions as may be provided by the by-law.

**78(2)** Where such a shareholder desires to dispose of his shares, it is lawful for the company to accept a surrender of the same as may be provided by such by-law, and forthwith to re-issue the same and pay for his shares the amount that was received upon such re-issue.

**78(3)** Such by-law, in all cases of close corporations, shall be noted on the stock certificate, and the stock certificate is not negotiable but is evidence only against the company that the party to whom the same is issued is at the time of the issue thereof a holder of shares in the company to the amount named in the certificate.

R.S., c.33, s.77

**Transfert d'actions non payées**

**75** Nul transfert d'actions dont le prix d'émission n'a pas été intégralement payé ne peut se faire sans le consentement des administrateurs.

S.R., ch. 33, art. 74

**Versement intégral**

**76** Aucune action n'est transférable à moins que tous les versements préalables sur cette action n'aient été entièrement effectués.

S.R., ch. 33, art. 75

**Actionnaire endetté envers la compagnie**

**77** Les administrateurs peuvent refuser d'enregistrer tout transfert d'actions appartenant à un actionnaire endetté envers la compagnie.

S.R., ch. 33, art. 76

**Corporation fermée**

**78(1)** Une compagnie peut stipuler, dans un règlement adopté par les administrateurs et confirmé à l'unanimité par tous ses actionnaires lors d'une assemblée générale, que la compagnie est une corporation fermée et que les actions du capital social ou toute catégorie ou toutes les catégories des actions ne peuvent être transférées à une personne qui n'est pas un actionnaire de cette catégorie d'action au moment où la réalisation de ce transfert est projetée, tant que le nom du cessionnaire éventuel n'a pas été soumis aux administrateurs et que ceux-ci n'ont pas consenti au transfert ou à moins que d'autres modalités n'aient été prévues par le règlement.

**78(2)** Lorsqu'un actionnaire désire céder ses actions, la compagnie peut légalement accepter un abandon des actions ainsi qu'il peut être prévu par ce règlement, et immédiatement émettre de nouveau les actions et verser pour ses actions le montant qui a été reçu lors de cette réémission.

**78(3)** Ce règlement, dans tous les cas de corporations fermées, doit être indiqué sur le titre, et celui-ci n'est pas négociable, mais n'est qu'une preuve contre la compagnie que la personne en faveur de qui les actions sont émises est au moment de leur émission un détenteur d'actions de la compagnie pour le montant indiqué dans le titre.

S.R., ch. 33, art. 77

**Dividend payments**

**79(1)** A company may, pursuant to any by-law, close its transfer book for seven days previous to the payment of a dividend, not exceeding four times in any one year.

**79(2)** Any transfer of the shares or other interest of a deceased shareholder, made by his personal representative, is, notwithstanding such personal representative is not himself a shareholder, of the same validity as if he had been a shareholder at the time of his execution of the instrument of transfer.

**79(3)** If a transmission of shares or other securities of a company takes place by virtue of any testamentary act or instrument, or in consequence of an intestacy, and if the probate of the will or letters of administration or document testamentary, or other judicial or official instrument under which the title, whether beneficial or as trustee, or the administration or control of the personal estate of the deceased is claimed to vest, purports to be granted by any court or authority in Canada or in any foreign country, the probate of the will, the letters of administration, the document testamentary or the other judicial or official instrument or any authenticated copy thereof, or official extract therefrom, shall together with a declaration in writing showing the nature of such transmission and signed and executed by the person or persons claiming by virtue thereof, be produced and deposited with the manager, secretary, treasurer or other officer or transfer agent named by the directors for the purpose of receiving the same.

**79(4)** Subject to the provisions of the *Succession Duty Act*, chapter 12 of 24 George V, such production and deposit is sufficient justification and authority to the company for paying the amount or value of any dividend, coupon, bond, debenture or obligation or share, or transferring or consenting to the transfer of any bond, debenture or obligation or share, in pursuance of and in conformity with such probate, letters of administration or other such document.

R.S., c.33, s.78; 2023, c.17, s.36

**SHARE WARRANTS****Issue of share warrants**

**80(1)** A company, if so authorized by its letters patent or supplementary letters patent and subject to the provisions thereof, may, with respect to any fully paid-up shares, issue under its common seal a warrant stating that the bearer of the warrant is entitled to the share or

**Paiement de dividende**

**79(1)** Une compagnie peut, conformément à tout règlement, clore son livre de transfert pour sept jours préalablement au paiement d'un dividende, mais pas plus de quatre fois en une seule année.

**79(2)** Tout transfert des actions ou d'un autre intérêt d'un actionnaire décédé, qu'effectue son exécuteur testamentaire, est, bien que celui-ci ne soit pas lui-même actionnaire, aussi valable que si cet exécuteur testamentaire avait été actionnaire au moment où il a signé l'acte de transfert.

**79(3)** Si une transmission d'actions ou d'autres valeurs d'une compagnie a lieu en vertu d'un acte ou d'un document testamentaire, ou par suite d'une succession *ab intestat*, et si les lettres testamentaires ou les lettres d'administration ou le document testamentaire, ou une autre pièce judiciaire ou officielle attribuant le titre, d'ordre bénéficiaire ou fiduciaire, ou l'administration ou le contrôle des biens personnels du défunt est censée être accordée par un tribunal ou une autorité du Canada ou d'un pays étranger, les lettres testamentaires, les lettres d'administration, le document testamentaire ou l'autre pièce judiciaire ou officielle ou une expédition authentique ou un extrait officiel de ces pièces, ainsi qu'une déclaration par écrit révélant la nature de cette transmission et signée par la personne ou les personnes qui réclament en vertu de ces pièces, doivent être produits et déposés entre les mains du gérant, du secrétaire, du trésorier ou autre dirigeant ou agent de transfert nommé par les administrateurs pour les recevoir.

**79(4)** Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les droits successoraux*, 24 George V, chapitre 12, cette production et ce dépôt sont pour la compagnie une justification et une permission suffisantes de payer le montant ou la valeur de tout dividende, coupon, toute obligation, ou toute action, ou d'opérer le transfert ou de consentir au transfert de toute obligation ou action, en conséquence et en conformité du testament homologué, des lettres d'administration ou de l'autre pièce susmentionnée.

S.R., ch. 33, art. 78; 2023, ch. 17, art. 36

**TITRES AU PORTEUR****Émission de titres au porteur**

**80(1)** En ce qui concerne les actions entièrement libérées, une compagnie peut, si elle y est autorisée par ses lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires et sous réserve de leurs dispositions, délivrer sous son sceau social un titre énonçant que le porteur de ce titre a

shares therein specified, and may provide by coupons or otherwise, for the payment of the future dividends on the share or shares included in the warrant, hereafter termed a share warrant.

**80(2)** A share warrant entitles the bearer thereof to the shares therein specified, and the shares may be transferred by delivery of the warrant.

**80(3)** The bearer of a share warrant is entitled, subject to the provisions and regulations respecting share warrants contained in the letters patent or supplementary letters patent, on surrendering it for cancellation, to have his name entered on the books of the company as the holder of the shares specified in the share warrant, and the company is responsible for any loss incurred by any person by reason of the company entering on the books of the company the name of the bearer of a share warrant, in respect of the shares therein specified, without the warrant being surrendered and cancelled.

**80(4)** The bearer of a share warrant may, if the provisions and regulations respecting share warrants so provide, be deemed to be a shareholder of the company, either to the full extent or for any purposes defined by such regulations, except that he is not qualified in respect of the shares specified in the warrant for being a director of the company.

**80(5)** On the issue of a share warrant the company shall remove from its books the name of the shareholder then entered therein as holding such share or shares as if he had ceased to be a shareholder, and shall enter in the books the following particulars, namely:

- (a) the fact of the issue of the warrant,
- (b) a statement of the shares included in the warrant, and
- (c) the date of the issue of the warrant.

**80(6)** Until the warrant is surrendered, the above particulars shall be deemed to be the particulars required by this Act to be entered in the books of the company in respect of such share or shares, and, on the surrender, the date of the surrender shall be entered as if it were the date at which a person ceased to be a shareholder.

**80(7)** Unless the bearer of a share warrant is entitled to attend and vote at general meetings, the shares represented by such share warrant shall not be counted as part

droit à l'action ou aux actions y désignées, et peut assurer au moyen de coupons ou autrement, le paiement de dividendes à venir sur l'action ou les actions visées dans le titre ci-après appelé titre au porteur.

**80(2)** Un titre au porteur donne droit, à celui qui en est le détenteur, aux actions y désignées, et les actions peuvent être transférées par la délivrance du titre.

**80(3)** Le détenteur d'un titre au porteur a droit, sous réserve des dispositions et règlements concernant les titres au porteur contenus dans les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires, sur remise du titre pour annulation, de faire inscrire son nom sur les registres de la compagnie comme détenteur des actions visées par le titre au porteur, et la compagnie est responsable de toute perte subie par qui que ce soit du fait que la compagnie a inscrit sur ses registres le nom du détenteur d'un titre au porteur, pour les actions y mentionnées, sans que ce titre ait été remis et ait été annulé.

**80(4)** Le détenteur d'un titre au porteur peut, si les dispositions et les règlements relatifs aux titres au porteur le prescrivent, être réputé actionnaire de la compagnie, soit d'une manière absolue, soit aux fins prescrites par ces règlements, sauf qu'il n'est pas, à l'égard des actions désignées dans le titre, éligible au poste d'administrateur de la compagnie.

**80(5)** Lors de l'émission d'un titre au porteur, la compagnie doit rayer de ses livres le nom de l'actionnaire alors inscrit comme détenteur de telle ou telles actions, comme s'il avait cessé d'être actionnaire, et doit inscrire sur les registres les détails qui suivent, savoir :

- a) le fait que le titre au porteur a été émis,
- b) la liste des actions énoncées dans le titre au porteur, et
- c) la date de l'émission du titre au porteur.

**80(6)** Jusqu'à ce que le titre au porteur soit remis, les détails ci-dessus sont réputés être les détails dont la présente loi exige l'inscription sur les registres de la compagnie relativement à cette action ou à ces actions, et, lors de la remise, la date doit en être inscrite comme le serait la date à laquelle une personne a cessé d'être actionnaire.

**80(7)** À moins que le détenteur d'un titre au porteur n'ait le droit d'assister et de voter aux assemblées générales, les actions représentées par ce titre au porteur ne sont pas considérées comme faisant partie du capital so-

of the capital stock of the company for the purpose of a general meeting of shareholders.

R.S., c.33, s.79; 2002, c.15, s.20

## BORROWING POWERS

### Borrowing by-law

**81(1)** If authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds of the votes cast at a general meeting duly called for considering the by-law, the directors may from time to time

- (a) borrow money upon the credit of the company;
- (b) limit or increase the amount to be borrowed;
- (c) issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;
- (d) hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property or both including book debts and unpaid calls, rights, powers, undertakings and franchises of the company to secure any such bonds, debentures, debenture stock or other securities, and any money borrowed or any other liability of the company.

**81(2)** Any such by-law may provide for the delegation of such powers by the directors to such extent and in such manner as may be set out in the by-law.

**81(3)** A condition contained in a debenture, or in a deed for securing any debentures, whether issued or executed before or after the passing of this Act, is not invalid by reason only that thereby the debentures are made irredeemable, or redeemable, only on the happening of a contingency however remote, or on the expiration of a period however long, any rule of equity to the contrary notwithstanding.

**81(4)** Nothing contained in this section limits or restricts the borrowing of money by the company on bills of exchange, or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company.

R.S., c.33, s.80; 1960-61, c.29, s.2

cial de la compagnie aux fins d'une assemblée générale des actionnaires.

S.R., ch. 33, art. 79; 2002, ch. 15, art. 20

## FACULTÉ D'EMPRUNT

### Emprunt autorisé par règlement

**81(1)** S'ils y sont autorisés par règlement, approuvé par le vote d'au moins les deux tiers des voix émises à une assemblée générale dûment convoquée pour en délibérer, les administrateurs peuvent, à l'occasion,

- a) emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;
- b) restreindre ou augmenter la somme à emprunter;
- c) émettre des obligations, débentures, *debenture stock*, ou d'autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et aux prix jugés opportuns;
- d) hypothéquer, nantir ou donner en garantie les biens réels ou personnels ou les deux y compris les créances comptables et les versements arriérés, les droits, pouvoirs, engagements et concessions de la compagnie pour garantir ces obligations, débentures, *debenture stock*, ou les autres valeurs, et tout argent emprunté ou toute autre dette de la compagnie.

**81(2)** Ce règlement peut prescrire la délégation de ces pouvoirs par les administrateurs dans la mesure et de la manière que peut énoncer ce règlement.

**81(3)** Une condition contenue dans une débenture ou dans un acte garantissant toute débenture, émise ou mise en vigueur avant ou après l'entrée en application de la présente loi, n'est pas nulle du seul fait que les débentures sont de la sorte rendues irrachetables, ou rachetables, dans le seul cas d'une éventualité quelque éloignée qu'elle puisse être, ou à l'expiration d'une période si longue soit-elle, nonobstant toute règle d'*equity* contraire.

**81(4)** Aucune disposition du présent article ne limite ni ne restreint l'emprunt d'une somme d'argent par la compagnie à la faveur de lettres de change ou des billets à ordre faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en son nom.

S.R., ch. 33, art. 80; 1960-61, ch. 29, art. 2



**Redemption of debentures**

**82(1)** Where a company has redeemed any debentures previously issued, the company, unless the conditions of issue expressly otherwise provide, or unless the debentures have been redeemed in pursuance of any obligation on the company so to do, not being an obligation enforceable only by the person to whom the redeemed debentures were issued, or his assigns, has power to keep the debentures alive for the purposes of re-issue and, where a company has purported to exercise such a power, the company has power to re-issue the debentures either by re-issuing the same debentures or by issuing other debentures in their place, and upon such a re-issue the person entitled to the debentures has the same rights and priorities as if the debentures had not previously been issued.

**82(2)** Where with the object of keeping debentures alive for the purpose of re-issue, they have, either before or after the passing of this Act, been transferred to a nominee of the company, a transfer from that nominee shall be deemed to be re-issue for the purposes of this section.

**82(3)** Where a company has deposited any of its debentures to secure advances from time to time on current account or otherwise, the debentures shall not be deemed to have been redeemed by reason only of the account of the company having ceased to be in debit while the debentures remained so deposited.

**82(4)** The re-issue of a debenture, or the issue of another debenture in its place, under the power by this section given to, or deemed to have been possessed by, a company, whether the re-issue or issue was made before or after the passing of this Act, shall not be treated as the issue of a new debenture, for the purposes of any provision limiting the amount or number of debentures to be issued.

**82(5)** Nothing in this section affects any power to issue debentures in the place of any debentures paid off, or otherwise satisfied or extinguished, reserved to a company by its debentures or the securities for the same.

R.S., c.33, s.81

**Rachat d'obligations**

**82(1)** Lorsqu'une compagnie a racheté des débetures antérieurement émises, elle a la faculté, sauf conditions d'émission expressément contraires, ou à moins que les débetures n'aient été rachetées conformément à un engagement de la compagnie d'agir ainsi, l'observation de l'engagement n'étant pas exigible seulement par la personne à qui les débetures rachetées ont été émises, ou ses ayants droit, de maintenir les débetures en vigueur aux fins de réémission et, lorsque cette compagnie a voulu utiliser une telle faculté, elle peut émettre de nouveau les débetures soit en rémettant les mêmes débetures, soit en émettant d'autres débetures à leur place, et par suite d'une telle réémission la personne qui a droit aux débetures a les mêmes droits et priorités que si les débetures n'avaient pas été préalablement émises.

**82(2)** Lorsque pour maintenir les débetures en vigueur en vue d'une réémission ces débetures ont été transférées soit avant, soit après l'adoption de la présente loi, à une personne désignée par la compagnie, le transfert de la part de cette personne désignée est réputé être une réémission aux fins du présent article.

**82(3)** Lorsqu'une compagnie a déposé des débetures pour garantir, à l'occasion, des avances en compte courant ou autrement, ces débetures ne doivent pas être considérées comme ayant été rachetées du seul fait que le compte de la compagnie a cessé d'être débiteur pendant que les débetures sont restées ainsi déposées.

**82(4)** La réémission d'une débeture, ou l'émission d'une autre débeture à sa place, en vertu du pouvoir accordé par le présent article à une compagnie ou que celle-ci était censée posséder, que la réémission ou l'émission ait été faite avant ou après l'adoption de la présente loi, ne doit pas être considérée comme l'émission d'une nouvelle débeture, aux fins de toute disposition limitant le montant ou le nombre des débetures à émettre.

**82(5)** Rien dans le présent article ne porte atteinte à tout pouvoir d'émettre des débetures à la place de toutes débetures acquittées ou autrement réglées ou éteintes, réservé à une compagnie par ses débetures ou leurs garanties.

S.R., ch. 33, art. 81

**Deposit with Minister of Finance and Treasury Board**

2019, c.29, s.32

**83(1)** A company incorporated by letters patent or under special Act of the Legislature may, with the approval of a Judge given after hearing such parties as he thinks necessary to be heard, and with the consent of the Lieutenant-Governor in Council, deposit with the Minister of Finance and Treasury Board a sum of money or bonds or debentures of the Province, or of Canada, sufficient to provide for the retirement at maturity of any bonds or debentures issued by such company and for all interest accruing until such maturity.

**83(2)** Upon the deposit being made and the Judge and the Lieutenant-Governor in Council being satisfied that the sum of money or bonds or debentures deposited is adequate to provide for the retirement of such bonds or debentures at maturity, and that such sum with the interest thereon, and such bonds or debentures with the income thereof, are sufficient to provide for all interest accruing on the company's bonds or debentures until maturity, the Lieutenant-Governor in Council may grant a certificate of such deposit under the hand and seal of the Minister of Finance and Treasury Board, which certificate shall recite the fact of such deposit being made.

**83(3)** The Judge is thereupon empowered to order and declare that the real and personal property of the company mortgaged as security therefor, is freed and discharged from such mortgage.

**83(4)** The order of the Judge may be registered in the registry office in any county where the company has property subject to such mortgage.

**83(5)** Upon the filing of the order in the registry office where the mortgage is filed as a bill of sale, all personal property covered by the mortgage, or bill of sale by way of mortgage, securing such bonds or debentures, and upon the registration of the order, all real estate of such company covered by such mortgage in the county where such order is registered is freed and discharged from the operation thereof.

**83(6)** If the mortgage is a trust mortgage for the purpose of securing an issue of bonds, the trustee for the bondholders may, upon production of such order made by the said judge, execute a release of the mortgage

**Dépôt auprès du ministre des Finances et du Conseil du Trésor**

2019, ch. 29, art. 32

**83(1)** Une compagnie constituée en corporation par lettres patentes ou en vertu d'une loi spéciale de la Législature peut, avec l'agrément d'un juge donné après l'audition des parties qu'il juge nécessaire d'entendre, et avec le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil, déposer auprès du ministre des Finances et du Conseil du Trésor une somme d'argent ou des débetures de la province, ou du Canada, permettant d'assurer le remboursement à l'échéance des obligations ou des débetures émises par la compagnie et le paiement de tous les intérêts accumulés jusqu'à cette échéance.

**83(2)** Le dépôt étant fait et le juge et le lieutenant-gouverneur en conseil étant convaincus que la somme d'argent ou les obligations ou débetures déposées sont suffisantes pour assurer le remboursement des obligations ou débetures à l'échéance, et que cette somme y compris l'intérêt, et ces obligations ou débetures avec leur revenu, sont suffisantes pour assurer le paiement de tous les intérêts courus sur les obligations ou débetures de la compagnie jusqu'à l'échéance, le lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder un certificat de ce dépôt sous le seing et le sceau du ministre des Finances et du Conseil du Trésor, et ce certificat doit indiquer que le dépôt a été fait.

**83(3)** Le juge est alors habilité à ordonner et déclarer que les biens réels et personnels de la compagnie, hypothéqués comme garantie, sont libérés et dégrevés.

**83(4)** L'ordonnance du juge peut être enregistrée au greffe du comté où la compagnie a des biens grevés par l'hypothèque.

**83(5)** Après le dépôt de l'ordonnance au greffe où l'hypothèque est enregistrée comme acte de vente, tous les biens personnels que recouvre l'hypothèque, ou l'acte de vente à titre d'hypothèque, garantissant ces obligations ou débetures et après l'enregistrement de l'ordonnance, tous les biens réels de la compagnie que recouvre l'hypothèque dans le comté où cette ordonnance est enregistrée sont libérés de son effet.

**83(6)** Si l'hypothèque est une hypothèque en fiducie aux fins de garantir une émission d'obligations, le fiduciaire des détenteurs d'obligations peut, sur présentation de l'ordonnance rendue par le juge, opérer une libération

property from the said mortgage which likewise may be entered of registry, and the mortgage may be delivered up by the trustee to the company and cancelled.

**83(7)** The Province shall receive such remuneration, for the services to be performed by the Department of Finance and Treasury Board under this section, as may be determined by the Lieutenant-Governor in Council.

**83(8)** Upon the application of a company having made a deposit pursuant to subsection (1), the Lieutenant-Governor in Council may permit the exchange of all or any of the money, bonds or debentures deposited by the company for all or any of the outstanding bonds or debentures of the company in respect of which the deposit was made, and as a condition of the exchange may require the payment or cause to be paid such adjustment of principal or interest as the Lieutenant-Governor in Council deems advisable, and any such bonds or debentures so exchanged for money, bonds or debentures held by the Lieutenant-Governor in Council on deposit shall forthwith be cancelled.

R.S., c.33, s.82; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.29, s.3; 2019, c.29, s.32

## DIVIDENDS

### Impairment of capital

**84** No dividends shall be declared that will impair the capital of the company.

R.S., c.33, s.83

### Stock dividends

**85** For the amount of any dividend that the directors may lawfully declare payable in money, they may issue therefor shares of the company as fully paid, or they may credit the amount of the dividend on the shares of the company already issued but not fully paid, and the liability of the holders of such shares thereon is reduced by the amount of such dividend, if the directors have been authorized to do so by a by-law that has been sanctioned by at least two-thirds of the votes cast at a special general meeting of the shareholders of the company duly called for considering the same, but any such by-law has no force or effect for more than one year from the date of its sanction.

R.S., c.33, s.84

des biens grevés d'hypothèque laquelle peut être admise à l'enregistrement, et l'hypothèque peut être restituée par le fiduciaire de la compagnie et être annulée.

**83(7)** La province reçoit, pour les services rendus par le ministère des Finances et du Conseil du Trésor en application du présent article, la rémunération que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

**83(8)** Sur la demande d'une compagnie qui a fait un dépôt conformément au paragraphe (1), le lieutenant-gouverneur en conseil peut permettre l'échange de la totalité ou d'une partie, des sommes d'argent ou des obligations ou débetures déposées par la compagnie contre la totalité ou une partie des obligations ou débetures en cours de la compagnie pour lesquels le dépôt a été fait, et peut exiger, comme condition de l'échange, le paiement ou le règlement de l'ajustement du principal ou des intérêts que le lieutenant-gouverneur en conseil juge appropriés, et toutes ces obligations ou débetures ainsi données en échange de sommes d'argent, d'obligations ou débetures tenues par le lieutenant-gouverneur en conseil en dépôt doivent être annulées sans délai.

S.R., ch. 33, art. 82; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 29, art. 3; 2019, ch. 29, art. 32

## DIVIDENDES

### Diminution du capital

**84** Il ne peut être déclaré aucun dividende qui entame le capital de la compagnie.

S.R., ch. 33, art. 83

### Conversion de dividendes

**85** Pour le montant de tout dividende que les administrateurs peuvent légitimement déclarer payable en espèces, ils peuvent émettre des actions entièrement libérées de la compagnie, ou porter le montant du dividende au crédit des actions de la compagnie déjà émises, mais non entièrement libérées, alors que la dette des détenteurs de ces actions est réduite du montant du dividende, si les administrateurs ont été autorisés à le faire par un règlement sanctionné par au moins deux tiers des voix émises lors d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la compagnie dûment convoquée pour en délibérer, mais tout règlement semblable n'a aucune valeur ni aucun effet après une année à partir de la date de sa sanction.

S.R., ch. 33, art. 84

**Dividends and set-off**

**86** The directors may deduct from dividends payable to a shareholder all sums of money due from him to the company, on account of calls or otherwise.

R.S., c.33, s.85

**RECEIVERS AND RECEIVER-MANAGERS**

1983, c.19, s.5

**Court, defined**

**86.1** For the purposes of sections 86.2 to 86.9, “Court” means The Court of King’s Bench of New Brunswick.

1983, c.19, s.5; 2008, c.11, s.8; 2023, c.17, s.36

**Power of receiver**

**86.2** A receiver of any property of a company may, subject to the rights of secured creditors, receive the income from the property and pay the liabilities connected with the property and realize the security interest of those on behalf of whom he is appointed, but, except to the extent permitted by the Court, he may not carry on the business of the company.

1983, c.19, s.5

**Power of receiver-manager**

**86.3** A receiver of a company may, if he is also appointed receiver-manager of the company, carry on any business of the company to protect the security interest of those on behalf of whom he is appointed.

1983, c.19, s.5

**Cessation of directors powers**

**86.4** If a receiver-manager is appointed by the Court or under an instrument, the powers of the directors of the company that the receiver-manager is authorized to exercise may not be exercised by the directors until the receiver-manager is discharged.

1983, c.19, s.5

**Duty to act in accordance with direction of the Court**

**86.5** A receiver or receiver-manager appointed by the Court shall act in accordance with the directions of the Court.

1983, c.19, s.5

**Dividendes et compensation**

**86** Les administrateurs peuvent déduire des dividendes payables à un actionnaire toutes sommes d’argent qu’il doit à la compagnie, par suite d’appels de versements ou autrement.

S.R., ch. 33, art. 85

**SÉQUESTRES ET SÉQUESTRES-GÉRANTS**

1983, ch. 19, art. 5

**Définition de « Cour »**

**86.1** Aux fins des articles 86.2 à 86.9, « Cour » désigne la Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick.

1983, ch. 19, art. 5; 2008, ch. 11, art. 8; 2023, ch. 17, art. 36

**Attributions du séquestre**

**86.2** Sous réserve des droits des créanciers garantis, le séquestre des biens d’une compagnie peut en recevoir les revenus, en acquitter les dettes, réaliser les sûretés de ceux pour le compte desquels il est nommé et, dans les limites permises par la Cour, en exploiter l’activité.

1983, ch. 19, art. 5

**Attributions du séquestre-gérant**

**86.3** Le séquestre d’une compagnie peut, s’il en a également été nommé séquestre-gérant, exploiter l’activité de la compagnie afin de protéger les sûretés de ceux pour le compte desquels il est nommé.

1983, ch. 19, art. 5

**Cessation des pouvoirs des administrateurs**

**86.4** Si un séquestre-gérant est nommé par la Cour ou en vertu d’un document, les pouvoirs des administrateurs de la compagnie que le séquestre-gérant est autorisé à exercer ne peuvent plus être exercés par les administrateurs tant que le séquestre-gérant n’a pas été libéré.

1983, ch. 19, art. 5

**Devoir d’agir conformément aux directives de la Cour**

**86.5** Le séquestre ou le séquestre-gérant nommé par la Cour agit en conformité des directives de celle-ci.

1983, ch. 19, art. 5

### Duty to act in accordance with instrument of appointment

**86.6** A receiver or receiver-manager appointed under an instrument shall act in accordance with that instrument and any direction of the Court made under section 86.8.

1983, c.19, s.5

### Duty of care

**86.7** A receiver or receiver-manager of a company appointed under an instrument shall

- (a) act honestly and in good faith, and
- (b) deal with any property of the company in his possession or control in a commercially reasonable manner.

1983, c.19, s.5

### Powers of the Court

**86.8** Upon an application by a receiver or receiver-manager, whether appointed by the Court or under an instrument, or upon an application by any interested person, the Court may make any order it thinks fit including, without limiting the generality of the foregoing,

- (a) an order appointing, replacing or discharging a receiver or receiver-manager and approving his accounts;
- (b) an order determining the notice to be given to any person, or dispensing with notice to any person;
- (c) an order fixing the remuneration of the receiver or receiver-manager;
- (d) an order requiring the receiver or receiver-manager, or a person by or on behalf of whom he is appointed, to make good any default in connection with the receiver's or receiver-manager's custody or management of the property and business of the company, or to relieve any such person from any default on such terms as the Court thinks fit, and to confirm any act of the receiver or receiver-manager;
- (e) an order granting additional powers or restricting the exercise of any powers granted by the instrument appointing the receiver or receiver-manager or by previous order; and

### Devoir d'agir conformément au document de nomination

**86.6** Le séquestre ou le séquestre-gérant nommé en vertu d'un document agit en se conformant à ce document et aux directives que lui donne la Cour en vertu de l'article 86.8.

1983, ch. 19, art. 5

### Devoir de prudence

**86.7** Un séquestre ou un séquestre-gérant d'une compagnie, nommé en vertu d'un document doit

- a) agir avec honnêteté et bonne foi, et
- b) gérer conformément aux pratiques commerciales raisonnables, les biens de la compagnie qui se trouvent en sa possession ou sous son contrôle.

1983, ch. 19, art. 5

### Pouvoirs de la Cour

**86.8** À la demande du séquestre ou du séquestre-gérant nommé par la Cour ou au moyen d'un document, ou à la demande de tout intéressé, la Cour peut rendre une ordonnance qu'elle estime pertinente et sans limiter la généralité de ce qui précède :

- a) nommer, remplacer ou libérer de ses fonctions le séquestre ou le séquestre-gérant et approuver ses comptes;
- b) dispenser de donner avis ou préciser les avis à donner;
- c) fixer la rémunération du séquestre ou du séquestre-gérant;
- d) enjoindre au séquestre, au séquestre-gérant ainsi qu'aux personnes qui les ont nommés ou pour le compte desquelles ils l'ont été, de réparer leurs fautes ou les en dispenser, notamment en matière de gérance des biens ou de l'activité de la compagnie, selon les modalités que la Cour estime pertinentes, et d'entériner les actes du séquestre ou séquestre-gérant;
- e) accorder des pouvoirs additionnels ou limiter l'exercice des pouvoirs conférés au séquestre ou séquestre-gérant dans l'acte de nomination ou dans une ordonnance antérieure; et

(f) an order giving directions on any matter relating to the duties of the receiver or receiver-manager.

1983, c.19, s.5

### Duties of receiver and receiver-manager

**86.9** A receiver or receiver-manager shall

(a) immediately notify the Director of his appointment or discharge who shall forthwith cause to be published in *The Royal Gazette* notice of such appointment or discharge;

(b) forthwith after his appointment and from time to time thereafter file with the Director a notice designating an office in New Brunswick where accounts of his administration shall be maintained;

(c) take into his custody and control the property of the company in accordance with the Court order or instrument under which he is appointed;

(d) open and maintain a bank account in his name as receiver or receiver-manager of the company for the money of the company coming under his control;

(e) keep detailed accounts of all transactions carried out by him as receiver or receiver-manager;

(f) keep accounts of his administration that shall be available at the office designated in paragraph (b) during usual business hours for inspection by the directors, and the directors shall have the right to make extracts therefrom;

(g) prepare at least once in every six-month period, after the date of his appointment, a financial account of his administration and, subject to any order of the Court, file a copy of it with the Director within sixty days after the end of each six-month period; and

(h) upon completion of his duties,

(i) render a final account of his administration,

(ii) send a copy of the final report to the Director who shall file it, and

(iii) send a copy of the final report to each director of the company.

1983, c.19, s.5; 2002, c.29, s.3

f) donner des directives concernant les fonctions du séquestre ou du séquestre-gérant.

1983, ch. 19, art. 5

### Fonctions du séquestre et du séquestre-gérant

**86.9** Un séquestre ou un séquestre-gérant doit

a) aviser immédiatement le Directeur tant de sa nomination que de sa libération; et il incombe à ce dernier d'en faire la publication dans la *Gazette royale*;

b) déposer lors de sa nomination et à l'occasion, auprès du Directeur un avis désignant un bureau au Nouveau-Brunswick où est tenue la comptabilité de sa gestion;

c) prendre sous sa garde et sous son contrôle les biens de la compagnie conformément à l'ordonnance ou à l'acte de nomination;

d) avoir, à son nom, et en qualité de séquestre ou de séquestre-gérant, un compte bancaire pour les fonds de la compagnie assujettie à son contrôle;

e) tenir une comptabilité détaillée de toutes les opérations qu'il effectue en qualité de séquestre ou séquestre-gérant;

f) tenir une comptabilité de sa gestion au bureau désigné à l'alinéa b) et permettre pendant les heures normales d'ouverture, aux administrateurs de la consulter et ceux-ci doivent avoir le droit d'en faire des extraits;

g) dresser, au moins une fois tous les six mois à compter de sa nomination, les états financiers concernant sa gestion, et sous réserve d'une ordonnance de la Cour, en déposer un exemplaire auprès du Directeur dans les soixante jours de la fin de chaque période de six mois; et

h) à la fin de son mandat,

(i) rendre compte de sa gestion,

(ii) envoyer un exemplaire du rapport final au Directeur qui doit le déposer, et

(iii) envoyer un exemplaire du rapport final à chacun des administrateurs de la compagnie.

1983, ch. 19, art. 5; 2002, ch. 29, art. 3

**Repealed**

**86.10** Repealed: 2008, c.11, s.8  
1983, c.19, s.5; 2008, c.11, s.8

**Application of sections 86.1 to 86.9**

**86.11** Sections 86.1 to 86.9 shall only apply to receivers and receiver-managers appointed after the coming into force of these sections.  
1983, c.19, s.5; 2008, c.11, s.8

**DIRECTORS****Number and qualifications of directors**

**87(1)** The affairs of the company shall be managed by a board of not less than three directors.

**87(1.1)** The directors of a company shall be shareholders or members of the company.

**87(1.2)** The following persons are disqualified from being a director of a company:

- (a) anyone who is less than nineteen years of age;
- (b) anyone who is of unsound mind and has been so found by a court in Canada or elsewhere;
- (c) a person who is not an individual;
- (d) a person who has the status of bankrupt; or
- (e) a person convicted of an offence under the *Criminal Code* (Canada) or the criminal law of any jurisdiction outside of Canada
  - (i) in connection with the promotion, formation or management of a corporation, or
  - (ii) involving fraud,

unless three years have elapsed since the expiration of the period fixed for suspension of the passing of sentence without sentencing or since a fine was imposed, or unless the term of imprisonment and probation imposed, if any, was concluded, whichever is the latest, but the disability imposed by this paragraph ceases upon a pardon being granted.

**Abrogé**

**86.10** Abrogé : 2008, ch. 11, art. 8  
1983, ch. 19, art. 5; 2008, ch. 11, art. 8

**Application des articles 86.1 à 86.9**

**86.11** Les articles 86.1 à 86.9 ne s'appliquent qu'aux séquestres et séquestres-gérants nommés après leur entrée en vigueur.  
1983, ch. 19, art. 5; 2008, ch. 11, art. 8

**ADMINISTRATEURS****Nombre d'administrateurs et qualités**

**87(1)** Les affaires de la compagnie sont administrées par un conseil d'administration d'au moins trois membres.

**87(1.1)** Les administrateurs d'une compagnie doivent en être actionnaires ou membres.

**87(1.2)** Ne peuvent être administrateurs d'une compagnie :

- a) les personnes qui n'ont pas dix-neuf ans révolus;
- b) les personnes qui sont faibles d'esprit et reconnues comme tels par un tribunal au Canada ou ailleurs;
- c) les personnes autres que les particuliers;
- d) les personnes qui ont le statut de failli; ou
- e) les personnes qui sont déclarées coupables d'une infraction prévue au *Code criminel* (Canada) ou par le droit criminel de toute autorité législative hors du Canada
  - (i) relative au lancement, à la constitution ou à l'administration d'une corporation, ou
  - (ii) impliquant une fraude,

sauf si trois ans se sont écoulés depuis l'expiration de la période fixée pour la suspension du prononcé de la sentence sans qu'il en soit prononcé ou depuis qu'une amende a été imposée ou que la peine d'emprisonnement et de probation, le cas échéant, s'est terminée, selon la dernière éventualité; toutefois, l'inhabilité prévue au présent alinéa ne s'applique pas dans le cas où le délinquant a obtenu un pardon.

**87(2)** The company may, by by-law, increase the number of its directors or may decrease the number to not less than three; but no by-law for either of said purposes is valid or shall be acted upon unless approved by a vote of at least two-thirds of the votes cast at an annual meeting or at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the by-law.

**87(3)** Where such a by-law is approved at such meeting the by-law becomes effective and may be acted upon forthwith, unless prior to its so being acted upon a shareholder, or the representative of a shareholder, files with the secretary of the meeting a protest against the by-law, in which case the by-law does not become effective and shall not be acted upon unless or until a copy thereof certified under the seal of the company has been deposited with the Director and approved by him.

**87(4)** Where a by-law increasing the number of directors becomes effective as aforesaid, the meeting approving the by-law may elect the additional directors or in default thereof the board may appoint such additional directors.

**87(5)** The persons named as such in the letters patent are the directors of the company until replaced by others duly appointed in their stead.

**87(6)** A company shall forward to the Director, within fifteen days after a change is made amongst its directors, a notice in the prescribed form setting out the change and the Director shall keep that notice on record.

R.S., c.33, s.86; 1960-61, c.29, s.3, 4; 1978, c.D-11.2, s.7; 1981, c.12, s.10; 2002, c.15, s.21; 2002, c.29, s.3

### **Executive committee**

**88** The board of directors of the company whenever it consists of more than six may, if authorized by by-law duly passed by the directors, and approved by at least two-thirds of the votes cast at an annual or at a special general meeting of shareholders duly called for considering the by-law, elect from its number an executive committee consisting of not less than three, which executive committee has power to fix its quorum at not less than a majority of its members and may exercise the powers of the board that are delegated by the by-law, subject to any

**87(2)** La compagnie peut, par règlement, augmenter le nombre des administrateurs ou le réduire à trois au minimum, mais aucun règlement établi à cet égard n'est valide et ne peut être mis en application à moins qu'il n'ait été approuvé par un vote d'au moins deux tiers des voix émises lors d'une assemblée annuelle ou lors d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires dûment convoquée pour examiner le règlement.

**87(3)** Lorsque le règlement est approuvé lors de l'assemblée, il prend effet et peut être mis immédiatement en application, sauf si avant sa mise en application un actionnaire, ou le représentant d'un actionnaire dépose entre les mains du secrétaire de l'assemblée une protestation au sujet du règlement, auquel cas le règlement n'est pas valable et ne peut être mis à exécution à moins ou avant qu'un exemplaire attesté sous le sceau de la compagnie n'en ait été déposé auprès du Directeur et approuvé par lui.

**87(4)** Lorsqu'un règlement visant à augmenter le nombre des administrateurs devient applicable comme il est dit plus haut, l'assemblée qui approuve le règlement peut élire les nouveaux administrateurs ou, à défaut d'élection, le conseil peut nommer ces nouveaux administrateurs.

**87(5)** Les personnes nommées comme telles dans les lettres patentes sont les administrateurs de la compagnie jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par d'autres personnes dûment désignées.

**87(6)** Une compagnie doit, dans les quinze jours de tout changement réalisé parmi ses administrateurs, envoyer au Directeur un avis en la forme prescrite indiquant ce changement et le Directeur doit conserver cet avis au dossier.

S.R., ch. 33, art. 86; 190-61, ch. 29, art. 3, 4; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 1981, c. 12, art. 10; 2002, ch. 15, art. 21; 2002, ch. 29, art. 3

### **Comité exécutif**

**88** Lorsque le conseil d'administration de la compagnie se compose de plus de six membres, il peut, s'il y est autorisé par règlement dûment adopté par les administrateurs, et approuvé par au moins deux tiers des voix émises à une assemblée annuelle ou à une assemblée générale extraordinaire des actionnaires régulièrement convoquée pour examiner le règlement, choisir parmi ses membres un comité exécutif composé d'au moins trois personnes, lequel comité exécutif peut fixer son quorum à au moins la majorité de ses membres et peut exercer



restrictions contained in the by-law and to any regulations imposed from time to time by the directors.

R.S., c.33, s.87

### **Election of directors**

**89** If, at any time, an election of directors is not made, or does not take effect at the proper time, the company is not held to be thereby dissolved, but such election may take place at a subsequent special general meeting of the company duly called for that purpose; and the retiring directors continue in office until their successors are elected.

R.S., c.33, s.88; 1991, c.27, s.10

### **Qualification of directors**

**90** A person elected as a director, or appointed as a director to fill a vacancy, must at the time of his election or appointment or within one week thereafter, be or become a shareholder to the amount required by the by-laws of the company, and not in arrear in respect of any call thereon, and any director ceasing to be a shareholder thereupon forthwith ceases to be a director.

R.S., c.33, s.89

### **Term of office**

**91** Directors shall be elected by the shareholders in general meeting of the company assembled at some place within New Brunswick, unless the letters patent or supplementary letters patent otherwise permit, at such times, in such manner and for such term, not exceeding two years, as the letters patent, or in default thereof, as the by-laws of the company prescribe.

R.S., c.33, s.90

### **Election of directors by minority shareholders**

**92** Where at a meeting of a company, whether incorporated under this Act or under any other Act of the Legislature, there is to be elected a full board of directors, and there are present, or represented by proxy, and acting as a unit shareholders owning shares with voting rights bearing the same or a larger proportion to the whole allotted stock of the company with voting rights, that one director bears to the total number of directors, such shareholders acting as a unit have the right to elect one director, any law or by-laws of any company to the

les pouvoirs du conseil d'administration délégués par le règlement, sous réserve des restrictions contenues dans le règlement et de toutes règles imposées de temps à autre par les administrateurs.

S.R., ch. 33, art. 87

### **Élection d'administrateurs**

**89** Si, à une époque quelconque, une élection d'administrateurs n'est pas tenue ou ne prend pas effet en temps voulu, la compagnie n'est pas de ce fait réputée dissoute, mais cette élection peut avoir lieu ultérieurement à une assemblée générale extraordinaire dûment convoquée à cette fin; et les administrateurs sortants restent en exercice jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

S.R., ch. 33, art. 88; 1991, ch. 27, art. 10

### **Qualités requises pour être administrateur**

**90** Une personne élue administrateur, ou nommée administrateur pour remplir une vacance, doit, au moment de son élection ou de sa nomination ou dans la semaine qui suit, détenir des actions ou en acquérir jusqu'à concurrence du montant requis par les statuts de la compagnie, et aucun versement sur ses actions ne doit être en souffrance, et tout administrateur cessant d'être actionnaire cesse dès lors d'être administrateur.

S.R., ch. 33, art. 89

### **Durée du mandat**

**91** Les actionnaires, réunis en assemblée générale de la compagnie, élisent les administrateurs dans un lieu situé au Nouveau-Brunswick, sauf autorisation contraire des lettres patentes ou des lettres patentes supplémentaires, à l'époque, de la manière et pour une durée, ne dépassant pas deux ans, que prescrivent les lettres patentes, ou, à leur défaut, les statuts de la compagnie.

S.R., ch. 33, art. 90

### **Élection des administrateurs par actionnaires minoritaires**

**92** Lorsqu'à une assemblée d'une compagnie, constituée en corporation en application de la présente loi ou en application d'une autre loi de la Législature, tous les membres du conseil d'administration doivent être élus, et un groupe d'actionnaires présents, ou représentés par fondés de pouvoir, agissant en tant que groupe d'actionnaires possédant des actions avec des droits de vote représentant la même ou une plus grande proportion par rapport à la totalité des actions réparties de la compagnie avec droits de vote, qu'un administrateur représente par

contrary hereof notwithstanding, but a shareholder claiming the above right of election shall, prior to the taking of the vote for the election of directors, deposit with the chairman or secretary of the meeting a written declaration under his hand stating his purpose of claiming the privileges of this section.

R.S., c.33, s.91

### **Voting by minority shareholders**

**93** A shareholder claiming the privileges provided by section 92 shall not vote at the election of any director at the said meeting, except one for whom he is entitled to vote under that section.

R.S., c.33, s.92

### **Time and form of election**

**94** In the absence of other provisions in that behalf in the letters patent or by-laws of the company,

- (a) the election of directors shall take place yearly, and all the directors then in office shall retire, but, if otherwise qualified, they are eligible for re-election,
- (b) every election of directors is by ballot,
- (c) the directors have power to fill any vacancy occurring in the board,
- (d) the directors shall elect from among themselves a president and, if they see fit, a vice-president of the company and may also appoint all other officers thereof.

R.S., c.33, s.93

### **Resolution of directors in writing**

**94.1(1)** Subject to the letters patent and supplementary letters patent, a resolution in writing or counterparts of such a resolution, signed by all the directors entitled to vote on that resolution at a meeting of directors or a committee of directors, is as valid as if it had been passed at a meeting of directors or committee of directors duly called, constituted and held.

rapport au nombre total des administrateurs, ces actionnaires agissant en groupe ont le droit d'élire un administrateur, nonobstant une loi ou des règlements contraires de la compagnie à cet égard, mais un actionnaire qui réclame le droit d'élection ci-dessus doit, avant de prendre part au vote pour l'élection d'administrateurs, déposer auprès du président ou du secrétaire de l'assemblée une déclaration écrite de sa main indiquant son intention de réclamer les privilèges du présent article.

S.R., ch. 33, art. 91

### **Vote par actionnaires minoritaires**

**93** Un actionnaire réclamant les privilèges prévus à l'article 92 ne doit pas voter lors de l'élection d'un administrateur à l'assemblée, mais seulement pour un administrateur pour lequel il a le droit de voter en application de cet article.

S.R., ch. 33, art. 92

### **Date et modalités de l'élection**

**94** En l'absence d'autres dispositions à cet égard dans les lettres patentes ou les statuts de la compagnie,

- a) l'élection des administrateurs a lieu annuellement, et tous les administrateurs qui sont alors en exercice doivent se retirer, mais, ils peuvent être réélus s'ils réunissent, du reste, les conditions requises,
- b) les élections des administrateurs se font toujours au scrutin,
- c) les administrateurs peuvent remplir toute vacance qui survient dans le conseil,
- d) les administrateurs élisent parmi eux un président, et, s'ils le jugent à propos, un vice-président de la compagnie et peuvent aussi nommer tous ses autres dirigeants.

S.R., ch. 33, art. 93

### **Résolutions écrites d'administrateurs**

**94.1(1)** Sous réserve des lettres patentes et des lettres patentes supplémentaires, une résolution écrite ou ses exemplaires, signée de tous les administrateurs habiles à voter relativement à cette résolution lors d'une réunion des administrateurs ou d'un comité d'administrateurs, a la même valeur que si elle avait été adoptée lors d'une réunion des administrateurs ou d'un comité d'administrateurs régulièrement convoquée, constituée et tenue.

**94.1(2)** Every resolution or counterpart referred to in subsection (1) shall be kept with the minutes of the meetings of the proceedings of the directors or committee of directors.

1997, c.61, s.4

#### **Meetings of directors by communication facilities**

**94.2** A director may participate in a meeting of directors or of a committee of directors by means of telephone or other communication facilities that permit all persons participating in the meeting to hear each other if

- (a) the by-laws so provide, or
- (b) subject to the by-laws, all the directors of the company consent,

and a director participating in a meeting by those means shall be deemed for the purposes of this Act to be present at that meeting

1997, c.61, s.4

#### **Indemnification of directors**

**95** Any director, former director, officer or former officer of a company or his or her heirs, executors, estate and effects may, with the consent of the company given at any general meeting of the company, from time to time and at all times be indemnified and saved harmless out of the funds of the company from and against all costs, charges and expenses whatsoever that the director, former director, officer or former officer sustains or incurs in or about any action, suit or proceeding that is brought, commenced or prosecuted against him or her for or in respect of any act, deed, matter or thing whatsoever, made, done or permitted by him or her in or about the execution of the duties of his or her office, and also from and against all other costs, charges and expenses that the director, former director, officer or former officer sustains or incurs in or about or in relation to the affairs of the company, except costs, charges or expenses that are occasioned by his or her own wilful neglect or default.

R.S., c.33, s.94; 1997, c.61, s.5

**94.1(2)** Toute résolution ou ses exemplaires visés au paragraphe (1) doit être conservée avec les procès-verbaux des délibérations des administrateurs ou du comité d'administrateurs.

1997, ch. 61, art. 4

#### **Réunions d'administrateurs par l'utilisation des moyens techniques de communication**

**94.2** Un administrateur peut participer à une réunion des administrateurs ou d'un comité d'administrateurs par l'utilisation des moyens techniques de communication, notamment le téléphone, permettant à tous les participants de communiquer verbalement entre eux, si

- a) les règlements administratifs le prévoient, ou
- b) sous réserve des règlements administratifs, tous les administrateurs de la compagnie y consentent,

et un administrateur qui participe à une réunion par l'entremise de ces moyens est réputé, aux fins de la présente loi, avoir assisté à cette réunion.

1997, ch. 61, art. 4

#### **Dédommagement des administrateurs**

**95** Tout administrateur, ancien administrateur, dirigeant ou ancien dirigeant d'une compagnie et ses héritiers, exécuteurs testamentaires, succession et effets, peut, du consentement de la compagnie donné à une assemblée générale de la compagnie, être en tout temps dédommagé avec les fonds de la compagnie et mis à couvert des frais, des charges et dépenses que l'administrateur, l'ancien administrateur, le dirigeant ou l'ancien dirigeant supporte ou subit au cours ou à l'occasion d'une action, instance ou procédure intentée ou exercée contre lui ou elle à l'égard ou en raison d'actes faits ou affaires, quels qu'ils soient, accomplis ou permis par lui ou elle dans l'exercice de ses fonctions ou des devoirs s'y rapportant et aussi de tous les autres frais, charges et dépenses que l'administrateur, l'ancien administrateur, le dirigeant ou l'ancien dirigeant supporte ou subit au cours ou à l'occasion des affaires de la compagnie ou relativement à ces affaires, sauf les frais, charges et dépenses qui résultent de sa propre négligence ou omission volontaire.

S.R., ch. 33, art. 94; 1997, ch. 61, art. 5

**POWERS OF DIRECTORS****Powers of directors**

**96(1)** The directors may administer the affairs of the company in all things, and make or cause to be made for the company any description of contract that the company may by law enter into, and may make by-laws not contrary to law or to the letters patent of the company or to this Act, as to the following matters:

- (a) the regulating of the allotment of stock, the making of calls thereon, the payment thereof, the issue and registration of certificates of stock, the forfeiture of stock for non-payment, the disposal of forfeited stock and of the proceeds thereof, and the transfer of stock;
- (b) the declaration and payment of dividends;
- (c) the amount of the stock qualifications of the directors, and their remuneration, if any;
- (d) the appointment, functions, duties and removal of all agents, officers and servants of the company, the security to be given by them to the company and their remuneration;
- (e) the time and place for the holding of the annual meetings of the company, the calling of meetings, regular and special, of the board of directors and of the company, the quorum, the requirements as to proxies, and the procedure in all things at such meetings;
- (f) the imposition and recovery of all penalties and forfeitures not otherwise provided for in this Act;
- (g) the conduct, in all other particulars, of the affairs of the company not otherwise provided for in this Act.

**96(2)** No by-law for the payment of the president or of any director is valid or shall be acted upon unless confirmed at an annual meeting or a special general meeting duly called for that purpose.

R.S., c.33, s.95

**POUVOIRS DES ADMINISTRATEURS****Attributions des administrateurs**

**96(1)** Les administrateurs peuvent, en toutes choses, gérer les affaires de la compagnie, et passer ou faire passer au nom de la compagnie toute espèce de contrat que la loi lui permet de passer, et peuvent établir des règlements non contraires à la loi, aux lettres patentes de la compagnie ou à la présente loi, relativement aux questions suivantes :

- a) la réglementation de la répartition des actions, les appels de versements, les versements, l'émission et l'enregistrement des titres, la confiscation des actions à défaut de paiement, la disposition des actions confisquées et de leur produit et le transfert des actions;
- b) la déclaration et le paiement de dividendes;
- c) les actions de garantie que les administrateurs doivent posséder pour être éligibles, et leur rémunération, s'il en est;
- d) la nomination, les fonctions, les devoirs et la destitution de tout agent, dirigeant et préposé de la compagnie, le cautionnement qu'ils doivent fournir à la compagnie et leur rémunération;
- e) l'époque et le lieu de la tenue des assemblées annuelles de la compagnie, la convocation des assemblées, régulières et extraordinaires, du conseil d'administration et de la compagnie, le quorum, les conditions que doivent réunir les fondés de pouvoir et la manière de procéder à ces assemblées;
- f) l'imposition et le recouvrement des amendes et des confiscations non autrement prévues par la présente loi;
- g) la conduite des affaires de la compagnie sous tous les autres rapports non autrement prévus par la présente loi.

**96(2)** Aucun règlement relatif au paiement du président ou de tout administrateur n'est valide ni ne peut être mis à exécution à moins qu'il n'ait été confirmé à une assemblée annuelle ou à une assemblée générale extraordinaire dûment convoquée à cette fin.

S.R., ch. 33, art. 95

**Period during which by-laws are in force**

**97** The directors may repeal, amend or re-enact any such by-law, but every such by-law, excepting a by-law made respecting agents, officers and servants of the company, and every repeal, amendment or re-enactment thereof, unless in the meantime confirmed at a general meeting of the company duly called for that purpose, has force only until the next annual meeting of the company, and in default of confirmation thereat ceases from that time to have force.

R.S., c.33, s.96; 2002, c.15, s.22

**LIABILITY OF DIRECTORS  
AND OFFICERS**

**Liability for dividend payments**

**98** If the directors of the company declare and pay any dividend when the company is insolvent, or any dividend, the payment of which renders the company insolvent, or impairs the capital thereof, they are jointly and severally liable, as well to the company as to the individual shareholders and creditors thereof, for all the debts of the company then existing and for all debts thereafter contracted during their continuance in office, respectively; but if any director present when such dividend is declared does forthwith, or if any director then absent does within twenty-four hours after he becomes aware of the declaration and is able so to do, enter on the minutes of the board of directors his protest against the declaration, and within eight days thereafter publishes such protest in at least one newspaper published at the place in which the head office or chief place of business of the company is situated or, if no newspaper is there published then in *The Royal Gazette*, such director may, thereby, and not otherwise, exonerate himself from such liability.

R.S., c.33, s.97

**Liability on share transfer**

**99** Where any transfer of shares not fully paid up has been made with the consent of the directors to a person who apparently is not of sufficient means to fully pay up such shares, the directors are jointly and severally liable to the creditors of the company, in the same manner and to the same extent as the transferring shareholder but for the transfer would have been; but if any director present when any such transfer is allowed does forthwith, or if

**Période pendant laquelle les règlements sont en vigueur**

**97** Les administrateurs peuvent révoquer, modifier ou remettre en vigueur tout règlement semblable, mais chaque règlement, sauf un règlement relatif aux agents, dirigeants et préposés de la compagnie, et chaque révocation, modification, ou remise en vigueur d'un règlement, à moins qu'ils ne soient sanctionnés dans l'intervalle par une assemblée générale de la compagnie dûment convoquée à cette fin, n'ont d'effet que jusqu'à la prochaine assemblée annuelle de la compagnie, et s'ils ne sont pas ratifiés à cette assemblée, ils cessent de ce jour d'être applicables.

S.R., ch. 33, art. 96; 2002, ch. 15, art. 22

**RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS  
ET DES DIRIGEANTS**

**Responsabilité relative au paiement de dividende**

**98** Si les administrateurs de la compagnie déclarent et paient un dividende lorsque la compagnie est insolvable, ou un dividende dont le paiement rend la compagnie insolvable, ou entame son capital, ils sont conjointement et solidairement responsables, tant envers la compagnie qu'envers les actionnaires pris individuellement et leurs créanciers, de toutes les dettes de la compagnie alors existantes et de toutes les dettes contractées par la suite pendant qu'ils demeurent respectivement en fonction, mais si un administrateur présent lorsque le dividende est déclaré, inscrit immédiatement ou si un administrateur alors absent inscrit, dans les vingt-quatre heures du moment où il apprend la déclaration et peut inscrire dans le livre des procès-verbaux du conseil d'administration sa protestation contre la déclaration, et si dans les huit jours qui suivent publie cette protestation dans au moins un journal de la localité où la compagnie a son siège social ou son bureau principal, ou si aucun journal n'y est publié, dans la *Gazette royale*, cet administrateur peut de ce fait, et non autrement, se libérer de cette responsabilité.

S.R., ch. 33, art. 97

**Responsabilité relative au transfert d'actions**

**99** Lorsqu'un transfert d'actions non entièrement libérées est fait avec le consentement des administrateurs à une personne qui manifestement n'a pas les moyens de libérer entièrement ces actions, les administrateurs sont conjointement et solidairement responsables envers les créanciers de la compagnie, de la même manière et dans la même mesure que l'aurait été, sans ce transfert l'actionnaire qui fait le transfert; mais si un administrateur

any director then absent does within twenty-four hours after he becomes aware of the transfer and is able so to do, enter on the minute book of the board of directors his protest against the transfer, and within eight days thereafter publishes such protest in at least one newspaper published at the place in which the head office or chief place of business of the company is situated, or, if there is no newspaper there published then in *The Royal Gazette*, such director may thereby, and not otherwise, exonerate himself from such liability.

R.S., c.33, s.98

### Liability for loans to shareholders

**100** If a loan is made by the company to a shareholder in violation of the provisions of this Act, all directors and officers of the company making the loan or assenting thereto are, until repayment of the loan, jointly and severally liable to the company, and also to the creditors of the company, for all debts of the company then existing, or contracted between the time of the making of the loan and the repayment thereof, such liability however not to exceed the amount of the loan.

R.S., c.33, s.99

## MEETINGS

### Annual meeting of shareholders

**101** There shall be a meeting of shareholders at least once every year at such time and place as may be fixed by the by-laws.

R.S., c.33, s.100

### Calling of annual meeting

**102** Shareholders who hold one-tenth part in value of the voting stock of the company may at any time by written requisition and notice call a special meeting of the company for the transaction of any business specified therein.

R.S., c.33, s.101

### Notice of meeting

**103** In the absence of other provisions in that behalf in the letters patent or by-laws of the company,

présent, lorsqu'un pareil transfert est permis, inscrit immédiatement, ou si un administrateur alors absent inscrit, dans les vingt-quatre heures du moment où il est mis au courant du transfert et peut le faire, au registre des procès-verbaux du conseil d'administration sa protestation contre le transfert, et dans les huit jours publie cette protestation dans au moins un journal de la localité où la compagnie a son siège social ou son bureau principal, ou, dans la *Gazette royale* si aucun journal n'y est publié, cet administrateur peut de ce fait, et non autrement, se libérer de cette responsabilité.

S.R., ch. 33, art. 98

### Responsabilité relative aux prêts accordés aux actionnaires

**100** Si un prêt est accordé par la compagnie à un actionnaire en violation des dispositions de la présente loi, tous les administrateurs et dirigeants de la compagnie qui accordent le prêt ou qui y consentent sont, jusqu'au remboursement du prêt, responsables conjointement et solidairement envers la compagnie, et aussi envers ses créanciers, de toutes les dettes de la compagnie alors existantes, ou contractées entre le moment où le prêt a été accordé et le moment de son remboursement; cependant cette responsabilité ne peut être supérieure au montant du prêt.

S.R., ch. 33, art. 99

## ASSEMBLÉES

### Assemblée annuelle des actionnaires

**101** Une assemblée des actionnaires doit être tenue au moins une fois l'an à l'époque et à l'endroit déterminés par les statuts.

S.R., ch. 33, art. 100

### Convocation de l'assemblée

**102** Les actionnaires qui détiennent un dixième de la valeur des actions donnant droit au vote peuvent, en tout temps, au moyen d'une requête et d'un avis par écrit, convoquer une assemblée extraordinaire de la compagnie pour l'expédition des affaires qui y sont mentionnées.

S.R., ch. 33, art. 101

### Avis de la tenue d'une assemblée

**103** En l'absence d'autres dispositions à cet égard dans les lettres patentes ou les statuts de la compagnie

(a) notice of the time and place for holding a general meeting of the company shall be given at least fourteen days previous to the time specified in the notice for the meeting by ordinary mail or in some newspaper published in the place where the head office of the company is situated, or if there is no such newspaper then in the place nearest thereto in which a newspaper is published;

(b) at all general meetings of the company, each shareholder is entitled to give one vote for each share then held by him, and such votes may be given in person or by proxy, if such proxy is himself a shareholder; but no shareholder is entitled either in person or by proxy to vote at any meeting as holder of a share in respect of which any call or calls are payable and are unpaid;

(c) all questions proposed for the consideration of the shareholders at general meetings shall be determined by the majority of votes, and the chairman presiding at such meetings has the casting vote in case of an equality of votes;

(d) subject to the by-laws, if shares are held jointly by two or more persons any one of them present at a meeting may, in the absence of the others, vote thereon, and if more than one of them are present, or represented by proxy, they shall vote together on the shares jointly held.

R.S., c.33, s.102; 1983, c.19, s.6

### Resolution of shareholders or members in writing

**103.1(1)** Subject to the letters patent and supplementary letters patent, a resolution in writing signed by all the shareholders or members entitled to vote on that resolution at a meeting of shareholders or members is as valid as if it had been passed at a meeting of the shareholders or members.

**103.1(2)** Subject to the letters patent and supplementary letters patent, a resolution in writing dealing with all matters required by this Act to be dealt with at a meeting of shareholders or members, or counterparts of such a resolution, signed by all the shareholders or members entitled to vote at that meeting, satisfies all the requirements of this Act relating to meetings of shareholders or members duly called, constituted and held.

a) l'avis de la date et de l'endroit de la tenue d'une assemblée générale de la compagnie doit être expédié quatorze jours au moins avant la date de l'assemblée par courrier ordinaire ou inséré dans un journal publié dans la localité où est situé le siège social de la compagnie; s'il n'y a pas de journal dans la localité, la publication doit se faire dans la localité la plus proche où un journal est publié;

b) à toutes les assemblées générales de la compagnie, chaque actionnaire a droit à un vote pour chaque action qu'il détient à ce moment-là et il peut voter en personne ou par fondé de pouvoir, si ce fondé de pouvoir est lui-même actionnaire, mais aucun actionnaire n'a le droit, soit en personne, soit par fondé de pouvoir, de voter à une assemblée quelconque en tant que détenteur d'une action à l'égard de laquelle un versement ou des versements sont exigibles et impayés;

c) toutes les questions soumises aux actionnaires pour examen aux assemblées générales doivent être décidées à la majorité des voix, et la personne qui préside à ces assemblées a voix prépondérante en cas de partage égal des voix;

d) sous réserve des statuts, si des actions sont détenues conjointement par deux ou plusieurs personnes, l'une d'elles présente à une assemblée peut y voter en l'absence des autres, et si plusieurs d'entre elles sont présentes, ou représentées par fondé de pouvoir, elles doivent voter ensemble sur les actions détenues conjointement.

S.R., ch. 33, art. 102; 1983, ch. 19, art. 6

### Résolution écrite d'actionnaires ou de membres

**103.1(1)** Sous réserve des lettres patentes et des lettres patentes supplémentaires, une résolution écrite signée de tous les actionnaires ou membres habiles à voter relativement à cette résolution lors d'une réunion des actionnaires ou des membres a la même valeur que si elle avait été adoptée lors d'une réunion des actionnaires ou des membres.

**103.1(2)** Sous réserve des lettres patentes et des lettres patentes supplémentaires, une résolution écrite portant sur toutes les questions qui doivent être inscrites à l'ordre du jour d'une réunion d'actionnaires ou de membres selon la présente loi, ou les exemplaires de cette résolution, signés de tous les actionnaires ou membres habiles à voter lors de cette réunion, répondent aux exigences de la présente loi relatives aux réunions d'actionnaires ou

**103.1(3)** Every resolution or counterpart referred to in subsection (1) or (2) shall be kept with the minutes of the meetings of shareholders or members.

1997, c.61, s.6

#### **Meetings of shareholders or members by communication facilities**

**103.2** A shareholder or member or any other person entitled to attend a meeting of shareholders or members may participate in the meeting by means of telephone or other communication facilities that permit all persons participating in the meeting to hear each other if

- (a) the by-laws so provide, or
- (b) subject to the by-laws, all the shareholders or members entitled to vote at the meeting consent,

and a person participating in a meeting by those means shall be deemed for the purposes of this Act to be present at the meeting.

1997, c.61, s.6

### **BOOKS OF THE COMPANY**

#### **Books and shareholders list**

**104** The company shall cause books to be kept by the secretary, or by some other officer or agent specially charged with that duty, wherein shall be kept recorded

- (a) a copy of the letters patent incorporating the company, and any supplementary letters patent, and of all by-laws of the company;
- (b) the names alphabetically arranged of all persons who are or have been shareholders;
- (c) the address and calling of every such person while a shareholder, as far as can be ascertained;
- (d) the number of shares of stock held by each shareholder;

de membres régulièrement convoquées, constituées et tenues.

**103.1(3)** Toute résolution ou ses exemplaires visés au paragraphe (1) ou (2) doit être conservée avec les procès-verbaux des réunions d'actionnaires ou de membres.

1997, ch. 61, art. 6

#### **Réunions d'actionnaires ou de membres par l'utilisation des moyens techniques de communication**

**103.2** Un actionnaire ou un membre ou toute autre personne habile à assister à une réunion des actionnaires ou des membres peut participer à la réunion par l'utilisation des moyens techniques de communication, notamment le téléphone, permettant à tous les participants de communiquer verbalement entre eux, si

- a) les règlements administratifs le prévoient, ou
- b) sous réserve des règlements administratifs, tous les actionnaires ou membres habiles à voter lors de la réunion y consentent,

et la personne qui participe à la réunion par l'entremise de ces moyens est réputée, aux fins de la présente loi, avoir assisté à la réunion.

1997, ch. 61, art. 6

### **REGISTRES DE LA COMPAGNIE**

#### **Registre et liste des actionnaires**

**104** La compagnie fait tenir par son secrétaire, ou par quelque autre dirigeant ou agent spécialement chargé de ce soin, des registres où sont consignés

- a) une copie des lettres patentes constituant en corporation la compagnie, et de toutes lettres patentes supplémentaires et de tous statuts de la compagnie;
- b) les noms, par ordre alphabétique, de toutes les personnes qui sont ou qui ont été actionnaires;
- c) l'adresse et la profession de chaque personne pendant qu'elle est actionnaire, dans la mesure où elles peuvent être déterminées;
- d) le nombre d'actions détenues par chaque actionnaire;



(e) the amounts paid in and remaining unpaid respectively on the stock of each shareholder;

(f) all transfers of stocks, with the date and other particulars of the transfer, and the date of the entry thereof;

(g) the names, addresses and callings of all persons who are or have been directors of the company, with the several dates at which each became or ceased to be a director;

(h) minutes of all meetings of shareholders, directors and executive committee.

R.S., c.33, s.103

### Transfer register

**105(1)** A book called the register of transfers shall be provided, and in the book shall be entered the particulars of every transfer of shares in the capital of the company.

**105(2)** One or more branch registers of transfers may be kept at places appointed by the directors.

**105(3)** Every transfer made at a branch registry shall be forthwith reported to the head office of the company.

R.S., c.33, s.104

### Inspection of books

**106(1)** Such books, with the exception of the minute books of the directors and executive committee, shall, during reasonable business hours of every day except Sundays and holidays, be kept open at the head office of the company or at such place as may be authorized under subsection (2) or (3) of this section, for the inspection of shareholders and creditors of the company and their personal representatives, and of any judgment creditor of a shareholder.

**106(2)** The Lieutenant-Governor in Council upon cause being shown to him may by order designate some other office of the company in the Province as the place where its books may be kept for the purposes of subsection (1).

e) les versements acquittés et restant à effectuer respectivement sur les actions de chaque actionnaire;

f) tous les transferts d'actions, avec la date et autres détails du transfert, et la date de son enregistrement;

g) les noms, adresses et professions de toutes les personnes qui sont ou qui ont été administrateurs de la compagnie, ainsi que les différentes dates auxquelles chacune est devenue administrateur ou a cessé de l'être;

h) les procès-verbaux de toutes les assemblées des actionnaires, des administrateurs et du comité exécutif.

S.R., ch. 33, art. 103

### Registre des transferts

**105(1)** La compagnie doit aussi avoir un livre portant le nom de registre des transferts, et dans lequel sont inscrits les détails de tout transfert d'actions du capital de la compagnie.

**105(2)** Un ou plusieurs registres des transferts peuvent être tenus aux succursales indiquées par les administrateurs.

**105(3)** Tout transfert fait dans un registre de succursale doit être immédiatement signalé au siège social de la compagnie.

S.R., ch. 33, art. 104

### Inspection des registres

**106(1)** Ces registres, à l'exception des registres des délibérations des administrateurs et du comité exécutif doivent, pendant les heures raisonnables d'affaires, tous les jours, les dimanches et jours de fête exceptés, être disponibles au siège social de la compagnie ou à un endroit qu'autorise le paragraphe (2) ou (3) du présent article, à l'inspection des actionnaires et des créanciers de la compagnie et de leurs représentants personnels, et de tout créancier, nanti d'un jugement rendu contre un actionnaire.

**106(2)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par ordonnance, les raisons lui ayant été exposées, désigner un autre bureau de la compagnie situé dans la province comme devant être l'endroit où les livres peuvent être tenus aux fins du paragraphe (1).

**106(3)** Where an agent with an established place of business in the Province is appointed by the company for the purpose of recording the transfer of its shares, the book, in which are recorded the particulars mentioned in paragraphs 104(b), (c), (d), (e) and (f), may be kept at the agent's place of business in the Province where the register of transfers is kept.

**106(4)** Every such shareholder, creditor or personal representative or judgment creditor may make extracts therefrom.

R.S., c.33, s.105; 1953, c.25, s.6

### INSPECTION

#### Liability for failure to maintain books

**107** The directors of every company that neglects to keep such book or books as aforesaid, and any director or officer who refuses to permit any person entitled thereto to inspect the books, or make extracts therefrom, shall forfeit and pay to the party aggrieved the sum of fifty dollars, and in case the amount is not paid within ten days after judgment is recovered therefor, the court in which the judgment is recovered, or a judge thereof, may make an order for the imprisonment of the offender for any period not exceeding three months, unless the amount with costs is sooner paid, and such offender may be imprisoned accordingly, and does not have privilege of bail.

R.S., c.33, s.106

#### Action for failure to maintain books

**108** Any director, officer, or servant of the company, who knowingly makes, or assists to make, any untrue entry in any such book, or refuses or neglects to make any proper entry therein, shall besides any criminal liability that he may thereby incur, be liable in damages for any loss or injury that any person interested may have sustained thereby.

R.S., c.33, s.107

#### Investigation by court order

**109(1)** Upon the application of shareholders representing not less than one-fourth in value of the issued capital stock of the company a judge may, if he deems it necessary, appoint a competent inspector to investigate the affairs and management of the company, who shall report to the judge the result of the investigation.

**106(3)** Lorsqu'un agent ayant son siège établi dans la province est nommé par la compagnie pour consigner le transfert de ses actions, le registre dans lequel sont consignés les détails mentionnés aux alinéas 104b), c), d), e), et f), peut être tenu au siège de l'agent dans la province où le registre des transferts est tenu.

**106(4)** Tout actionnaire, créancier ou représentant personnel ou créancier nanti d'un jugement peut en tirer des extraits.

S.R., ch. 33, art. 105; 1953, ch. 25, art. 6

### INSPECTION

#### Responsabilité pour négligence dans la tenue des registres

**107** Les administrateurs de toute compagnie qui négligent de tenir le registre ou les registres comme il est dit plus haut, et tout administrateur ou dirigeant qui refuse à toute personne qui en a le droit la permission d'inspecter les livres, ou d'en tirer des extraits, doivent payer comme amende à la partie lésée la somme de cinquante dollars, et dans le cas où le montant n'est pas payé dans les dix jours du jugement rendu à cet égard, la cour qui a rendu le jugement, ou un juge de cette cour, peut rendre une ordonnance visant l'emprisonnement du contrevenant pour une période qui ne peut excéder trois mois, à moins que le montant, ainsi que les frais, ne soient payés plus tôt, et ce contrevenant peut être emprisonné sans possibilité de libération sous caution.

S.R., ch. 33, art. 106

#### Recours pour négligence dans la tenue des registres

**108** Tout administrateur, dirigeant ou préposé de la compagnie, qui, sciemment, fait un faux enregistrement dans un tel registre, y participe ou encore refuse ou néglige d'y faire l'enregistrement qui s'impose, est responsable, outre toute responsabilité pénale qu'il peut alors encourir, des dommages-intérêts pour toute perte ou préjudice subi par la personne intéressée.

S.R., ch. 33, art. 107

#### Enquête par ordonnance du tribunal

**109(1)** Sur la demande d'actionnaires représentant au moins le quart de la valeur du capital social émis de la compagnie, un juge peut, s'il l'estime nécessaire, nommer un inspecteur compétent pour faire examiner les affaires et la gestion de la compagnie, et qui doit faire un rapport au juge des résultats de son enquête.

**109(2)** The application shall be supported by such evidence as the judge may require for the purpose of showing that the applicants have good reason for requiring an investigation to be made, and that they are not actuated by malicious motives in instituting the investigation.

**109(3)** The judge may make necessary rules as to the investigation and prescribe the manner in which, and the extent to which, the investigation shall be conducted, or may, if he deems it necessary, examine the officers or directors of the company under oath as to matters that come in question.

**109(4)** The expense of the investigation shall, in the discretion of the judge, be defrayed by the company, or by the applicants, or partly by the company and partly by the applicants as the judge may order, who may, if he thinks fit, require the applicants to give security to cover the probable cost of the investigation, and upon the investigation and report the judge may make an order for the winding-up of the company or such other order as he deems proper.

R.S., c.33, s.108

#### **Investigation by shareholders**

**110(1)** The company may by resolution passed at an annual meeting, or at a general meeting called for the purpose, appoint an inspector to examine into the affairs of the company, and may in the resolution direct the manner and extent of the investigation and the matter to be investigated.

**110(2)** The inspector so appointed has the same powers as an inspector appointed by a judge, and shall make his report in the manner and to the persons that the company by the resolution directs.

R.S., c.33, s.109

#### **Application of Act respecting books**

**111** The provisions of sections 104 to 110 inclusive are applicable to every company heretofore incorporated by letters patent or under any special or general Act, or that may hereafter be incorporated under this Act.

R.S., c.33, s.110; 1981, c.12, s.11

#### **Duty to produce books and documents**

**112(1)** It is the duty of all officers and servants of the company to produce for the examination of any inspector appointed by a judge, or by the company, all books

**109(2)** La demande doit être accompagnée de la preuve que peut exiger le juge pour établir que les pétitionnaires sont fondés à demander cette enquête et n'agissent dans aucune intention de nuire.

**109(3)** Le juge peut établir les règles nécessaires relatives à l'enquête et déterminer la manière et la façon dont l'enquête doit être menée, ou peut, s'il l'estime nécessaire, interroger sous serment les dirigeants ou les administrateurs de la compagnie relativement aux affaires dont il est question.

**109(4)** Les frais de l'enquête doivent, à la discrétion du juge, être couverts par la compagnie, ou par les pétitionnaires, ou en partie par la compagnie et en partie par les pétitionnaires ainsi que le juge l'ordonne, et le juge peut, s'il l'estime à propos, exiger des pétitionnaires une caution pour couvrir les frais probables de l'enquête, et à la suite de l'enquête et du rapport le juge peut rendre une ordonnance pour la mise en liquidation de la compagnie ou telle autre ordonnance qu'il juge appropriée.

S.R., ch. 33, art. 108

#### **Enquête par les actionnaires**

**110(1)** La compagnie peut par résolution adoptée à une assemblée annuelle, ou à une assemblée générale convoquée à cette fin, nommer un inspecteur afin de faire examiner les affaires de la compagnie, et peut dans la résolution décider de la manière et de l'étendue de l'enquête ainsi que des questions à examiner.

**110(2)** L'inspecteur ainsi nommé a les mêmes pouvoirs que ceux d'un inspecteur nommé par un juge, et doit établir son rapport de la manière et le remettre aux personnes que la compagnie détermine par la résolution.

S.R., ch. 33, art. 109

#### **Application de la loi relative aux registres**

**111** Les dispositions des articles 104 à 110 inclusive sont applicables à toute compagnie qui a été constituée en corporation par lettres patentes ou en vertu d'une loi spéciale ou générale ou qui peut être par la suite constituée en corporation en vertu de la présente loi.

S.R., ch. 33, art. 110; 1981, ch. 12, art. 11

#### **Devoir de produire des registres et documents**

**112(1)** Il est du devoir de tous les dirigeants et de tous les préposés de la compagnie de mettre à la disposition de tout inspecteur nommé par un juge ou par la compa-

and documents in their custody or power relating to the affairs of the company.

**112(2)** Any such inspector may examine upon oath the officers and agents of the company in relation to its business.

R.S., c.33, s.111

### PROCEDURE

#### Service of process

**113(1)** Any summons, notice, order, other process or document required to be served upon the company may be served by leaving it at the head office of the company with any adult person in the employ of the company, or by serving it on the president, secretary or other officer of the company.

**113(2)** If the company has no known office and no known president, secretary or other officer, the court may order such publication as it deems requisite to be made in the premises; and such publication shall be deemed to be due service upon the company.

R.S., c.33, s.112

#### Authentication of documents

**114** Any summons, notice, order or proceeding that requires authentication by the company may be signed by any director, manager or other authorized officer of the company, and need not be under the seal of the company.

R.S., c.33, s.113

#### Service of notice on shareholders

**115** Notices to be served by the company upon the shareholders, other than those required in section 103, may be served either personally or by sending them through the post, in registered letters, addressed to the shareholders at their respective places of abode or, when a place of abode is unknown, to the address as shown on the books of the company.

R.S., c.33, s.114

#### Service of notice on shareholders – post

**116** A notice or other document served by post, by the company on a shareholder, shall be deemed to be served

gnie tous les registres et documents dont ils ont la garde ou la responsabilité et relatifs aux affaires de la compagnie.

**112(2)** L'inspecteur peut interroger sous serment les dirigeants et agents de la compagnie relativement aux affaires de celle-ci.

S.R., ch. 33, art. 111

### PROCÉDURE

#### Signification des actes de procédure

**113(1)** Les convocations, avis, ordres, autres pièces ou documents qui doivent être signifiés à la compagnie peuvent être signifiés au siège social de la compagnie, à une personne adulte à l'emploi de la compagnie, ou au président, secrétaire ou autre dirigeant de la compagnie.

**113(2)** Si la compagnie n'a pas de bureau connu ni un président, secrétaire ou autre dirigeant connus, la cour peut ordonner la publication qui lui semble nécessaire à cet égard; et cette publication est considérée comme étant une signification suffisante à la compagnie.

S.R., ch. 33, art. 112

#### Authentification des documents

**114** Les convocations, avis, ordres ou pièces qui doivent être authentifiés par la compagnie peuvent être signés par tout administrateur, gérant ou autre dirigeant autorisé de la compagnie, et n'ont pas besoin d'être revêtus du sceau de la compagnie.

S.R., ch. 33, art. 113

#### Signification des avis aux actionnaires

**115** Les avis qui doivent être signifiés aux actionnaires par la compagnie, autres que ceux prévus à l'article 103, peuvent être signifiés à personne ou par la poste, par lettres recommandées adressées aux actionnaires à leurs lieux de résidence, ou, lorsque le lieu de résidence n'est pas connu, à l'adresse indiquée sur les registres de la compagnie.

S.R., ch. 33, art. 114

#### Signification par la poste aux actionnaires

**116** La signification d'un avis ou autre document que la compagnie adresse par la poste à un actionnaire, est réputée être faite au temps où, au cours ordinaire du ser-

at the time when the letter containing it would be delivered in the ordinary course of post.

R.S., c.33, s.115

#### **Actions between company and shareholders**

**117** Any description of action may be prosecuted and maintained between the company and a shareholder thereof.

R.S., c.33, s.116

#### **Form of corporate name in legal proceedings**

**118** In an action or other legal proceeding, it is not requisite to set forth the mode of incorporation of the company, otherwise than by mention of it under its corporate name as incorporated by virtue of letters patent, or of letters patent and supplementary letters patent, as the case may be, under this Act.

R.S., c.33, s.117

#### **Share ownership disputes**

**119** Where the interest in any shares of the capital stock of the company is transmitted by the death of a shareholder, or otherwise, or where the ownership of any shares or the legal right of possession of the same changes by any lawful means other than by transfer according to the provisions of this Act, and the directors of the company entertain reasonable doubts as to the legality of a claim to such shares, the company may make and file in the Court a declaration and petition in writing, addressed to a Judge, setting forth the facts and the number of shares previously belonging to the person in whose name the shares stand in the books of the company, and praying for an order or judgment adjudicating and awarding the shares to the person or persons legally entitled to the same.

R.S., c.33, s.118

#### **Notice to person claiming shares**

**120** Notice of the intention to present such petition shall be given to the person claiming the shares, or to the attorney of that person duly authorized for the purpose, who shall, upon the filing of the petition, establish his right to the shares referred to in the petition; and the time to plead and all other proceedings in such a case are the same as those observed in analogous cases before such Court.

R.S., c.33, s.119

vice de la poste, doit avoir lieu la remise de la lettre qui le contient.

S.R., ch. 33, art. 115

#### **Recours entre une compagnie et ses actionnaires**

**117** La compagnie a la faculté d'agir par toutes voies légales contre un actionnaire, et réciproquement.

S.R., ch. 33, art. 116

#### **Mention de la compagnie par sa raison sociale**

**118** Dans une action ou autre procédure judiciaire, il n'est pas nécessaire d'énoncer le mode de constitution en corporation de la compagnie, autrement que par la mention de la compagnie sous son nom social ainsi qu'elle a été constituée par lettres patentes, ou par lettres patentes et lettres patentes supplémentaires, selon le cas, en application de la présente loi.

S.R., ch. 33, art. 117

#### **Contestation de la propriété des actions**

**119** Lorsque l'intérêt dans des actions du capital social de la compagnie est transmis par suite du décès d'un actionnaire, ou autrement, ou lorsque la propriété de toutes actions ou le droit légal de possession de ces actions change par tous moyens légaux autres que par transfert conformément aux dispositions de la présente loi, et que les administrateurs de la compagnie ont de bonnes raisons de douter de la légalité du titre à ces actions, la compagnie peut faire et déposer à la cour une déclaration et requête par écrit, adressée à un juge, exposant les faits et indiquant le nombre d'actions qui appartenaient à la personne au nom de laquelle les actions sont inscrites sur les livres de la compagnie, et sollicitant une ordonnance ou un jugement attribuant les actions à la personne ou aux personnes qui y ont légitimement droit.

S.R., ch. 33, art. 118

#### **Avis de la personne revendiquant des actions**

**120** Un avis de l'intention de présenter cette requête doit être donné à la personne qui revendique les actions, ou à l'avocat de la personne dûment autorisé à cette fin, et qui doit, après le dépôt de la requête, établir son droit aux actions visées dans la requête; et le temps pour plaider et toutes les autres procédures dans un pareil cas sont les mêmes que ceux qui sont observés dans les cas analogues dont est saisie la cour.

S.R., ch. 33, art. 119

**Costs and expenses**

**121** The costs and expenses incurred by the company in procuring the order or judgment shall be paid to the company by the person or persons to whom the shares are declared lawfully to belong, and the shares shall not be transferred in the books of the company until the costs and expenses are paid, but this provision in no way prejudices the right of the person adjudged to be the lawful owner of the shares to recourse, according to the practice of the court, for such costs and expenses against any person contesting his right to the shares.

R.S., c.33, s.120

**Share transfer pursuant to court order**

**122(1)** The company shall be guided by the order of the Judge establishing the right to such shares.

**122(2)** The order or judgment has the effect of a release from every other claim to the said shares, or arising in respect thereof, and shall fully indemnify and save harmless the company from any such claim.

R.S., c.33, s.121

**STATEMENTS AND RETURNS****Financial statements to shareholders**

**123** The directors of every company shall lay before its shareholders annually at or before the general meeting of the company for the election of directors, a full statement of the affairs and financial position of the company.

R.S., c.33, s.122

**Content of financial statements**

**124(1)** The statement referred to in section 123 shall include

- (a) a profit and loss account made up to a date not more than four months before the date of the meeting at which it is laid;
- (b) a balance sheet signed by two directors or by the auditors showing the assets and liabilities of the company as at the date to which the profit and loss account is made up;

**Frais et dépenses**

**121** Les frais et les dépenses engagés par la compagnie pour obtenir l'ordonnance ou le jugement doivent être payés à la compagnie par la personne ou les personnes auxquelles les actions appartiennent selon la loi, et les actions ne peuvent être transférées sur les livres de la compagnie tant que les frais et les dépenses ne sont pas payés; toutefois cette disposition ne porte aucunement atteinte au droit de la personne reconnue comme le propriétaire légitime des actions d'exercer un recours pour ces frais et dépenses, selon les pratiques de la cour, contre toute personne contestant son droit aux actions.

S.R., ch. 33, art. 120

**Transfert des actions selon une ordonnance du tribunal**

**122(1)** La compagnie doit suivre l'ordonnance du juge établissant le droit à ces actions.

**122(2)** L'ordonnance ou le jugement a l'effet d'une libération de toute autre revendication portant sur ces actions, ou en résultant, et doit complètement dédommager et mettre à couvert la compagnie de toute revendication semblable.

S.R., ch. 33, art. 121

**ÉTATS ET BILANS****États financiers soumis aux actionnaires**

**123** Les administrateurs de chaque compagnie doivent soumettre à ses actionnaires annuellement, à l'assemblée générale de la compagnie, ou avant l'assemblée, pour l'élection des administrateurs, un état complet des affaires et de la situation financière de la compagnie.

S.R., ch. 33, art. 122

**Contenu des états financiers**

**124(1)** L'état mentionné à l'article 123 doit comprendre

- a) un compte de profits et pertes établi à une date qui ne doit précéder de plus de quatre mois la date de l'assemblée à laquelle il est soumis;
- b) un bilan de l'actif et du passif de la compagnie, signé par deux administrateurs ou par les vérificateurs à la date à laquelle le compte de profits et pertes est établi;

(c) a statement of surplus showing separate accounts for capital surplus and earned surplus, which statement may be incorporated with (a) or (b);

(d) the report of the auditors, if any.

**124(2)** The provisions of this section do not apply to an incorporated fishing, sporting or literary club or association or any company incorporated without capital stock under the provisions of section 18.

R.S., c.33, s.123

### Delivery of financial statements

**125(1)** The directors of every company shall, upon the request of any shareholder, cause to be delivered to him a copy of the statement referred to in sections 123 and 124.

**125(2)** The request referred to in subsection (1) may be made before, at or after the meeting; and if made within fourteen days before the meeting, the directors shall cause the copy to be delivered not later than four days following the receipt of the request.

R.S., c.33, s.124

### Statement to Director

**126(1)** Before the last day of the month following the anniversary month, without notice or demand, every company incorporated under the laws of New Brunswick except those subject to the *Loan and Trust Companies Act*, the *Business Corporations Act*, the *Cooperatives Act* or the *Credit Unions Act* shall deliver to the Director a statement, signed by a director or an officer of the company, in the form prescribed by regulation.

**126(1.1)** For the purposes of this section, “anniversary month” means the month of each year that is the same as the month in which the company was incorporated under the laws of New Brunswick.

**126(2)** Repealed: 2008, c.11, s.8

**126(2.1)** Repealed: 1983, c.19, s.7

**126(3)** The Director may in his discretion and for good cause enlarge the time for making and delivering any such statement.

c) un état de l’excédent indiquant séparément les comptes d’excédent de capital et de bénéfices laissés à la disposition de l’entreprise, lequel état peut être incorporé dans a) ou b);

d) le rapport des vérificateurs, s’il y en a.

**124(2)** Les dispositions du présent article ne s’appliquent pas à un club ou association constituée de pêche, de sport, à un club littéraire ni à toute compagnie constituée en corporation sans capital social en application des dispositions de l’article 18.

S.R., ch. 33, art. 123

### Remise des états financiers

**125(1)** Les administrateurs de chaque compagnie doivent, sur la demande d’un actionnaire, lui faire adresser une copie de l’état mentionné aux articles 123 et 124.

**125(2)** La demande mentionnée au paragraphe (1) peut être faite avant, pendant ou après l’assemblée; et si elle est faite dans les quatorze jours qui précèdent l’assemblée, les administrateurs doivent faire livrer la copie quatre jours au plus tard après la réception de la demande.

S.R., ch. 33, art. 124

### Rapport au Directeur

**126(1)** Avant le dernier jour du mois qui suit le mois anniversaire, toute compagnie constituée en corporation en vertu des lois du Nouveau-Brunswick doit, à l’exception des compagnies soumises au régime de la *Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie*, de la *Loi sur les sociétés par actions*, de la *Loi sur les coopératives* ou de la *Loi sur les caisses populaires*, sans avis ni demande, adresser au Directeur un rapport signé par un administrateur ou un dirigeant de la compagnie en la forme prescrite par règlement.

**126(1.1)** Aux fins du présent article, « mois anniversaire » désigne le mois de chaque année qui est le même que celui où la compagnie a été constituée en corporation en vertu des lois du Nouveau-Brunswick.

**126(2)** Abrogé : 2008, ch. 11, art. 8

**126(2.1)** Abrogé : 1983, ch. 19, art. 7

**126(3)** Le Directeur peut à sa discrétion et pour des raisons valables accorder un délai supplémentaire pour la préparation et l’envoi de tout état semblable.

**126(4)** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

(a) establishing, altering and regulating the tariff of fees to be paid under this section;

(a.1) waiving, in whole or in part, any obligation to file a statement under this section subject to such terms and conditions as the Lieutenant-Governor in Council considers appropriate;

(b) prescribing forms and all other matters required to carry out the objects of this section.

**126(5)** Such fees may vary in amount, having regard to the nature of the company, amount of capital stock, the amount of capital invested or used in conducting the company's business in the Province and otherwise as may be deemed expedient.

**126(6)** Upon the receipt of the statement and the fees payable thereon the Director may issue a certificate of the making of such statement under his hand, which shall be received as *prima facie* evidence of the statements contained in such certificate in all courts.

R.S., c.33, s.125; 1954, c.28, s.8; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 1981, c.12, s.12; 1983, c.19, s.7; 1986, c.23, s.1; 1987, c.L-11.2, s.280; 1989, c.9, s.2; 1992, c.C-32.2, s.309; 1996, c.62, s.3; 2002, c.15, s.23; 2002, c.29, s.3; 2008, c.11, s.8; 2017, c.55, s.5; 2019, c.24, s.184; 2023, c.2, s.168

### Offence and penalty

**126.1(1)** A person who knowingly makes or assists in making a report, return, notice, statement or other document required by this Act or the regulations to be sent to the Director that

(a) contains an untrue statement of a material fact, or

(b) omits to state a material fact required therein or necessary to make a statement contained therein not misleading in light of the circumstances in which it was made,

commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category F offence.

**126(4)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements

a) établissant, modifiant et réglementant le tarif des droits à payer en application du présent article;

a.1) dispensant, en tout ou en partie, de l'obligation de déposer un rapport ou un état en application du présent article sous réserve des modalités et conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil considère appropriées;

b) prescrivant les formules et toute autre matière nécessaire à la réalisation des objets du présent article.

**126(5)** Le montant des droits peut varier selon le genre de compagnie, le montant du capital social, le montant du capital investi ou utilisé dans la conduite des affaires de la compagnie dans la province et autrement ainsi qu'il est jugé à propos.

**126(6)** Sur réception de l'état et des droits payables, le Directeur peut délivrer un certificat, sous sa signature, déclarant que l'état a été fait, lequel certificat doit être considéré devant tout tribunal comme une preuve *prima facie* des indications qui y sont contenues.

S.R., ch. 33, art. 125; 1954, ch. 28, art. 8; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 1981, ch. 12, art. 12; 1983, ch. 19, art. 7; 1986, ch. 23, art. 1; 1987, ch. L-11.2, art. 280; 1989, ch. 9, art. 2; 1992, ch. C-32.2, art. 309; 1996, ch. 62, art. 3; 2002, ch. 15, art. 23; 2002, ch. 29, art. 3; 2008, ch. 11, art. 8; 2017, ch. 55, art. 5; 2019, ch. 24, art. 184; 2023, ch. 2, art. 168

### Infraction et peine

**126.1(1)** Toute personne qui sciemment rédige ou aide à rédiger un rapport, un bilan, un avis, un état ou un autre document devant être envoyé au Directeur en vertu de la présente loi ou des règlements,

a) contenant une fausse déclaration sur un fait important, ou

b) omettant d'énoncer un fait important requis ou nécessaire pour que la déclaration, à la lumière des circonstances, n'induisse pas en erreur,

commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe F.



**126.1(1.1)** If the person who commits an offence under subsection (1) is a company, then, whether or not the company has been prosecuted or convicted, any director or officer of the company who knowingly authorizes, permits or acquiesces in the commission of that offence, commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category F offence.

**126.1(2)** No person commits an offence under subsection (1) or subsection (1.1) if the untrue statement or omission was unknown to him and in exercise of reasonable diligence could not have been known to him.

1981, c.12, s.13; 2002, c.15, s.24; 2002, c.29, s.3

### Repealed

**127** Repealed: 1981, c.12, s.14  
1954, c.28, s.9; 1981, c.12, s.14

### Proof of statements in company books

**128** All books required by this Act to be kept by the company are in any action, suit or proceedings against the company or against any shareholder *prima facie* evidence of all facts purporting to be thereby stated.

R.S., c.33, s.126

### Service by registered mail

**129** Evidence that a letter properly addressed and registered, containing any notice or other document permitted by this Act to be served by post, was properly addressed and registered and was put into the post office, and of the time when it was so put in, and of the time requisite for its delivery in the ordinary course of post is *prima facie* proof of the fact and time of service.

R.S., c.33, s.127

### Proof of by-law

**130** A copy of a by-law of the company under the seal of the company and purporting to be signed by an officer of the company shall be received as against any shareholder of the company as *prima facie* evidence of the by-law.

R.S., c.33, s.128

**126.1(1.1)** Si l'auteur d'une infraction visée au paragraphe (1) est une compagnie, qu'elle ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable, tout administrateur ou dirigeant de la compagnie qui sciemment autorise ou permet la perpétration de cette infraction ou y acquiesce, commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe F.

**126.1(2)** Ne commet pas d'infraction visée au paragraphe (1) ou (1.1), une personne qui ne pouvait avoir connaissance de l'inexactitude de la déclaration ou de l'omission, même si elle faisait preuve d'une diligence raisonnable.

1981, ch. 12, art. 13; 2002, ch. 15, art. 24; 2002, ch. 29, art. 3

### Abrogé

**127** Abrogé : 1981, ch. 12, art. 14  
1954, ch. 28, art. 9; 1981, ch. 12, art. 14

### Preuve des faits énoncés dans les registres

**128** Tous les livres que la compagnie doit tenir en vertu de la présente loi constituent dans une action, une instance ou une procédure contre la compagnie ou contre un actionnaire, une preuve *prima facie* de tous les faits qui sont supposés y être énoncés.

S.R., ch. 33, art. 126

### Signification par courrier recommandé

**129** La preuve qu'une lettre contenant un avis ou un autre document que la présente loi autorise à signifier par la poste a été régulièrement adressée, recommandée et mise à la poste et la preuve du moment où elle a été envoyée et du temps habituellement nécessaire pour sa livraison par courrier constitue une preuve *prima facie* du fait et du moment de la signification.

S.R., ch. 33, art. 127

### Preuve du règlement

**130** Une copie d'un règlement administratif de la compagnie portant le sceau de la compagnie et présentée comme étant signée par un dirigeant de la compagnie est opposable à un actionnaire de la compagnie comme preuve *prima facie* du règlement.

S.R., ch. 33, art. 128

**Proof of incorporation**

**131** In any action or other legal proceeding the notice in *The Royal Gazette* of the issue of letters patent or supplementary letters patent under this Act is *prima facie* proof of all things therein contained, and on production of the letters patent or supplementary letters patent, or of any exemplification or copy thereof, the fact of such notice and publication shall be presumed.

R.S., c.33, s.129

**Proof of letters patent**

**132** Except in a proceeding by *scire facias* or otherwise for the purpose of rescinding or annulling letters patent or supplementary letters patent issued under this Act, the letters patent or supplementary letters patent, or any exemplification or copy thereof, are conclusive proof of every matter and thing therein set forth.

R.S., c.33, s.130

**Proof by affidavit**

**133** Proof of any matter that is necessary to be made under this Act may be made by oath or affirmation or by solemn declaration before any commissioner for taking affidavits to be used in the Court or any notary public.

R.S., c.33, s.131; 1979, c.41, s.20; 1984, c.27, s.4

**Winding-up of companies**

**134** Every company is subject to the provisions of any Act of the Legislature for the winding-up of companies.

R.S., c.33, s.132

**FEES****Regulations**

**135(1)** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

(a) prescribing the tariff of fees to be paid on applications for letters patent and supplementary letters patent under this Act;

(a.1) waiving, in whole or in part, any fee required to be paid under this Act or the regulations subject to

**Preuve de constitution**

**131** Dans une action ou autre procédure judiciaire, l'avis dans la *Gazette royale* de l'émission de lettres patentes ou de lettres patentes supplémentaires en application de la présente loi constitue une preuve *prima facie* de tout ce qui y est contenu, et sur production des lettres patentes ou des lettres patentes supplémentaires ou de leur ampliation ou copie, il est présumé que l'avis a été donné et publié.

S.R., ch. 33, art. 129

**Preuve des lettres patentes**

**132** Sauf dans une procédure par *scire facias* ou autrement engagée en vue de rescinder ou d'annuler des lettres patentes ou des lettres patentes supplémentaires émises en application de la présente loi, les lettres patentes ou les lettres patentes supplémentaires ou leur ampliation ou copie constituent une preuve péremptoire de toute affaire et de tout fait qui y sont énoncés.

S.R., ch. 33, art. 130

**Preuve par déclaration solennelle**

**133** La preuve d'une affaire qu'il est nécessaire d'établir en application de la présente loi peut être fournie sous serment, par affirmation, ou par déclaration solennelle devant un commissaire à la prestation des serments auprès de la Cour ou devant un notaire.

S.R., ch. 33, art. 131; 1979, ch. 41, art. 20; 1984, ch. 27, art. 4

**Liquidation des compagnies**

**134** Toute compagnie est soumise aux dispositions de toute loi de la Législature relative à la liquidation des compagnies.

S.R., ch. 33, art. 132

**DROITS****Règlements**

**135(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements

a) prescrivant le tarif des droits à payer lors de la demande des lettres patentes et des lettres patentes supplémentaires en vertu de la présente loi;

a.1) dispensant de la totalité ou d'une partie du paiement d'un droit exigé par la présente loi ou les règlements sous réserve des modalités et conditions que

such terms and conditions as the Lieutenant-Governor in Council considers appropriate;

(b) prescribing the forms of proceedings and records in respect of applications for letters patent and supplementary letters patent under this Act;

(c) providing for any other matter necessary for the carrying out of the objects of this Act.

**135(2)** Such fees may vary in amount under any rule as to the nature of the company, amount of capital and otherwise, that may be deemed expedient.

**135(3)** No step shall be taken in any department towards the issue of any letters patent or supplementary letters patent until all fees therefor have been duly paid.

R.S., c.33, s.133; 1983, c.19, s.8; 2002, c.15, s.25; 2002, c.29, s.3

#### **Application of Act to company incorporated under special Act**

**136** The provisions of this Act apply, subject to section 136.1, to all companies incorporated by any special Act of the Legislature so far as they are not inconsistent with the provisions of the special Act, and all extensions of powers and increases or reductions of capital or consolidation, sub-division or conversion of shares of companies incorporated by special Act heretofore granted or authorized by letters patent or supplementary letters patent are hereby ratified and confirmed.

R.S., c.33, s.134; 2002, c.15, s.26

#### **Application of Act to company incorporated under public Act**

**136.1** The provisions of this Act do not apply to a company incorporated under a public Act of the Legislature, and any reference in any other provision of this Act to a company incorporated under a special Act, or to a special Act, shall be read, unless the context otherwise requires, as a reference to a company incorporated under a private Act, or a private Act, as the case may be.

2002, c.15, s.27

le lieutenant-gouverneur en conseil considère appropriées;

b) prescrivant les formalités de procédure et d'enregistrement relatives aux demandes de lettres patentes et de lettres patentes supplémentaires en vertu de la présente loi;

c) prévoyant toute autre matière nécessaire à la réalisation des objets de la présente loi.

**135(2)** Le montant des droits peut varier selon toute règle jugée appropriée relativement à la nature de la compagnie, au montant du capital et autrement.

**135(3)** Aucune mesure ne doit être prise dans un ministère relativement à l'émission de lettres patentes ou de lettres patentes supplémentaires tant que tous les droits exigibles n'ont pas été dûment payés.

S.R., ch. 33, art. 133; 1983, ch. 19, art. 8; 2002, ch. 15, art. 25; 2002, ch. 29, art. 3

#### **Application de la loi aux compagnies constituées en corporation par une loi spéciale**

**136** Les dispositions de la présente loi s'appliquent, sous réserve de l'article 136.1, à toutes compagnies constituées en corporation par toute loi spéciale de la Législature, dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions de la loi spéciale, et toutes les extensions de pouvoirs et augmentations ou réductions de capital, ou toute consolidation, subdivision ou conversion d'actions des compagnies constituées en corporation par une loi spéciale accordées ou autorisées jusque-là par lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires sont de ce fait ratifiées et confirmées.

S.R., ch. 33, art. 134; 2002, ch. 15, art. 26

#### **Application de la loi aux compagnies constituées en corporation par une loi d'intérêt public**

**136.1** Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas à une compagnie constituée en corporation en vertu d'une loi d'intérêt public de la Législature et tout renvoi dans toute autre disposition de la présente loi à une compagnie constituée en corporation en vertu d'une loi spéciale ou à une loi spéciale doit, à moins que le contexte ne s'y oppose, être lu comme un renvoi à une compagnie constituée en corporation en vertu d'une loi d'intérêt privé ou à une loi d'intérêt privé, selon le cas.

2002, ch. 15, art. 27

**Deposit of sums due to shareholders**

**137(1)** Where money is payable by a company to one of its shareholders as dividend, or by way of distribution of assets, and

- (a) the address of the shareholder is unknown to the company,
- (b) the shareholder refuses to accept the money, or
- (c) for other reasons the company is unable to pay,

the company may deposit the money to the credit of the shareholder with the Minister of Finance and Treasury Board, accompanied by a written statement showing how the money became payable and thereupon the company is released from liability for the money to the shareholder.

**137(2)** The Minister of Finance and Treasury Board shall keep a separate account of the money deposited under the provisions of this section and shall allow interest at the rate of three per cent per annum on such money remaining on deposit with him for more than six months.

**137(3)** Such money with any accrued interest shall be paid to the shareholder or his legal representatives upon order of a Judge to be made on proof of the claimant's right to such money.

R.S., c.33, s.135; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 1986, c.23, s.2; 2002, c.29, s.3; 2019, c.29, s.32

**PART II****PROVINCIAL MUTUAL  
INSURANCE COMPANIES****Company defined**

**138** In this Part, unless the context otherwise requires, the words and expressions defined in section 1 of the *Insurance Act*, as used herein have the same meaning as in that Act and the word "company" as used in this Part means a "Provincial mutual company" as defined in said section 1.

R.S., c.33, s.136

**Dépôt de sommes payables aux actionnaires**

**137(1)** Lorsqu'une somme d'argent est payable par une compagnie à l'un de ses actionnaires comme dividende, ou sous forme de répartition de l'actif, et

- a) que l'adresse de l'actionnaire n'est pas connue de la compagnie,
- b) que l'actionnaire refuse d'accepter la somme d'argent, ou
- c) que pour d'autres raisons la compagnie est dans l'impossibilité de payer,

la compagnie peut déposer la somme d'argent qui est au crédit de l'actionnaire entre les mains du ministre des Finances et du Conseil du Trésor avec un mémoire indiquant comment la somme d'argent est devenue payable, après quoi la compagnie n'est plus responsable de la somme d'argent vis-à-vis de l'actionnaire.

**137(2)** Le ministre des Finances et du Conseil du Trésor doit tenir un compte distinct de l'argent déposé en application du présent article et doit accorder un intérêt de trois pour cent par an sur l'argent qu'il garde en dépôt pendant plus de six mois.

**137(3)** La somme d'argent et les intérêts courus doivent être payés à l'actionnaire ou à ses représentants légaux sur ordonnance d'un juge rendue après confirmation des droits du réclamant sur la somme d'argent.

S.R., ch. 33, art. 135; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 1986, ch. 23, art. 2; 2002, ch. 29, art. 3; 2019, ch. 29, art. 32

**PARTIE II****COMPAGNIES PROVINCIALES  
D'ASSURANCE MUTUELLE****Compagnie définie**

**138** Dans la présente Partie, à moins que le contexte ne s'y oppose, les mots et expressions définis à l'article 1 de la *Loi sur les assurances* et utilisés dans la présente loi ont le même sens que dans cette loi et le mot « compagnie » utilisé dans la présente Partie désigne une « compagnie mutuelle provinciale » telle qu'elle est définie à l'article 1.

S.R., ch. 33, art. 136

**Incorporation**

**139** A company may be incorporated under this Part for the purpose of insuring or re-insuring under the provisions of Part XII of the *Insurance Act*.

R.S., c.33, s.137; 2002, c.15, s.28

**Name**

**140(1)** The name of a company incorporated under this Part shall contain the words “Mutual Insurance Company” or “Compagnie mutuelle d’assurance”, with such other words preceding or following as may be approved by the Director.

**140(2)** Upon the request of the company and with the approval of the Director its name may be changed.

R.S., c.33, s.138; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 1986, c.23, s.3; 2002, c.29, s.3

**Share capital**

**141(1)** A company incorporated under this Part has no shares; but each person insured under a policy issued by the company is a member thereof.

**141(2)** A company shall have not less than fifty members insured under policies issued by it for sums amounting in the aggregate to not less than one hundred thousand dollars.

R.S., c.33, s.139

**Subscribers and subscription book**

**142(1)** Any five or more persons, of the age of nineteen years or over, being residents of any county in the Province and owning real estate in that county, may apply to the Superintendent for his approval to promote the organization of a company under this Part.

**142(2)** An application under subsection (1) shall be in writing and shall be signed by each of the applicants, with his post office address, and each signature shall be witnessed, and the applicants shall be known as the promoters of the proposed company, and one of them shall be named in the application as chairman.

**142(3)** If the Superintendent approves of the application, he shall forward to the promoters through their chairman one or more books, known as subscription

**Constitution**

**139** Une compagnie peut être constituée en corporation en application de la présente Partie aux fins d’assurance ou de réassurance en application des dispositions de la Partie XII de la *Loi sur les assurances*.

S.R., ch. 33, art. 137; 2002, ch. 15, art. 28

**Nom**

**140(1)** Le nom d’une compagnie constituée en corporation en application de la présente Partie doit contenir les mots « Compagnie mutuelle d’assurance » ou « *Mutual Insurance Company* », précédés ou suivis d’autres mots que peut approuver le Directeur.

**140(2)** Sur la demande de la compagnie et avec l’approbation du Directeur son nom peut être modifié.

S.R., ch. 33, art. 138; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 1986, ch. 23, art. 3; 2002, ch. 29, art. 3

**Capital-actions**

**141(1)** Une compagnie constituée en corporation en application de la présente Partie n’a pas d’actions, mais toute personne assurée par une police établie par la compagnie en est un membre.

**141(2)** Une compagnie ne peut avoir moins de cinquante membres assurés par des polices établies par elle pour des sommes qui ne doivent pas être inférieures à cent mille dollars au total.

S.R., ch. 33, art. 139

**Souscripteurs et registre de souscription**

**142(1)** Cinq personnes ou plus, âgées d’au moins dix-neuf ans, résidant dans n’importe quel comté de la province et possédant des biens réels dans ce comté, peuvent demander au surintendant l’autorisation de promouvoir la formation d’une compagnie en application de la présente Partie.

**142(2)** Une demande faite par écrit en application du paragraphe (1) doit être signée par chacun des requérants et indiquer l’adresse postale de ces derniers, chaque signature doit être certifiée, les requérants doivent être connus comme les promoteurs de la compagnie projetée et l’un d’eux doit être désigné dans la demande comme président.

**142(3)** Si le surintendant approuve la demande, il enverra aux promoteurs par l’entremise de leur président un ou plusieurs livres, connus sous le nom de registres

books, for the purpose of obtaining subscribers to the organization of the proposed company.

**142(4)** Each subscription book shall contain

- (a) a certificate of the Superintendent that he has approved of the application of the promoters, and
- (b) a statement to be signed by each subscriber binding him, in the event of the organization of the company, to take out insurance therein to the amount subscribed.

**142(5)** Each subscriber shall be of the age of nineteen years or over, and be the owner of, or have an insurable interest in insurable property within New Brunswick, and each subscriber shall, in addition to his name, set forth in the subscription book his address, the parish or town in which the property to be insured is situate and the amount of insurance for which he subscribes.

**142(6)** The signature of each subscriber shall be witnessed and proved by affidavit.

R.S., c.33, s.140; 1972, c.5, s.2

#### **Application for incorporation**

**143(1)** After insurance has been subscribed by fifty or more subscribers to an amount not less than one hundred thousand dollars, the promoters through their chairman may call an organization meeting of the subscribers to consider the advisability of applying for the incorporation of a mutual fire insurance company under this Part, and to do such other business as may be necessary.

**143(2)** Notice stating the object and the time and place of such meeting shall be mailed to each subscriber and to the Superintendent at least ten days before the date of meeting.

**143(3)** The Superintendent may call such organization meeting if the promoters fail to do so within a time considered reasonable by the Superintendent.

**143(4)** The presence of not less than twenty subscribers is necessary to constitute a valid meeting.

R.S., c.33, s.141; 1986, c.23, s.4

de souscription, dans le but de recruter des souscripteurs pour l'organisation de la compagnie projetée.

**142(4)** Chaque registre de souscription doit contenir

- a) un certificat du surintendant établissant qu'il a approuvé la demande des promoteurs, et
- b) une déclaration que doit signer chaque souscripteur obligeant celui-ci, en cas de formation de la compagnie, à contracter une assurance à concurrence du montant souscrit.

**142(5)** Chaque souscripteur doit être âgé d'au moins dix-neuf ans, et être le propriétaire de biens assurables se trouvant au Nouveau-Brunswick, ou d'y avoir un intérêt assurable, et chaque souscripteur doit, indiquer en plus de son nom dans le registre de souscription son adresse, la paroisse ou la ville où se trouvent les biens à assurer et le montant d'assurance auquel il souscrit.

**142(6)** La signature de chaque souscripteur doit être certifiée et attestée par affidavit.

S.R., ch. 33, art. 140; 1972, ch. 5, art. 2

#### **Demande de constitution**

**143(1)** Une fois l'assurance souscrite par au moins cinquante souscripteurs pour un montant d'au moins cent mille dollars, les promoteurs par l'entremise de leur président peuvent convoquer les souscripteurs à une assemblée d'organisation afin d'envisager l'opportunité de demander la constitution en corporation d'une compagnie mutuelle d'assurance-incendie en application de la présente Partie, et de faire ce qu'il y a lieu de faire.

**143(2)** Un avis indiquant l'objet, la date et l'endroit de l'assemblée doit être envoyé par la poste à chaque souscripteur et au surintendant au moins dix jours avant la date de l'assemblée.

**143(3)** Le surintendant peut convoquer cette assemblée d'organisation si les promoteurs négligent de le faire dans un délai que le surintendant considère comme raisonnable.

**143(4)** La présence d'au moins vingt souscripteurs est nécessaire pour constituer une assemblée valable.

S.R., ch. 33, art. 141; 1986, ch. 23, art. 4

**Organizational meeting**

**144** Where an organization meeting decides to apply for incorporation, the meeting shall decide upon a name to be proposed as the name of the company, and the place of its head office, and shall elect by ballot from among the subscribers a provisional Board of Directors consisting of six directors or such larger number, being a multiple of three, as the meeting by resolution determines.

R.S., c.33, s.142

**Provisional directors**

**145** Within one week after their election, the provisional Board of Directors shall meet and elect or appoint a president and vice-president from their own number and a secretary and treasurer, who may or may not be directors, to be president, vice-president, secretary and treasurer of the company; and the secretary and treasurer may be the same person.

R.S., c.33, s.143

**Petition for incorporation**

**146(1)** Within ten days after the meeting of the provisional Board of Directors, the secretary of the proposed company shall forward to the Director a petition for incorporation setting forth:

- (a) the number of subscribers to the subscription books and the aggregate amount of insurance subscribed for;
- (b) the date and place of the organization meeting;
- (c) the number of subscribers present at the organization meeting and the aggregate amount of insurance subscribed for by them;
- (d) the names of the chairman and the secretary of the organization meeting;
- (e) a copy of the resolution to apply for the incorporation of a Provincial Mutual Fire Insurance Company and the number voting respectively for and against the resolution;
- (f) the proposed name of the company and that it is not the name of any other known company, incorporated or unincorporated, or any name liable to be confounded therewith, or otherwise on public grounds objectionable;

**Assemblée d'organisation**

**144** Lorsqu'une assemblée d'organisation décide de demander la constitution en corporation d'une compagnie, elle doit en proposer un nom comme raison sociale, décider du lieu de son siège social, et élire par scrutin parmi les souscripteurs un conseil d'administration provisoire composé de six administrateurs ou d'un plus grand nombre qui est un multiple de trois et que l'assemblée fixe par résolution.

S.R., ch. 33, art. 142

**Administrateurs provisoires**

**145** Dans un délai d'une semaine après son élection, le conseil d'administration provisoire doit se réunir et élire ou nommer un président et un vice-président en son sein et un secrétaire et un trésorier choisis ou non parmi les administrateurs, qui seront président, vice-président, secrétaire et trésorier de la compagnie, et le secrétaire et le trésorier peuvent être la même personne.

S.R., ch. 33, art. 143

**Demande de constitution**

**146(1)** Dans les dix jours de la réunion du conseil d'administration provisoire, le secrétaire de la compagnie projetée doit demander au Directeur la constitution en corporation de la compagnie et indiquer :

- a) le nombre de souscripteurs aux livres de souscription et le montant total d'assurance souscrit;
- b) la date et le lieu de l'assemblée d'organisation;
- c) le nombre de souscripteurs présents à l'assemblée d'organisation et le montant total d'assurance qu'ils ont souscrit;
- d) les noms du président et du secrétaire de l'assemblée d'organisation;
- e) une copie de la résolution demandant la constitution en corporation d'une compagnie mutuelle d'assurance-incendie et le nombre de voix se prononçant respectivement pour ou contre la résolution;
- f) le nom projeté de la compagnie qu'il déclare ne pas être celui d'une autre compagnie connue, constituée ou non en corporation, ni un nom susceptible d'être confondu avec ce nom, ni autrement inadmissible pour des raisons d'intérêt public;

- (g) the proposed place of business to be the head office of the company;
- (h) the names and addresses of the provisional directors;
- (i) the date of the meeting of the provisional Board of Directors;
- (j) the names and addresses of the officers of the proposed company.

**146(2)** The petition shall be signed by the president and secretary appointed at the meeting of the provisional Board of Directors and the facts therein shall be verified by affidavit.

**146(3)** Accompanying the petition shall be a copy of the minutes of the organization meeting and of the meeting of the provisional Board of Directors, together with a copy of all subscription books, proved by affidavit to be a true copy.

**146(4)** The secretary shall forward to the Director the fees payable on the incorporation of a company under this Part.

**146(5)** Upon the request of the Director, the original minutes of such meetings and the original subscription books shall be produced before him for examination.

R.S., c.33, s.144; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.29, s.3

### Letters patent

**147(1)** Upon receipt by the Director of the petition and documents, and a sum sufficient for the payment of all fees, and upon the certificate of the Superintendent that the proceedings for the incorporation of the company have been in compliance with sections 142 and 143 and the *Insurance Act*, and that the subscriptions are made in good faith and by persons possessing property to insure, the Director may issue letters patent incorporating the applicants and others who thereafter become members in the company thereby created a company for the objects and purposes set forth in this Part and the *Insurance Act*.

**147(2)** The letters patent shall limit the powers of the company thereby created to undertaking contracts of insurance against loss by fire, lightning or explosion upon

g) le lieu projeté des affaires où doit être établi le siège social de la compagnie;

h) les noms et adresses des administrateurs provisoires;

i) la date de la réunion du conseil d'administration provisoire;

j) les noms et adresses des dirigeants de la compagnie projetée.

**146(2)** La demande doit être signée par le président et le secrétaire nommés lors de la réunion du conseil d'administration provisoire et les faits qu'elle contient doivent être attestés par affidavit.

**146(3)** Une copie des procès-verbaux de l'assemblée d'organisation et de la réunion du conseil d'administration provisoire, ainsi qu'une copie de tous les livres de souscription, attestée par affidavit comme étant une copie conforme, doivent être jointes à la demande.

**146(4)** Le secrétaire doit envoyer au Directeur les droits payables pour la constitution en corporation d'une compagnie en application de la présente Partie.

**146(5)** Sur la demande du Directeur, les procès-verbaux originaux des assemblées et les livres de souscription originaux doivent être produits devant lui pour examen.

S.R., ch. 33, art. 144; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 29, art. 3

### Lettres patentes

**147(1)** Dès réception par le Directeur de la demande et des documents, et d'une somme suffisante pour couvrir tous les droits, et après s'être assuré, d'après le certificat du surintendant, que les procédures pour la constitution en corporation de la compagnie sont conformes aux articles 142 et 143 et à la *Loi sur les assurances* et que les souscriptions sont véritables et ont été faites par des personnes possédant des biens à assurer, le Directeur peut émettre des lettres patentes constituant en corporation les requérants et les autres qui deviennent par la suite membres de la compagnie ainsi créée, compagnie dont les objets sont indiqués dans la présente Partie et dans la *Loi sur les assurances*.

**147(2)** Les lettres patentes limitent les pouvoirs de la compagnie ainsi créée à la passation des contrats d'assurance contre les pertes causées par l'incendie, la foudre



farm and other non-hazardous property upon the premium note plan or under the Mutual Insurance Guarantee Fund established under the *Insurance Act* subject to the provisions of and the regulations under this Part and the *Insurance Act*.

**147(3)** Notwithstanding subsection (2), a company incorporated under this Part shall have and shall be deemed to have had since the time of the issue of its letters patent, in addition to the power to undertake contracts of insurance against loss by fire, lightning and explosion on farm and other non-hazardous property, the power to undertake contracts of

- (a) insurance against loss or damage by perils referred to in subsection 24(6) of the *Insurance Act* or prescribed by regulation under that Act,
- (b) theft and livestock insurance, and
- (c) other classes of insurance that have been approved by the Superintendent,

in respect of farm and other non-hazardous property.

R.S., c.33, s.145; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 1982, c.32, s.4; 1985, c.40, s.1; 1986, c.23, s.5; 2002, c.29, s.3

### **Provisional officers and directors**

**148** The directors and officers elected and appointed under sections 144 and 145 shall be the directors and officers of the company until its first annual meeting.

R.S., c.33, s.146

### **Incorporation expenses**

**149** All disbursements made and expenses and debts incurred in the organization and incorporation of a company under this Part up to and including the publication of notice of incorporation in *The Royal Gazette*, as taxed by the Superintendent, shall be paid by the company and are a first charge upon its assets.

R.S., c.33, s.147

ou une explosion dans les fermes ou sur d'autres biens non dangereux selon le plan des billets de prime ou selon le Fonds de garantie d'assurance mutuelle constitué en vertu de la *Loi sur les assurances* sous réserve des dispositions et des règlements en application de la présente Partie et de la *Loi sur les assurances*.

**147(3)** Nonobstant les dispositions du paragraphe (2), une compagnie constituée en corporation en vertu de la présente Partie, a ou est réputée avoir eu depuis le moment de la délivrance de ses lettres patentes, en plus du pouvoir de passer des contrats d'assurance contre les pertes causées par l'incendie, la foudre et une explosion dans les fermes ou sur d'autres biens non dangereux, le pouvoir de passer des contrats d'assurance

- a) contre les pertes ou les dommages causés par les sinistres mentionnés au paragraphe 24(6) de la *Loi sur les assurances* ou prescrits par règlement établi en vertu de cette loi,
- b) contre le vol et contre la mortalité du bétail, et
- c) relevant des autres catégories d'assurance qui ont été approuvées par le surintendant,

relativement aux fermes et autres biens non dangereux.

S.R., ch. 33, art. 145; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 1982, ch. 32, art. 4; 1985, ch. 40, art. 1; 1986, ch. 23, art. 5; 2002, ch. 29, art. 3

### **Administrateurs et dirigeants provisoires**

**148** Les administrateurs et les dirigeants élus et nommés en application des articles 144 et 145 sont les administrateurs et les dirigeants de la compagnie jusqu'à la tenue de la première assemblée annuelle.

S.R., ch. 33, art. 146

### **Dépenses pour la constitution en corporation**

**149** Tous les paiements effectués, toutes les dépenses engagées et toutes les dettes contractées pour la formation et la constitution en corporation d'une compagnie en application de la présente Partie et la publication d'un avis de constitution en corporation dans la *Gazette royale*, dont elle est taxée par le surintendant, doivent être payés par la compagnie et constituent un premier privilège sur l'actif de la compagnie.

S.R., ch. 33, art. 147

**Applications for insurance**

**150(1)** Each subscriber to the subscription books for the organization of the company shall within three weeks from the date of the incorporation of the company, or within such further period as may be allowed by the Superintendent, apply to the company in accordance with its by-laws, for a contract of insurance in an amount not less than the amount subscribed for by him.

**150(1.1)** Repealed: 2008, c.11, s.8

**150(2)** Repealed: 2008, c.11, s.8

**150(3)** During such period no act of the company shall be rendered void or inoperative nor shall its incorporation be prejudiced or affected, by reason of the company not having obtained the minimum membership nor made contracts of insurance to the minimum aggregate amount required by this Part.

**150(4)** No subscriber shall be deemed to have a contract of insurance with the company until an application for a contract has been made by him to the company and a policy of insurance issued by the company to him.

**150(5)** Notwithstanding anything in this section, until the minimum membership and minimum aggregate amount of insurance required by this Part has been obtained, each subscriber to the subscription books who has not taken out insurance in the company shall be deemed a provisional member of the company.

R.S., c.33, s.148; 1990, c.22, s.7; 2008, c.11, s.8

**Withdrawal of member**

**151** Any member may with the consent of the directors withdraw from the company upon such terms as the directors lawfully prescribe, and upon withdrawal his policy shall be cancelled; but he is nevertheless liable to be assessed for and to pay his proportion of losses, expenses and reserve to the time of cancelling the policy, and on such payments being made, he is entitled to a return of his premium note.

R.S., c.33, s.149

**Power to hold realty**

**152(1)** A company may, for its purposes, hold, purchase, take or lease real estate and sell, exchange, mortgage or lease the same.

**Demandes d'assurance**

**150(1)** Chaque souscripteur aux livres des souscriptions pour la formation de la compagnie doit, dans les trois semaines de la constitution en corporation de la compagnie, ou dans un délai plus long que peut autoriser le surintendant, demander à la compagnie, conformément à ses statuts, un contrat d'assurance d'un montant qui ne peut être inférieur à celui qu'il a souscrit.

**150(1.1)** Abrogé : 2008, ch. 11, art. 8

**150(2)** Abrogé : 2008, ch. 11, art. 8

**150(3)** Durant cette période aucun acte de la compagnie ne peut être déclaré nul ni inopérant et le fait que la compagnie n'a pas obtenu le nombre minimum de membres ni passé des contrats d'assurance pour le montant total minimum requis par la présente Partie ne peut nuire à sa constitution en corporation.

**150(4)** Aucun souscripteur n'est censé avoir un contrat d'assurance avec la compagnie tant qu'il n'a pas demandé un contrat à la compagnie et qu'une police d'assurance ne lui a pas été délivrée.

**150(5)** Nonobstant toute disposition du présent article et jusqu'à ce que le nombre minimum de membres et le montant total minimum d'assurance requis par la présente Partie aient été obtenus, chaque souscripteur aux livres de souscription qui n'a pas contracté une assurance avec la compagnie doit être considéré comme un membre provisoire de la compagnie.

S.R., ch. 33, art. 148; 1990, ch. 22, art. 7; 2008, ch. 11, art. 8

**Retrait d'un membre**

**151** Un membre peut avec le consentement des administrateurs se retirer de la compagnie aux conditions que les administrateurs déterminent légalement, et au moment du retrait sa police est annulée; mais il doit néanmoins être cotisé pour sa part de pertes, de dépenses et de provision jusqu'à la date à laquelle sa police est annulée et payer cette part, après quoi il a droit à la restitution de son billet de prime.

S.R., ch. 33, art. 149

**Pouvoir de détenir des biens réels**

**152(1)** Une compagnie peut, pour arriver à ses fins, détenir, acheter, prendre ou louer des biens réels et les vendre, les échanger, les hypothéquer ou les louer.

**152(2)** A company may hold and deal with real estate acquired by foreclosure or in satisfaction of a debt, but it shall sell and dispose of any such real estate within seven years from the date of its acquisition.

R.S., c.33, s.150; 2002, c.15, s.29

### Head office

**153** The head office of a company may with the consent of the Director be changed upon the request of the company or four-fifths of the directors, and notice of the change shall be published in *The Royal Gazette*, the cost of which notice shall be paid by the company.

R.S., c.33, s.151; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2,s.7; 2002, c.29, s.3

### Voting and procedure at meetings

**154(1)** At all meetings of a company, each member present and not in arrears to the company for any dues, fees or assessments has one vote.

**154(2)** No member may vote by proxy but a corporation or partnership may vote by an officer or member thereof authorized in writing to represent it.

**154(3)** Where a company has not more than one hundred and twenty-five members, fourteen members or accredited representatives of corporations or partnerships being members, or one-fifth of the whole membership, whichever is the larger, constitutes a quorum for a meeting of the company; and when the membership exceeds one hundred and twenty-five, then twenty-five members or accredited representatives constitutes a quorum.

**154(4)** At any meeting of a company at which a quorum is not present, the meeting may be constituted for the purpose of adjournment if one-half of the number necessary to constitute a quorum is present; and notice of such adjourned meeting shall be given to all members in like manner as notice of the original meeting.

R.S., c.33, s.152; 1987, c.6, s.10

### Election of directors

**155(1)** At the first annual meeting of the company, there shall be elected by ballot a Board of six directors or such larger number, being a multiple of three, as may be decided by by-law or resolution, one-third of the number

**152(2)** Une compagnie peut détenir et aliéner des biens réels acquis par une saisie hypothécaire ou pour la liquidation d'une dette, mais elle doit vendre et aliéner ces biens réels dans les sept années de leur acquisition.

S.R., ch. 33, art. 150; 2002, ch. 15, art. 29

### Siège social

**153** Le siège social d'une compagnie peut avec le consentement du Directeur changer d'endroit sur la requête de la compagnie ou des quatre cinquièmes des administrateurs, et un avis du changement doit être publié dans la *Gazette royale*, les frais de la publication étant couverts par la compagnie.

S.R., ch. 33, art. 151; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 29, art. 3

### Vote et procédure des réunions

**154(1)** À toutes les assemblées d'une compagnie, chaque membre présent et dont les contributions, les droits ou les cotisations ne sont pas arriérés a droit à une voix.

**154(2)** Aucun membre ne peut voter par fondé de pouvoir, mais une corporation ou une société peut voter par l'intermédiaire d'un dirigeant ou membre autorisé par écrit pour la représenter.

**154(3)** Lorsqu'une compagnie n'a pas plus de cent vingt-cinq membres, quatorze membres ou représentants attitrés de corporations ou sociétés qui sont membres, ou un cinquième du nombre total des membres, le chiffre le plus élevé étant à retenir, constitue le quorum d'une assemblée de la compagnie; et lorsqu'il y a plus de cent vingt-cinq membres, vingt-cinq membres ou représentants attitrés constituent alors un quorum.

**154(4)** Toute assemblée d'une compagnie où le quorum n'est pas atteint peut constituer une assemblée aux fins d'ajournement si la moitié du nombre nécessaire pour constituer un quorum est présente, et un avis de cette assemblée ajournée doit être donné à tous les membres de la même manière qu'est donné l'avis de l'assemblée originale.

S.R., ch. 33, art. 152; 1987, ch. 6, art. 10

### Élection des administrateurs

**155(1)** À la première assemblée annuelle de la compagnie, un conseil d'administration doit être élu par scrutin, composé de six membres ou d'un plus grand nombre, qui est un multiple de trois, ainsi qu'il peut être décidé par règlement ou résolution, un tiers des membres

to be elected for one year, one-third for two years, and the remaining one-third for three years.

**155(2)** At every annual meeting thereafter, one-third of the total number of directors shall be elected for a period of three years to fill the places of the retiring directors, who are eligible for re-election.

**155(3)** The number of directors may be increased or decreased by by-law or resolution if their number is not less than six and a multiple of three, and the plan of rotation whereby one-third of the Board of Directors retires each year is maintained.

**155(4)** Every director shall be of the age of nineteen years or over and a member of the company in good standing and insured therein for at least one thousand dollars, or an accredited representative of a partnership or corporation being a member of the company in good standing and insured for at least one thousand dollars.

R.S., c.33, s.153; 1983, c.19, s.9

#### **Joint policy holders**

**156** If a policy of insurance has been issued to two or more persons, such persons for the purpose of sections 154 and 155 shall be deemed a partnership.

R.S., c.33, s.154

#### **Election of officers**

**157(1)** Each year at their first meeting after election, the directors shall elect from their own number a president and a vice-president of the company who shall act until the first meeting of the company.

**157(2)** Not later than one week from the date of such meeting, the directors shall forward or cause to be forwarded to the Superintendent a list of the names and addresses of the directors and officers of the company.

R.S., c.33, s.155

#### **Management of company**

**158(1)** Subject to the by-laws and resolutions of the company and the provisions of this Part and the *Insurance Act*, and the regulations, the directors have the general management and control of the business and affairs of the company and its funds and property and in connection therewith may appoint a manager, a secretary, a

étant élu pour une année, un tiers pour deux années, et le dernier tiers pour trois années.

**155(2)** À toute assemblée annuelle tenue par la suite, un tiers du nombre total des administrateurs doit être élu pour une période de trois années à la place des administrateurs sortants, qui sont rééligibles.

**155(3)** Le nombre des administrateurs peut être augmenté ou diminué par règlement ou résolution si ce nombre n'est pas inférieur à six et est un multiple de trois, et si le système de rotation par lequel un tiers du conseil d'administration se retire chaque année est maintenu.

**155(4)** Chaque administrateur doit être âgé d'au moins dix-neuf ans, avoir payé sa cotisation et être assuré dans la compagnie pour au moins mille dollars, ou doit être un représentant attiré d'une société ou corporation qui est membre en règle de la compagnie et est assuré pour au moins mille dollars.

S.R., ch. 33, art. 153; 1983, ch. 19, art. 9

#### **Détenteurs conjoints de police d'assurance**

**156** Si une police d'assurance est délivrée à deux ou plusieurs personnes, ces personnes, aux fins des articles 154 et 155, sont considérées comme étant une société.

S.R., ch. 33, art. 154

#### **Élection des dirigeants**

**157(1)** Chaque année, à leur première réunion après l'élection, les administrateurs doivent élire parmi eux un président et un vice-président de la compagnie qui restent en fonction jusqu'à la première assemblée de la compagnie.

**157(2)** Au plus tard une semaine à partir de la date de cette réunion, les administrateurs doivent adresser ou faire adresser au surintendant une liste des noms et adresses des administrateurs et dirigeants de la compagnie.

S.R., ch. 33, art. 155

#### **Administration de la compagnie**

**158(1)** Sous réserve des statuts et des résolutions de la compagnie, des dispositions de la présente Partie et de la *Loi sur les assurances*, et des règlements, les administrateurs ont l'administration et la direction générales des activités et des affaires de la compagnie ainsi que de ses fonds et biens et, en conséquence, ils peuvent nommer

treasurer and such other officers, agents or assistants as to them may seem necessary, prescribe their duties, fix their compensation or allowances, take security for the faithful performance of their respective duties and remove them and appoint others in their stead.

**158(2)** The directors may appoint the same person to more than one office or employment.

**158(3)** The security given by the treasurer or other officer or officers having charge of the money, funds, investments or securities of the company shall be in the amount that the Superintendent directs, but in any event not less than two thousand dollars, and shall consist of the bond of a guarantee company licensed to do business in the Province.

R.S., c.33, s.156

### Meetings of directors

**159(1)** Unless otherwise directed by by-law, the directors shall meet at least once in every three months for the transaction of business.

**159(2)** At all meetings of the Board of Directors the chairman on each question has a vote and one only, and in case of an equality of votes the motion shall be declared lost.

**159(3)** In the event of a vacancy occurring in the Board of Directors, the remaining directors shall forthwith, in the case of a Board limited to six directors, and may, in the case of a larger Board, appoint a qualified person to fill the vacancy until the next annual meeting of the company, and at such annual meeting, the vacancy shall be filled for the portion of the term, if any, still unexpired.

**159(4)** Four directors or one-third of the whole number, whichever is the larger, constitutes a quorum for a meeting of the Board.

**159(5)** The Board shall keep a record of its proceedings in a book to be known as the minute book of the company in which also shall be entered the proceedings of all meetings of the company.

un gérant, un secrétaire, un trésorier et tous les autres dirigeants, agents ou adjoints qu'ils jugent nécessaires, déterminer leurs fonctions, fixer leur rémunération ou rétribution, obtenir un cautionnement pour la bonne exécution de leurs fonctions respectives, les révoquer et en nommer d'autres à leur place.

**158(2)** Les administrateurs peuvent nommer une seule personne pour faire remplir plus d'une charge ou d'un emploi.

**158(3)** Le cautionnement donné par le trésorier ou autre dirigeant ou dirigeants chargés de s'occuper de l'argent, des fonds, des placements ou des valeurs de la compagnie, doit être d'un montant, fixé par le surintendant, mais en aucun cas il ne doit être inférieur à deux mille dollars, et il doit consister en une obligation d'une société de cautionnement autorisée à exercer ses activités dans la province.

S.R., ch. 33, art. 156

### Réunions des administrateurs

**159(1)** À moins qu'un règlement n'en décide autrement, les administrateurs doivent se réunir au moins une fois tous les trois mois pour la conduite des affaires.

**159(2)** À toutes les réunions du conseil d'administration, le président a droit à une seule voix sur chaque question, et en cas de partage égal des voix la motion est réputée être rejetée.

**159(3)** Au cas où une vacance se produit au sein du conseil d'administration, les administrateurs restant en fonction doivent sans délai, dans le cas où le conseil est composé de six membres, et peuvent, dans le cas où il y a plus de six membres, nommer une personne réunissant les conditions voulues pour remplir la vacance jusqu'à la prochaine assemblée annuelle de la compagnie, et à cette assemblée annuelle, la vacance doit être remplie pour toute période qui reste à courir.

**159(4)** Quatre administrateurs ou un tiers du nombre total, en prenant le chiffre le plus élevé, constitue le quorum pour une réunion du conseil.

**159(5)** Le conseil doit prendre note de ses délibérations dans un livre connu sous le nom de registre des procès-verbaux de la compagnie dans lequel doivent être également enregistrées les délibérations de toutes les assemblées de la compagnie.

**159(6)** A director disagreeing with the majority at a meeting may have his dissent recorded with his reasons therefor.

**159(7)** Subject to the provisions of section 161, the Board of Directors shall fix the time and place of the annual meeting of the company and shall give notice thereof to each member.

**159(8)** The Board of Directors may call special meetings of the company, giving notice thereof to the members.

R.S., c.33, s.157

### **Borrowing powers**

**160(1)** Subject to the by-laws and resolutions of the company, the directors may borrow on the credit of the company and issue debentures, promissory notes or other instruments for the repayment thereof, and may hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the company or both, including premium notes and book debts, to secure loans to the company.

**160(2)** The amount of such loans at any time outstanding shall not exceed one-half of the aggregate amount remaining unpaid upon the premium notes held by the company or such larger amount as may be allowed by the Superintendent.

R.S., c.33, s.158

### **Fiscal year**

**161** The fiscal year of a company ends with the thirty-first day of December and its annual meeting shall be held within two months thereafter or at such other time as may be approved by the Superintendent.

R.S., c.33, s.159

### **By-laws**

**162(1)** A company may make by-laws, not inconsistent with this Part or the *Insurance Act*, or the regulations, for the management of its business, the regulation of the tariff of fees, the levying of assessments, and the forms, terms and conditions of its insurance policies and generally for all matters incident to its incorporation, or necessary for carrying out the purposes thereof; but no such by-law has any force or effect until it is approved by the Superintendent.

**159(6)** Un administrateur en désaccord avec la majorité à une réunion peut faire enregistrer son désaccord ainsi que les raisons de son désaccord.

**159(7)** Sous réserve des dispositions de l'article 161, le conseil d'administration fixe la date et le lieu de l'assemblée annuelle de la compagnie et doit en informer chaque membre.

**159(8)** Le conseil d'administration peut convoquer des assemblées extraordinaires de la compagnie en en avisant les membres.

S.R., ch. 33, art. 157

### **Pouvoirs d'emprunt**

**160(1)** Sous réserve des règlements et des résolutions de la compagnie, les administrateurs peuvent emprunter sur le crédit de la compagnie et émettre des débetures, des billets à ordre ou d'autres effets de commerce pour le remboursement, et peuvent hypothéquer, nantir ou donner en garantie les biens réels ou personnels de la compagnie ou les deux, y compris des billets de prime et des créances comptables, pour garantir les emprunts de la compagnie.

**160(2)** Le montant des emprunts non remboursés à quelque moment que ce soit ne doit pas excéder la moitié du montant total restant impayé sur les billets de prime détenus par la compagnie ou un montant plus élevé que le surintendant peut autoriser.

S.R., ch. 33, art. 158

### **Année financière**

**161** L'année financière d'une compagnie se termine le trente-et-un décembre et son assemblée annuelle doit être tenue dans les deux mois de cette date ou à telle autre date que le surintendant peut approuver.

S.R., ch. 33, art. 159

### **Règlements**

**162(1)** Une compagnie peut adopter des règlements, non incompatibles avec la présente Partie, la *Loi sur les assurances* ou les règlements relativement à la gestion de ses affaires, à la réglementation du tarif des droits, à la perception des cotisations, aux conditions et modalités de ses polices d'assurance et, de façon générale, à toutes les questions relatives à sa constitution en corporation ou nécessaires à la réalisation de ses fins, mais aucun de ces règlements ne peut avoir de valeur ni d'effet tant qu'il n'a pas été approuvé par le surintendant.

**162(2)** The Board of Directors may in like manner and with like powers, make by-laws for such purposes, and may add to, alter, annul and re-enact any by-law whether made by the Board of Directors or at a meeting of the company and any such by-law or any such addition thereto or any alteration, annulment or re-enactment thereof made by the Board of Directors has upon approval of the Superintendent the same force and effect as if made at a meeting of the company but only until the next annual meeting of the company and if not confirmed thereat ceases, but from that time only, and is of no effect.

R.S., c.33, s.160

### INCORPORATION OF MUTUAL BENEFIT SOCIETIES

#### Society defined

**163** The word “society” as used in the remaining sections of this Part means a “mutual benefit society” as defined in section 1 of the *Insurance Act*.

R.S., c.33, s.161

#### Purpose of incorporation

**164** Five or more persons of the age of nineteen years or more, being residents of the Province, may apply for incorporation under this Part for the purpose of undertaking any class of insurance for which a mutual benefit society may be licensed under the provisions of the *Insurance Act*.

R.S., c.33, s.162; 1972, c.5, s.2

#### Application for incorporation

**165(1)** The applicants for the incorporation of a mutual benefit society shall submit to the Superintendent the proposed constitution and by-laws of the society, which constitution and by-laws must be approved by the Superintendent, and when approved by him shall be incorporated in a membership book; the membership book shall also contain a memorandum of agreement whereby all subscribers thereto agree to become members of the society when incorporated and to abide by the constitution and by-laws of the society and all amendments, additions and alterations made thereto under the authority of this Part.

**162(2)** Le conseil d’administration peut, de la même façon et avec les mêmes pouvoirs, établir des règlements à ces fins, et peut compléter, modifier, annuler ou rétablir un règlement établi par le conseil d’administration ou au cours d’une assemblée de la compagnie et un règlement, un complément, une modification, une annulation ou un rétablissement faits par le conseil d’administration qui ont, sur l’approbation du surintendant, la même valeur et le même effet que s’ils avaient été faits à une assemblée de la compagnie mais seulement jusqu’à la tenue de la prochaine assemblée annuelle de la compagnie alors que s’il n’est pas confirmé, il cesse d’exister, à partir de ce moment seulement, et n’a aucun effet.

S.R., ch. 33, art. 160

### CONSTITUTION EN CORPORATION DES SOCIÉTÉS MUTUELLES

#### Société définie

**163** Le mot « société » utilisé dans les autres articles de la présente Partie désigne une « société mutuelle » définie à l’article 1 de la *Loi sur les assurances*.

S.R., ch. 33, art. 161

#### But de la constitution

**164** Cinq personnes ou plus âgées d’au moins dix-neuf ans, résidant dans la province, peuvent demander la constitution en corporation d’une compagnie en application de la présente Partie dans le but d’entreprendre la vente de toute catégorie d’assurance qu’une société mutuelle peut être autorisée à vendre en application des dispositions de la *Loi sur les assurances*.

S.R., ch. 33, art. 162; 1972, ch. 5, art. 2

#### Demande de constitution

**165(1)** Quiconque demande que soit constituée en corporation une société mutuelle doit soumettre au surintendant l’acte constitutif et les statuts projetés de la société, lesquels doivent être approuvés par le surintendant, et, lorsqu’ils le sont, ils doivent être incorporés dans le registre des adhésions qui doit également contenir un accord établissant que tous ceux qui y souscrivent consentent à devenir membres de la société lorsqu’elle sera constituée en corporation et à se conformer à l’acte constitutif et aux statuts de la société, et à tous les amendements, toutes les additions ou modifications qui y sont faits en exécution de la présente Partie.

**165(2)** Two copies of the membership book shall be forwarded to the applicants by the Superintendent.

R.S., c.33, s.163

### Content of petition

**166(1)** The applicants may thereafter file with the Director a petition for the grant of a charter.

**166(2)** The petition shall show

- (a) the proposed name of the society, which name shall include the words “Mutual Benefit Society” or the words “*société mutuelle*”;
- (b) the place within the Province where the head office of the society is to be situated;
- (c) the name in full, the place of residence and the calling of each of the applicants who are to be the provisional trustees or managing officers of the society until the organization meeting.

**166(3)** The petition shall be accompanied by

- (a) the original membership book containing the signatures, duly certified, of at least fifty persons who thereby agree to become members of the society when incorporated;
- (b) a copy of the original membership book proved by affidavit to be a true copy;
- (c) a certificate of the Superintendent approving the application and proposed constitution and by-laws;
- (d) such other evidence, documents or information as the Director or the Superintendent may require; and
- (e) a sum sufficient to pay the prescribed fees.

R.S., c.33, s.164; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 1981, c.12, s.15; 2002, c.29, s.3

### Issue of letters patent

**167** The Director may thereupon, by letters patent, grant a charter constituting the applicants, and others who may thereafter become members of the society, a body corporate for the objects and purposes set forth in this Part, and Part XI of the *Insurance Act*.

R.S., c.33, s.165; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.29, s.3

**165(2)** Deux copies du registre des adhésions doivent être adressées aux requérants par le surintendant.

S.R., ch. 33, art. 163

### Contenu de la demande

**166(1)** Les requérants peuvent par la suite s’adresser au Directeur pour demander une charte.

**166(2)** La demande doit indiquer

- a) le nom projeté de la société, nom qui doit comprendre les mots « société mutuelle » ou les mots « *Mutual Benefit Society* »;
- b) l’endroit, dans la province, où le siège social de la société doit être situé;
- c) les nom et prénom, le domicile et la profession de chacun des requérants qui assureront l’administration ou la direction provisoire de la société jusqu’à l’assemblée d’organisation.

**166(3)** La requête doit contenir également

- a) le registre original des adhésions contenant les signatures, dûment attestées, d’au moins cinquante personnes qui s’engagent à devenir membres de la société une fois constituée en corporation;
- b) une copie du registre original des adhésions attestées par affidavit comme étant une copie conforme;
- c) un certificat du surintendant approuvant la demande et l’acte constitutif et les statuts projetés;
- d) d’autres preuves, d’autres documents ou renseignements que peut exiger le Directeur ou le surintendant; et
- e) une somme suffisante pour payer les droits prescrits.

S.R., ch. 33, art. 164; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 1981, ch. 12, art. 15; 2002, ch. 29, art. 3

### Octroi des lettres patentes

**167** Le Directeur peut alors, par lettres patentes, accorder une charte constituant les requérants et autres personnes qui peuvent par la suite devenir membres de la société en corporation aux fins et pour les objets indi-



qués dans la présente Partie, et la Partie XI de la *Loi sur les assurances*.

S.R., ch. 33, art. 165; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 29, art. 3

### Organizational meeting

**168(1)** Within thirty days after the issue of the letters patent, and upon due notice to all members of the society, in manner and form prescribed by the Superintendent, an organization meeting may be held at the time and place stated in the notice.

**168(2)** The presence of at least twenty members is necessary to constitute a valid meeting.

**168(3)** At the organization meeting the officers and directors shall be elected and the constitution and by-laws of the society adopted, but no by-law of this or any other subsequent meeting has any effect until approved by the Superintendent.

R.S., c.33, s.166

### Membership book

**169** No person becomes a member of a society incorporated under this Part, or is entitled to any benefits therefrom, until he has signed the membership book of the society.

R.S., c.33, s.167

### Membership qualifications

**170** Persons under the age of nineteen years and over the age of fourteen years may become members of a society incorporated under this Part and are thereupon subject to all obligations and entitled to all rights and privileges in respect of that society as if over the age of nineteen years, but no person under the age of nineteen years has a vote at any meeting of, nor shall hold any office in, any such society.

R.S., c.33, s.168; 1972, c.5, s.2

### Application of Act

**171(1)** Sections 152 and 160 do not apply to societies incorporated under this Part unless the Lieutenant-Governor in Council otherwise orders.

### Assemblée d'organisation

**168(1)** Dans les trente jours de l'émission des lettres patentes, et par avis dûment adressé à tous les membres de la société, de la manière et sous la forme prescrites par le surintendant, une assemblée d'organisation peut être tenue à la date et à l'endroit indiqués dans l'avis.

**168(2)** La présence d'au moins vingt membres est nécessaire pour constituer une assemblée valable.

**168(3)** À l'assemblée d'organisation les dirigeants et les administrateurs doivent être élus et l'acte constitutif et les statuts de la société doivent être adoptés, mais aucun règlement de la présente assemblée ou d'une assemblée ultérieure n'a d'effet à moins d'être approuvé par le surintendant.

S.R., ch. 33, art. 166

### Registre de société

**169** Aucune personne ne peut devenir membre d'une société constituée en corporation en application de la présente Partie, ou ne peut avoir droit à aucune prestation de la société, tant qu'il n'a pas signé le registre des adhésions de la société.

S.R., ch. 33, art. 167

### Conditions d'âge pour être membre

**170** Les personnes âgées de moins de dix-neuf ans et de plus de quatorze ans peuvent devenir membres d'une société constituée en corporation en application de la présente Partie et sont alors soumises à toutes les obligations et bénéficient de tous les droits et privilèges relativement à cette société comme si elles avaient plus de dix-neuf ans, mais aucune personne âgée de moins de dix-neuf ans ne peut voter à une assemblée de la société ni y remplir des fonctions.

S.R., ch. 33, art. 168; 1972, ch. 5, art. 2

### Application de la loi

**171(1)** Les articles 152 et 160 ne s'appliquent pas aux sociétés constituées en corporation en application de la présente Partie à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil n'en décide autrement.

**171(2)** Sections 149, 153, 156, 157, 158, 159 and 161 apply to societies incorporated under this Part, *mutatis mutandis*, unless the Lieutenant-Governor in Council otherwise orders.

**171(3)** The remaining sections of this Part, in so far as applicable, apply to societies incorporated under this Part, *mutatis mutandis*, unless the Lieutenant-Governor in Council otherwise orders.

R.S., c.33, s.169

## GENERAL

### Application of Act

**172(1)** Sections 14, 42 and 81 of this Act do not apply to companies or societies incorporated under this Part unless the Lieutenant-Governor in Council otherwise orders.

**172(2)** Except where inconsistent with the provisions of this Part or of the *Insurance Act*, the remaining provisions of this Act applicable to companies without capital stock apply to companies and societies incorporated under this Part unless the Lieutenant-Governor in Council otherwise orders.

R.S., c.33, s.170

### Regulations

**173** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

- (a) for the fees to be paid on incorporation under this Part;
- (a.1) respecting the format and contents of statements, notices and other documents required to be sent to the Director;
- (a.2) requiring the payment of a fee in respect of the filing, examination or copying of any document kept on record by the Director; and

**171(2)** Les articles 149, 153, 156, 157, 158, 159 et 161 s'appliquent aux sociétés constituées en corporation en application de la présente Partie, *mutatis mutandis*, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil n'en décide autrement.

**171(3)** Les autres articles restants de la présente Partie, dans la mesure où ils sont applicables, s'appliquent aux sociétés constituées en corporation en application de la présente Partie, *mutatis mutandis*, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil n'en décide autrement.

S.R., ch. 33, art. 169

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### Application de la loi

**172(1)** Les articles 14, 42 et 81 de la présente loi ne s'appliquent pas aux compagnies ou sociétés constituées en corporation en application de la présente Partie à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil n'en décide autrement.

**172(2)** Sauf lorsqu'elles sont incompatibles avec les dispositions de la présente Partie ou de la *Loi sur les assurances* les dispositions restantes de la présente loi applicables aux compagnies sans capital social s'appliquent aux compagnies et sociétés constituées en corporation en application de la présente Partie à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil n'en décide autrement.

S.R., ch. 33, art. 170

### Règlements

**173** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements visant

- a) les droits à payer lors de la constitution en corporation d'une compagnie en application de la présente Partie,
- a.1) concernant le format et le contenu des rapports, avis et autres documents qui doivent être envoyés au Directeur;
- a.2) exigeant le paiement d'un droit relatif au dépôt, à l'examen ou à la photocopie de tout document que le Directeur a versé au dossier; et

(b) for the better administration of and carrying out of this Part.

R.S., c.33, s.171; 1981, c.12, s.16; 2002, c.29, s.3

b) une meilleure application et exécution de la présente Partie.

S.R., ch. 33, art. 171; 1981, ch. 12, art. 16; 2002, ch. 29, art. 3

### **PART III MINING COMPANIES**

#### **Issue of shares at discount**

**174** A mining company hereafter incorporated under this Part, and made by the letters patent subject to the provisions of this Part, may issue its shares at a discount or at any other rate in the manner hereinafter prescribed.

R.S., c.33, s.172

#### **Par value shares**

**175** The shares of a company shall be with par value.

1954, c.28, s.10

#### **Preference shares**

**176** Notwithstanding section 174, preference shares shall not be issued at a discount.

1954, c.28, s.10

#### **Liability of shareholder**

**177** No shareholder of such a company holding shares, issued as herein provided, is personally liable for non-payment of any calls made upon his shares beyond the amount agreed to be paid therefor.

R.S., c.33, s.173

#### **By-law to issue shares at discount**

**178** No shares shall be issued at a discount unless authorized by a by-law of the company fixing and declaring the rate and any other terms and conditions of the issue, confirmed at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the same.

R.S., c.33, s.174

#### **Filing of by-law**

**179** A copy of such by-law shall, within twenty-four hours after it has been confirmed, be transmitted by registered post to the Director or be filed in his office within five days, and such copy shall be verified as a true copy

### **PARTIE III COMPAGNIES MINIÈRES**

#### **Vente d'actions au-dessous du prix**

**174** Une compagnie minière constituée ultérieurement en corporation en application de la présente Partie, et soumise en vertu des lettres patentes aux dispositions de la présente Partie, peut vendre ses actions au-dessous du pair ou à tout autre prix de la manière prescrite ci-après.

S.R., ch. 33, art. 172

#### **Actions à valeur au pair**

**175** Les actions d'une compagnie doivent être à valeur au pair.

1954, ch. 28, art. 10

#### **Actions privilégiées**

**176** Nonobstant l'article 174, les actions privilégiées ne doivent pas être vendues au-dessous du pair.

1954, ch. 28, art. 10

#### **Responsabilité de l'actionnaire**

**177** Aucun actionnaire d'une compagnie semblable, détenant des actions, vendues ainsi qu'il est prévu dans la présente Partie n'est personnellement responsable du non-paiement des sommes exigibles sur ses actions au-delà du montant qu'il s'est engagé à payer.

S.R., ch. 33, art. 173

#### **Règlement pour la vente d'actions au-dessous du prix**

**178** Aucune action ne peut être vendue au-dessous du pair sans autorisation donnée par un règlement de la compagnie fixant et indiquant le prix et toutes les autres modalités de l'émission, et confirmé au cours d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires dûment convoquée pour en délibérer.

S.R., ch. 33, art. 174

#### **Dépôt du règlement**

**179** Une copie de ce règlement doit, dans les vingt-quatre heures de sa confirmation, être envoyée par lettre recommandée au Directeur, ou être déposée dans son bureau dans un délai de cinq jours, et cette copie doit être

by the joint affidavit of the president and secretary, and if there are no such officers, or they, or either of them, are, or is, at the proper time unable to make the same, by the affidavit of the president or secretary and one of the directors, or of two of the directors, as the case may require; and if the president or secretary does not make or join in the affidavit the reason therefor shall be stated in the substituted affidavit.

R.S., c.33, s.175; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.29, s.3

### Share certificate

**180** Every such company shall have written or printed immediately after or under its name, wherever such name is used by the company or by any director, officer, servant or employee thereof, and shall have engraved upon its seal the words “NO PERSONAL LIABILITY”; and upon every share certificate issued by the company, distinctly written or printed in red ink, where such share certificates are issued in respect of shares subject to call, the words “SUBJECT TO CALL” or, if in respect to shares not subject to call, the words, “NOT SUBJECT TO CALL,” according to the fact.

R.S., c.33, s.176

### Forfeiture of shares

**181(1)** In the event of any call on shares of such company remaining unpaid by the holder thereof for a period of sixty days after notice and demand of payment, the shares may be declared to be in default and the secretary of the company may advertise those shares for sale at public auction to the highest bidder for cash by giving notice of the sale in a newspaper published in the county where the principal office of the company is situate, or if no newspaper is published there, then in a newspaper at the nearest place to such office, once a week for four successive weeks.

**181(2)** The notice shall contain the number of the share certificates in respect of the shares and the number of shares, the amount of the call or calls due and unpaid and the time and place of sale.

**181(3)** In addition to publishing the notice, it shall be personally served upon the shareholder or sent to him by registered post addressed to him at his place of abode or,

attestée comme copie conforme par l’affidavit conjoint du président et du secrétaire, et s’il n’y a pas de président et de secrétaire, ou si ceux-ci ou l’un d’entre eux sont au moment convenable dans l’impossibilité de l’attester, par l’affidavit du président ou celui du secrétaire et d’un administrateur ou encore de deux administrateurs selon le cas; et si le président ou le secrétaire ne fait pas cette attestation soit individuellement, soit conjointement la raison doit en être mentionnée dans l’affidavit substitué.

S.R., ch. 33, art. 175; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 29, art. 3

### Titre d’action

**180** Toute compagnie semblable doit faire écrire ou imprimer immédiatement après ou sous son nom, partout où ce nom est utilisé par la compagnie ou par un de ses administrateurs, dirigeants, préposés ou employés et graver sur son sceau les mots « AUCUNE RESPONSABILITÉ PERSONNELLE »; et faire également écrire ou imprimer distinctement en rouge sur chaque titre d’action émis par la compagnie, lorsque ces titres d’actions sont délivrés pour des actions susceptibles d’appels de versements, les mots « SUSCEPTIBLES D’APPELS DE VERSEMENTS » ou, s’il s’agit d’actions non susceptibles d’appels de versements, les mots « NON SUSCEPTIBLES D’APPELS DE VERSEMENTS » selon les cas.

S.R., ch. 33, art. 176

### Défaillance d’action

**181(1)** Au cas où un appel de versement sur des actions de cette compagnie est laissé en souffrance par leur détenteur pendant une période de soixante jours après avis et demande de paiement les actions peuvent être déclarées défailtantes et le secrétaire de la compagnie peut annoncer la vente de ces actions aux enchères au comptant en donnant avis de la vente dans un journal publié dans le comté où est situé le bureau principal de la compagnie, ou si aucun journal n’y est publié, dans un journal publié dans la localité la plus proche du bureau, une fois par semaine pendant quatre semaines consécutives.

**181(2)** L’avis doit indiquer le nombre des titres d’actions à l’égard des actions et du nombre d’actions, le montant de l’appel ou des appels de versements exigibles et arriérés et la date et le lieu de la vente.

**181(3)** En plus de la publication de l’avis, celui-ci doit être personnellement signifié à l’actionnaire ou lui être envoyé par lettre recommandée adressée à son domicile

when his place of abode is unknown, to his address as shown on the books of the company.

**181(4)** If the holder of the shares fails to pay the amount due thereon, with interest and the cost of advertising, before the time fixed for the sale, the secretary shall proceed to sell the same, or such portion thereof as suffices to pay the calls together with interest and the cost of advertising and of the sale.

**181(5)** If the price of the shares so sold exceeds the amount due with interest and costs, the excess shall be paid to the defaulting shareholder on demand.

**181(6)** In lieu of proceeding to sell under the preceding subsections, the company may maintain an action for the sale of the shares in the Court, and process in such action may be served upon a shareholder resident out of the jurisdiction in the same manner and subject to the same condition as process is permitted to be served out of the jurisdiction in cases provided for by the Rules of Court.

**181(7)** When there is any question raised as to the validity of a call or as to the right to sell, an action may be brought in the Court for the purpose of determining the validity of the call and the right to sell and process in the action may be served on a shareholder resident out of the jurisdiction as provided in subsection (6).

R.S., c.33, s.177; 1979, c.41, s.20; 1985, c.4, s.12

### Meetings of directors

**182(1)** A director absent from and resident outside of Canada may, if authorized, and in such form as may be prescribed by the by-laws of the company, by instrument in writing, the execution of which is verified by the affidavit of a subscribing witness, appoint and authorize any shareholder holding the number of shares fixed as the qualification for a director to attend and vote, as fully and effectually as if such director were personally present, at any meeting of directors held within the Province and to accept notice of any such meeting.

**182(2)** All acts done under such authority are binding in all respects and to the same extent as if the director granting the authority had done the acts.

ou, lorsque celui-ci n'est pas connu, à son adresse telle qu'elle est mentionnée dans les registres de la compagnie.

**181(4)** Si le détenteur des actions n'en paie pas le montant exigible, avec les intérêts et les frais de la publicité, avant le jour fixé pour la vente, le secrétaire doit procéder à la vente des actions, ou d'une partie de celles-ci qui soit suffisante pour couvrir les appels de versements ainsi que les intérêts et les frais de la publicité et de la vente.

**181(5)** Si le prix des actions ainsi vendues dépasse le montant exigible y compris les intérêts et les frais, l'excédent doit être payé à l'actionnaire défaillant sur demande.

**181(6)** Au lieu de procéder à la vente en application des paragraphes précédents, la compagnie peut intenter une action devant la Cour pour la vente des actions, et la sommation dans cette action peut être signifiée à un actionnaire résidant en dehors de la juridiction de la même manière et sous réserve des mêmes conditions que s'il s'agissait d'une signification faite en dehors de la juridiction dans les cas prévus par les Règles de procédure.

**181(7)** Lorsqu'un problème se présente quant à la validité d'un appel de versement ou au droit de vendre, une action peut être intentée devant la Cour dans le but d'établir la validité de l'appel de versement et le droit de vendre et une sommation relative à cette action peut être signifiée à un actionnaire résidant en dehors de la juridiction comme il est prévu au paragraphe (6).

S.R., ch. 33, art. 177; 1979, ch. 41, art. 20; 1985, ch. 4, art. 12

### Réunions des administrateurs

**182(1)** Un administrateur absent qui réside en dehors du Canada peut, s'il y est autorisé, et dans la forme prescrite par les statuts de la compagnie, par un acte dont la signature est attestée par l'affidavit d'un témoin instrumentaire, nommer et autoriser un actionnaire détenant le nombre d'actions de garantie permettant à un administrateur d'être présent et de voter, et cela aussi pleinement et efficacement que si l'administrateur était personnellement présent, à toute réunion d'administrateurs tenue dans la province et de recevoir l'avis d'une telle réunion.

**182(2)** Tous les actes faits en vertu de cette autorisation lient un administrateur à tous les égards et dans la même mesure que si l'administrateur accordant l'autorisation les avait lui-même accomplis.

**182(3)** No authority is valid for a period exceeding one year, but the authority may be renewed by similar instrument in writing duly verified, if and as provided by the by-laws of the company.

**182(4)** Such authority and every renewal thereof so verified shall be filed forthwith with the secretary of the company, and a duplicate original so verified, or a notarial copy thereof, shall be filed forthwith in the office of the Director.

R.S., c.33, s.178; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.15, s.30; 2002, c.29, s.3

### Repealed

**183** Repealed: 2008, c.11, s.8

R.S., c.33, s.179; O.C. 64-312; 1978, c.D-11.2, s.7; 2002, c.29, s.3; 2008, c.11, s.8

### Fees

**184** The fees payable for incorporation under this Part shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

R.S., c.33, s.180

**N.B.** This Act is consolidated to June 16, 2023.

**182(3)** Aucune autorisation n'est valide pour une période qui dépasse une année, mais l'autorisation peut être renouvelée par un acte instrumentaire semblable, dûment attesté, si elle est prévue et précisée par les statuts de la compagnie.

**182(4)** Cette autorisation et tout renouvellement de celle-ci ainsi attesté doivent être aussitôt adressés au secrétaire de la compagnie, et un double de l'original ainsi attesté, ou une copie notariée de celui-ci doit être aussitôt déposée au bureau du Directeur.

S.R., ch. 33, art. 178; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 15, art. 30; 2002, ch. 29, art. 3

### Abrogé

**183** Abrogé : 2008, ch. 11, art. 8

S.R., ch. 33, art. 179; D.C. 64-312; 1978, ch. D-11.2, art. 7; 2002, ch. 29, art. 3; 2008, ch. 11, art. 8

### Droits

**184** Les droits à payer pour la constitution en corporation d'une compagnie en application de la présente Partie sont fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

S.R., ch. 33, art. 180

**N.B.** La présente loi est refondue au 16 juin 2023.